

Poussée des réformateurs et des nationalistes en URSS

M. Boris Eltsine a été plébiscité
par les électeurs moscovitesParti unique
et démocratie

Les Soviétiques ont donc bel et bien voté. Pour qui en doutait encore — et il y avait quelques raisons de s'interroger, — le scrutin de dimanche a d'abord apporté la démonstration qu'un processus de démocratisation est en cours en URSS. Les imperfections du système, le fait que la multiplicité des candidatures n'ait pas été partout assurée, que certaines personnalités — comme en Arménie — n'aient pu se présenter, tout cela ne peut occulter cette réalité première, culturelle autant que politique : après soixante-dix années de parti unique et donc de silence, les lointains héritiers de la révolution d'Octobre ont clairement manifesté leur volonté d'exercer leurs droits d'électeurs et de s'exprimer librement. Par rapport au rituel guindé auquel se résument jusqu'à présent les élections au pays des soviets, il s'agit d'une révolution.

Le second enseignement majeur que l'on peut tirer avant même que soient connus les résultats définitifs est l'irrésistible poussée des réformateurs les plus en pointe. C'est bien sûr le cas, à Moscou, de M. Boris Eltsine, mais c'est aussi celui d'autres hommes qui estiment, comme lui, que la perestroïka avance trop lentement ou qu'elle est trop timide. Loin d'avoir souffert des attaques virulentes dont ils étaient l'objet de la part des conservateurs, ils en ont au contraire bénéficié, comme si le choix n'en était que plus clair entre les candidats de l'appareil et ceux du peuple. Ailleurs, comme dans les pays baltes, c'est une sorte de majorité tranquille qui s'est exprimée, en faveur de la cause « nationale », sinon nationaliste.

M. Gorbatchev peut tirer quelques satisfactions de l'événement. Non seulement la réalité des changements qu'il veut apporter n'est plus discutable, ni en URSS, ni à l'étranger, mais les conservateurs — qui sont tous de même ses premiers adversaires — sortent gravement affaiblis de l'épreuve.

Le secrétaire général, qui va être le premier président soviétique, n'en va pas moins devoir faire face à une très délicate situation. Toute sa stratégie a consisté jusqu'à présent à faire avancer ses réformes par une voie « centrée », c'est-à-dire en surmontant résistances et inerties, mais sans se laisser déborder par des chevaux-légers un peu trop aventureux — comme M. Eltsine, dont il a lui-même critiqué le style de travail et le goût pour les « phrases fracassantes ».

Or ce même Eltsine vient de bénéficier d'un raz de marée qui l'assure d'une tribune, et il sera bien difficile de le faire taire et même de l'inciter à la patience et à la modération, en particulier dans ses critiques à l'adresse du chef de file des conservateurs, M. Egor Ligatchev.

En souhaitant qu'un débat s'ouvre en URSS sur le multipartisme, l'ancien chef du PC de Moscou a mis le doigt sur une contradiction fondamentale : la démocratie peut-elle s'instaurer sous le régime du parti unique ? La question, à laquelle les Hongrois ont déjà répondu par la négative, pourra-t-elle être longtemps encore jugée déplacée en URSS ?

Les Soviétiques ont largement participé, dimanche 26 mars, aux élections au Congrès des députés du peuple. Au vu des premiers résultats, le phénomène le plus marquant est une forte poussée des candidats les plus réformateurs ; divers représentants de l'appareil du Parti communiste se trouvent en revanche en difficulté. A Moscou, M. Boris Eltsine, critiqué encore récemment par le comité central, obtiendrait plus de 85 % des voix, et en Lituanie, le mouvement indépendantiste Sajudis emporterait trente des quarante-deux sièges de la République.

MOSCOU

de notre correspondant

Dès 10 heures du matin, dès ces premières heures des premières élections soviétiques à candidatures multiples, tout le monde savait.

Il suffisait, dimanche 26 mars, d'entrer dans n'importe lequel des bureaux de vote de Moscou, d'interroger à l'entrée ou à la sortie des isolots n'importe lequel des électeurs pour savoir que ce scrutin allait tourner au plébiscite et que ce triomphe d'un homme sonnait une déroute des conservateurs.

Car ce n'était pas seulement le fait que jeunes gens et vieilles dames, prolés de caricature et intellectuels exultants répon-

daient tous systématiquement, sur le ton de l'évidence, qu'ils allaient, bien sûr, voter Eltsine.

C'était surtout que tout le monde voulait répondre à toutes les questions possibles, qu'on ne chuchotait pas en regardant derrière soi, qu'on parlait à haute voix et qu'on savait parfaitement bien pourquoi l'on votait et pourquoi l'on votait Eltsine.

Il y avait ceux qui répondaient : « Mais voyons, parce qu'il est pour nous », ce « nous » qui s'oppose à « eux », le parti, les hommes du système, ce « nous » qui signifiait « nous, le peuple », « nous » à qui on offre, pour la première fois depuis soixante-dix ans, la possibilité d'un choix.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Le naufrage du pétrolier «Exxon-Valdez»

La marée noire menace
les côtes de l'Alaska

Les experts redoutent une contamination des côtes sud de l'Alaska après le naufrage, vendredi 24 mars, du superpétrolier «Exxon-Valdez». En dépit du pompage du brut restant dans les cuves du navire, les fuites continuent à alimenter la nappe de pollution qui ne cesse de s'agrandir dans le détroit du prince William.

Devant ce qui pourrait être un désastre si les conditions météorologiques deviennent défavorables, les populations des régions environnantes s'irritent de « la lenteur des secours ».



PANCHE

Lire nos informations page 16.

Après l'échec des négociations entre les syndicats et le gouvernement

A Bastia, la réunion de la riposte

Après le rapide échec des négociations entre l'intersyndicale des fonctionnaires de Corse et le gouvernement, les syndicats de l'île devaient se rencontrer, lundi 27 mars, pour mettre sur pied la riposte à des propositions dont l'insuffisance a été constatée comme « insultante ».

Le gouvernement tente de renouer les fils du dialogue et observe l'évolution de la situation avant d'envisager de nouvelles initiatives.

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Une rencontre Nord-Sud devait avoir lieu lundi après-midi à Bastia. Corte, ville universitaire

située entre Bastia et Ajaccio, mais aussi symbole de l'éphémère République corse de Pascal Paoli avait d'abord été choisie comme lieu de la réunion. Mais, en fin de compte, les intersyndicales des fonctionnaires de Haute-Corse et de Corse-du-Sud devaient se retrouver à Bastia pour décider de la poursuite de leur mouvement après l'échec des négociations de Paris.

Les grévistes communiquaient jusqu'à présent par téléphone ; Ajaccio manifestait un jour et Bastia, le lendemain. Selon le porte-parole de l'intersyndicale à Ajaccio, la réunion de lundi devrait aboutir à la création d'un comité de coordination syndicale.

Le gouvernement cherche, à leurs yeux, à les diviser. Ils se rassemblent.

Le montant de la prime de transport proposée aux délégations a suscité un choc. Une heure après la rupture, les visages étaient incrédules devant le local de la CGT d'Ajaccio, à l'annonce de l'« aumône » gouvernementale : un aller-retour par air Corse-continental, soit, selon le calcul des syndicats, 30 à 40 F par personne et par mois. « Pour quoi faire ? Ils peuvent se les garder, nous ne sommes pas des mendiants ».

Le mot d'ordre a circulé très vite, et deux cents personnes se sont retrouvées à l'aéroport pour reconforter les vingt délégués qui avaient fait tout ce voyage, un samedi de Pâques, pour entendre une proposition aussi « insultante ».

Les membres de l'intersyndicale étaient partis avec leurs papiers et leurs dossiers sur la vie

chère. Ils avaient négocié jusqu'à la dernière seconde l'ordre du jour de la réunion. Leurs organisations parisiennes et même le préfet de Haute-Corse, M. Bernard Boucault, leur avaient assuré, affirmant-ils, qu'il y aurait « du grain à moudre ». Il était question d'une indemnité de 300 à 400 francs.

Vendredi, devant la préfecture d'Ajaccio, l'annonce de leur départ avait été applaudie comme une victoire et, dans les rangs, on oubliait qu'ils n'allaient rencontrer que le directeur de la fonction publique : on parlait du « ministre ».

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 6 et, page 2, « Une entreprise en faillite », par H. Antona, et « Egoïsmes, ni plus ni moins... », par J.-J. Chauszini et B. Corazzini.)

«Etat de grâce» pour un président mexicain mal élu

La force tranquille de M. Salinas de Gortari

Presque quatre mois après son accession au pouvoir, le 1^{er} décembre dernier, le président mexicain, Carlos Salinas de Gortari — élu dans des conditions difficiles au mois de juillet 1988, — bénéficie toujours d'un « état de grâce » renforcé par les récentes initiatives américaines en matière de dette extérieure.

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

M. Carlos Salinas de Gortari est comblé : cent jours après son élection controversée à la tête de l'Etat mexicain, les Etats-Unis lui ont offert, il y a un peu plus de deux semaines, le 10 mars dernier, un superbe cadeau en annonçant par la voix du secrétaire au

Trésor, M. Nicholas Brady, les grandes lignes de leur nouvelle politique en matière de paiement de la dette des pays du tiers-monde.

Ce « ballon d'oxygène » est arrivé à point nommé pour le Mexique, qui éprouve de plus en plus de difficultés pour rembourser les quelque 102 milliards de dollars qu'il doit. Affaire « en or » pour le président lui-même, qui a engagé sa crédibilité sur la recherche d'une solution à ce problème.

La dette était devenue l'obsession des Mexicains. L'entreprise privée, les syndicats, les partis et les économistes s'affrontaient sur ce thème à travers la presse : fallait-il payer ? Pour le privé, le refus de rembourser des emprunts équivalait à se mettre au ban des nations, et à s'exposer à ne plus

recevoir cet argent frais nécessaire à la relance de l'économie.

Pour l'opposition de gauche, dirigée par M. Cuauhtémoc Cárdenas, il ne faut pas payer la part de la dette contractée depuis 1982 ; elle estime, en effet, que les emprunts des dernières années sont « inconstitutionnels » car ils ont été réalisés afin de rembourser la dette et non de contribuer au développement économique.

En fait, tout le monde s'entend sur un point : le Mexique ne peut continuer à faire des sacrifices démesurés (au cours des sept dernières années, les salaires réels ont baissé en moyenne de moitié) au détriment de sa croissance économique et au risque de connaître une flambée de violence comme le Venezuela.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

monnaie européenne :
de l'utopique
au réalisablepar
Jacques RIBOUD256 Pages
150 Francsauteur de
«Mécanique des Monnaies»

«Si l'Ecu doit gagner le cœur et l'esprit des Européens de demain, il lui faudra plus qu'une simple incitation des gouvernements, il devrait avoir un nouveau nom et un pouvoir d'achat qui ne vacille pas».

THE ECONOMIST (5 Mars 1988)

Collection de la R.P.P.
REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE
88 bis, rue Jouffroy - 75017 Paris - Tél. : 46 22 10 50

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Arabie Saoudite, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 80 p. ; Israël, 1 700 L. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sk. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

M 0147 - 0328 0 - 4,50 F



3790147004500 03280

1988
1987

Débats

CORSE

Une entreprise en faillite

L'ENTREPRISE Corse est en faillite. Les soubresauts de ces dernières semaines ne sont que les symptômes éruptifs et récurrents d'une longue crise, les salariés sont dans la rue et, désarmés, les dirigeants se tournent vers l'actionnaire majoritaire, l'Etat, pour demander une aide supplémentaire. Celui-ci doit négocier sur le problème posé dans le cadre d'une démarche claire tenant compte des spécificités de l'île et de la gravité de la situation. Mais si un traitement de fond n'est pas appliqué il est hautement probable que les mêmes problèmes resurgissent, et la relative sagesse des démonstrations de la rue risque de tourner à des affrontements et à des manifestations beaucoup plus graves.

Lorsqu'une entreprise est en faillite il y a deux solutions : ou bien elle dépose son bilan, licencie ses travailleurs et disparaît ; ou bien chacune de ses composantes, actionnaires, direction, salariés accepte de remettre en question sa propre action et s'engage dans un plan de redressement. C'est aujourd'hui ce dont la Corse a besoin.

Tous, l'Etat, la classe politique, les Corses, nous devons procéder à une remise en question sur les insuffisances à gérer l'entreprise Corse si ce n'est par le régime du verbe et l'envoi d'inspecteurs des finances. Aujourd'hui, si la moitié de l'énergie dépensée ces derniers jours en discours, motions, négociations avait été mise à développer et promouvoir notre île, peut-être n'en serions nous pas là.

Je souhaite qu'on ne se trompe pas de débat. Ce n'est pas en distribuant une prime à ses salariés qu'une entreprise peut se sortir durablement des difficultés. La vraie prime d'insularité, c'est une stratégie ambitieuse de développement de notre île capable de créer les nouvelles richesses qui constituent la véritable et la seule

par HENRI ANTONA (*)

garantie d'un maintien et de l'élévation du niveau de vie de chacun.

Il y a huit mois, dans le cadre de mes fonctions et avec l'entier soutien du président de l'Assemblée corse, conscient des problèmes à venir, j'ai engagé une réflexion sur le développement économique de la Corse avec l'aide d'experts et d'un comité consultatif rassemblant toutes les forces de l'île ; nous avons travaillé dans le calme et la sérénité pour proposer une stratégie de développement originale, ambitieuse et cohérente.

Cessons de quémander

Ce document est aujourd'hui prêt et sera diffusé dans les jours prochains et discuté et, j'espère, repris par l'Assemblée corse. Il offre le véritable cadre d'une négociation réelle entre l'Etat, les collectivités locales et tous les partenaires du développement économique en tenant compte des opportunités (PDR, PIM, FSE, contrat de Plan).

Les mesures proposées concernent tous les domaines, en particulier le développement de l'enseignement supérieur, la recherche, le statut fiscal, les outils financiers, le développement touristique, l'agriculture, l'évolution des structures et surtout l'appel à des compétences et à des hommes qui existent en Corse et qui parfois s'en sont éloignés.

Cette occasion est probablement la dernière pour la Corse de mettre en place une politique globale de développement volontaire.

(*) Chef d'entreprise, vice-président de l'Assemblée régionale de Corse.

riste, dynamique et crédible. Il faut donc se mettre autour d'une table avec les différents partenaires concernés : l'Etat, les collectivités locales, les différents acteurs de la vie économique, pour utiliser ce moment de crise comme un véritable pas en avant et profiter de l'effet d'écho et de mobilisation qu'a eu le mouvement populaire.

Soyons majeurs : cessons de quémander prébendes, avantages, subventions ; montrons que nous pouvons sortir de notre situation de dépendance en prenant véritablement notre destin en main. Aujourd'hui, chacune des régions d'Europe se met en position d'affronter le grand marché de 1993. Aujourd'hui, le Bassin méditerranéen, cœur de notre civilisation, voit naître de nombreuses initiatives de développement.

La Corse traverse une crise : si on étudie l'idéogramme chinois qui signifie crise, on constate qu'il s'écrit en combinant deux caractères : le premier signifie danger, le deuxième opportunité. La Corse est de fait confrontée à de grands dangers, mais elle doit aussi saisir les opportunités qui se présentent à elle.

Si tel n'était pas le cas, cette crise aura été celle de tous les dangers, et elle rentrerait probablement pour toujours dans le ghetto des régions assistées de l'Europe.

Egaux, ni plus ni moins...

par JEAN-JACQUES CHIALUZZI et BRUNO CORAZZINI (*)

La situation actuelle de la Corse est révélatrice du grave problème auquel elle est confrontée depuis des années : l'absence d'un projet cohérent de développement économique et social.

Cette carence explique sans doute la montée en puissance des mécontentements, des graves, des désordres, qui a atteint un point de rupture tel qu'on peut estimer que la population ne vit plus dans un Etat de droit.

Depuis longtemps, il est vrai, l'Etat accreditait l'idée que tout est possible : trop de promesses ont été produites qui n'ont pas été tenues ; trop de questions urgentes ont été évacuées par la constitution de comités ad hoc aux conclusions hâtives et éphémères, par la mise en place de réformes peu-à-peu promises mais complexes et inachevées, par l'octroi de subventions généralement gaspillées, par trop de comportements se situant en marge des lois de la République et restant impunis.

C'est dans ce contexte général qu'il faut évidemment replacer les mouvements de grève qui paralysent les administrations dans notre région.

Par ce moyen, les fonctionnaires veulent obtenir du gouvernement qu'il leur accorde une prime d'insularité destinée à compenser la cherté de la vie, jugée plus élevée que sur le continent.

Assurément le vie est chère en Corse, plus chère qu'ailleurs. En exerçant leurs fonctions sur l'île, les fonctionnaires subissent réellement une baisse de leur pouvoir d'achat.

Mais demander aux pouvoirs publics d'atténuer les effets de cette cherté au bénéfice exclusif des fonctionnaires en activité, au lieu d'exiger que l'on agisse sur les causes, revient justement à encourager le mal, à ne considérer l'île que comme une zone de consommation, avec le risque de l'enfoncer plus encore dans l'assistanat et le sous-développement.

Peut-être que ce que souhaitent, inconsciemment, les grévistes, c'est de parvenir eux aussi à recueillir les miettes des innombrables milliards provenant des communautés nationale et européenne et dont tout le monde sait qu'ils sont détournés de leurs finalités.

Pourquoi, en effet, les fonctionnaires resteraient-ils en marge d'une politique qui dispense certains agriculteurs de rembourser leurs dettes, qui transforme subventions et prêts d'équipement en compléments de ressources, qui laisse pratiquement impunies les ententes commerciales illicites et ne protège guère les rares commer-

(*) Pseudonymes de deux fonctionnaires exerçant en Corse et soumis à l'obligation de réserve.

cants ou chefs d'entreprise désireux de donner tout son sens à la libre concurrence ?

Bien entendu, la classe politique locale apporte son soutien à ce conflit lourd de conséquences, mais avec les subtilités de son génie traditionnel.

Il est vrai qu'en Corse, peut-être plus que partout ailleurs, les hommes politiques mettent plus d'entrain et d'imagination à assurer leur réélection qu'à exercer pleinement les responsabilités de leur charge.

S'il revient à l'Etat de faire respecter la loi et l'ordre, encore faut-il que nos concitoyens admettent le bien-fondé de cette mission essentielle, ne s'évertuent pas à la contrecarrer, et que l'Etat soit exempt de tout reproche.

S'il appartient de surcroît à l'Etat de garantir l'égalité de tous, encore faut-il que les insulaires ne cherchent pas à être moins égaux devant les obligations et plus égaux devant les droits que les continentaux.

S'il incombe enfin à l'Etat de tout mettre en œuvre pour favoriser le développement économique, social et culturel de la Corse, encore faut-il que les Corses aient un projet à soutenir et s'emparent de leur avenir.

Quel avenir pour la Corse ? Médocratie et auto-indétermination ? (étant observé qu'en politique le divorce avec pension alimentaire est rarement pratiqué).

ENSEIGNEMENT

Former pour l'avenir

par LOUIS LEPRINCE-RINGUET de l'Académie française

naturel, grâce à des institutions nouvelles - clubs d'informatique, d'astronomie, Cité des sciences à La Villette, Jeunesses musicales, associations sportives, voyages en groupe, etc. C'est excellent car il s'agit d'une motivation adaptée à la personnalité de chacun.

Savoirs périmés

Enfin, le cursus scolaire avec toutes les étapes que l'on connaît. C'est là que doit s'effectuer la formation de l'esprit à la clarté, à la rigueur, à l'abstraction (indispensable, mais pas trop non plus), au jugement. Mais attention - je reprends les remarques des propositions du Collège de France au président de la République, - éviter le corporatisme de discipline qui porte à persécuter les savoirs périmés ou dépassés, - éviter l'insécurité institutionnelle qui tend à reconduire indéfiniment ce qui a une fois existé, - éviter de sacrifier les titres scolaires et faire en sorte qu'ils ne soient pris en compte que pour une durée limitée et jamais de manière exclusive, - combattre la rigidité des trajectoires obligées, qui donne un poids quasi fatal aux choix initiaux et aux verdicts scolaires d'exclusion, - équilibrer la logique rationnelle et la pratique de la méthode expérimentale, sans oublier toutes les formes de l'adresse manuelle et de l'habileté corporelle, - associer maîtres et élèves dans des projets communs - créer une émulation réelle entre des

institutions autonomes et diversifiées, - utiliser les instruments de grande diffusion en associant des équipes d'enseignants à leur production.

III. - Nos enseignants, par leur recrutement, par leur formation, par leur mode de vie, par l'évolution de leur carrière, par leur environnement, sont-ils adaptés à ce programme exigeant ? Rendons tout d'abord hommage à leurs qualités intellectuelles, à leur disponibilité, à leur sens élevé de la mission qu'ils accomplissent. Je les connais bien, en ayant sept, de toutes catégories, parmi mes enfants et petits-enfants. Cela dit, proposons quelques réflexions.

a) Tout d'abord, notre système éducatif a, jusqu'à très récemment, considéré le monde de l'entreprise comme celui de la jungle, du profit, du déshonneur et de la non-culture (voir l'interview de Michel Rocard dans le numéro de janvier 1989 du *Monde de l'éducation*). Heureusement cette attitude se modifie actuellement, mais il faut du temps pour qu'elle évolue profondément.

b) En second lieu, il faut éviter que le système scolaire ne se constitue en un univers séparé, sanctifié, proposant une « culture » coupée de l'existence ordinaire. C'est d'autant plus grave que l'énorme masse des enseignants est fortement encadrée par de puissants syndicats dont la plupart sont restés très conservateurs et corporatistes. Ceux qui souhaitent évoluer vers une meilleure adéquation au monde ne le peuvent guère, n'ayant que rarement vécu une expérience dans la vie économique et industrielle du pays.

c) Le gigantisme du système et l'uniformisation des enseignements conduisent automatiquement à la prototypisation. Il est indispensable de casser cette énorme structure, d'organiser des institutions diversifiées, autonomes, d'instaurer l'émulation entre équipes pédagogiques et communales scolaires. Les entreprises publiques et privées doivent être associées à ces projets, d'une part par des contrats, d'autre part par la participation à l'enseignement de leurs représentants qualifiés. Naturellement les meilleures équipes, les plus performantes, se verront attribuer des avantages : il est absolument normal que le mérite soit récompensé.

d) Agrégation, CAPES, licence définissent des qualités de travail, une compétence dans une discipline, une clarté d'exposition. Mais, pour aider un jeune à former son jugement, à discerner une voie professionnelle, à éprouver sa personnalité, à choisir son orientation, les passeurs de ces diplômes n'ont en général aucune qualification privilégiée.

Par ailleurs, les maîtres ne peuvent, malgré leur motivation, échapper à la routine scolaire, à l'insure psychologique et technique. Il faut donc qu'ils puissent sortir de leur univers clos par des stages périodiques et d'assez longue durée dans les entreprises, des centres de recherche, en France ou à l'étranger. Ils en reviendraient plus ouverts et rayonnants.

Voici l'essentiel des transformations à envisager. Mais, pour notre pays, pour l'adaptation de notre substance grise à la construction de l'union européenne, à l'évolution du monde, il me semble indispensables.

Au courrier du Monde

ORDRE

Manifestation interdite

Selon la législation française, la liberté d'expression n'est certainement pas un droit inconditionnel et absolu. J'en veux pour preuve que la manifestation organisée à Lyon pour protester contre les *Versets sataniques* de Salman Rushdie a été interdite par le préfet du Rhône.

Que le ministre de l'Intérieur soit logique avec lui-même : puisque le livre de Rushdie trouble gravement l'ordre public, il doit en interdire la diffusion en France.

PHILIPPE ROLLAND
(Isy-les-Moulineux
Haute-Saône).

TAILLE

Les profs diminués

Depuis des semaines, toute la presse - le *Monde* en tête - commente le « malaise existentiel » des enseignants. Les clichés de la presse elle-même n'entretenaient-ils pas ce malaise ? J'en veux pour preuve un article publié dans le *Monde* du 4 mars : M. Chesca, conseiller général de Carcassonne, est qualifié de « petit prof de physique-chimie à la carrure de rugbyman ». L'adjectif petit paraît « incontestable » aux journalistes pour accompagner le mot prof (qui est par lui-même déjà un diminutif) ! Un ingénieur qui est resté cadre moyen dans son entre-

prise est-il un « petit » ingénieur ? Jamais à ma connaissance. Un médecin généraliste, sans prestige particulier, dont les gams plafonnent à peine au-dessus du SMIC est-il un « petit » médecin ? Sûrement pas dans les journaux !

Dans le même article, un chirurgien a droit au qualificatif de « séduisant ». J'en conclus que, pour un prof, la carrure de rugbyman n'a rien de séduisant alors que pour un chirurgien il suffit d'une « moustache conquérante », pour reprendre les termes de l'article !

Je n'ai ni carrure de rugbyman ni moustache ! Je suis une femme, un prof de français, ni grand ni petit : 1,58 m.

Mme J. COLIN,
professeur certifiée de lettres,
(Villefranche-sur-Saône).

ACCÈS

Handicapés et transports

On va faciliter l'accès des transports en commun aux handicapés. Bravo ! Mais si on commençait par le commencement ? Il a quelques décennies, lorsqu'un bus arrivait à l'arrêt, le chauffeur ou le receveur amonçait très haut « les priorités ». Moi, amputé d'une jambe, je montais le premier, carte de priorité et canne en main. Ces temps sont révolus et les chauffeurs muets. Si je ne veux pas être bonculté, je dois laisser passer tout le monde et grimper en dernier. Prenez une canne, tirez la patte et promenez-vous en région parisienne, vous serez édifié.

BERNARD ANNE
(Sartrouville).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-25-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDUPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Remise en vente sur les exemplaires et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 340 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Le dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien

L'ancien premier ministre Menahem Begin apporte son soutien à M. Shamir

Le président américain George Bush a estimé nécessaire, samedi 25 mars, d'achever le travail — pour la paix au Proche-Orient — entamé il y a dix ans par les artisans du traité israélo-égyptien. « Si nous voulons vraiment faire honneur, a-t-il déclaré, à ceux dont le courage et le dur travail ont rendu possible le traité de paix, nous devons achever le travail qu'ils ont entamé » et « apporter la paix à l'ensemble du Proche-Orient. Nous devons nous engager, comme l'ont fait Anouar El Sadate et Menahem Begin, dans une nouvelle approche du problème ».

L'ancien président Jimmy Carter, qui parraina le traité de paix, estime, dans une interview au New York Times, que les Etats-Unis « n'ont pas saisi toutes les occasions ces huit dernières années » de jouer un rôle de médiateur pour la paix au Proche-Orient.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Recueils et silencieux depuis 1983, Menahem Begin a saisi l'occasion du dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien — célébré dimanche 26 mars — pour sortir de sa retraite et faire des commentaires qui sont autant de déclarations de soutien à la politique de M. Itzhak Shamir. Pour le premier ministre, ce n'est pas un grand renfort politique, mais c'est un appui moral qui compte à la fois dans le pays et au sein de la droite regroupée dans le Likoud.

Interrogé dimanche par la radio, le signataire des accords de Camp David et du traité de paix avec l'Égypte a dénoncé les conversations que les Etats-Unis ont entamées avec l'O.L.P. « Je ne crois pas qu'elles puissent aboutir à des résultats positifs », a déclaré M. Begin ; l'O.L.P. dit que ce qu'elle appelle le soulèvement va continuer, de même que les infiltrations en provenance du Liban (...); si ce n'est pas du terrorisme, je ne sais pas ce que c'est ».

Trois Palestiniens tués

M. Menahem Begin, qui démissionna soudainement de ses fonctions de premier ministre en 1983, en pleine guerre du Liban, estime qu'il n'y a rien à changer à la partie palestinienne des accords de Camp David. Lors des conversations avec les présidents Carter et Sadate, explique-t-il, « nous avons clairement indiqué que l'autodétermination des Palestiniens voulait dire un Etat palestinien indépendant et nous n'acceptons pas cette idée : ce serait un danger pour Israël et une menace pour l'ensemble du Proche-Orient ».

Jour après jour, M. Shamir ne dit pas autre chose. Le premier ministre peut ainsi se prévaloir de l'opinion de son illustre prédécesseur avant son voyage début avril aux Etats-Unis et face à tous ceux qui n'ont cessé de lui lancer que « M. Begin, lui, aurait su trouver une réponse politique au soulèvement dans les territoires ».

Le soulèvement s'est poursuivi ce week-end. Alors qu'à Jérusalem les

cérémonies des Pâques chrétiennes se sont déroulées dans la sérénité, en présence de centaines de pèlerins et de touristes, plusieurs affrontements ont eu lieu samedi à Gaza et en Cisjordanie. Ils se sont soldés par la mort de trois Palestiniens, tandis qu'une quarantaine d'autres étaient blessés par balles. Dans la bande de Gaza, d'autre part, des réajustements de comptes entre Palestiniens ont encore fait deux morts : un homme « soupçonné de collaborer » a été battu, frappé à coups de couteau, recouvert d'essence et brûlé ; un autre, accusé de « corrompre » la population en vendant de la drogue, a été tabassé à mort.

Cependant, l'O.L.P. aurait décidé de couper court — au moins provisoirement — aux rencontres entre représentants du gouvernement israélien et personnalités nationalistes des territoires. L'objectif serait d'empêcher le premier ministre de faire valoir, lors de sa visite aux Etats-Unis, qu'un dialogue israélo-palestinien est possible « avec des » nationalistes de l'intérieur » et sans la participation de « l'O.L.P. de l'extérieur ». Tel est le message figurant sur un tract distribué ce week-end dans les milieux nationalistes.

Depuis plusieurs mois, des responsables de l'administration israélienne ont multiplié les entretiens, parfois même en prison, avec des nationalistes proches de l'O.L.P., voire avec ceux qui se réclament de la mouvance islamiste. « De telles rencontres peuvent être exploitées par les dirigeants israéliens pour faire croire qu'ils vont promouvoir un leadership palestinien aux dépens de l'O.L.P. et ce particulièrement dans la perspective de la visite de M. Shamir à Washington », disent les auteurs du tract, qui ajoutent : « Aussi appelons-nous toutes les personnalités palestiniennes à refuser les invitations à rencontrer des officiels israéliens ».

C'est là une manière de tenter d'interdire à M. Shamir de se prévaloir d'une stratégie de rechange — le dialogue avec les nationalistes de l'intérieur — au moment où le premier ministre est soumis à des pressions, intérieures et extérieures, pour qu'il reconstruise son refus de négocier avec l'O.L.P.

ALAIN FRACHON.

Pressions croissantes en faveur du retour de l'Égypte dans la Ligue arabe

Dix ans après la signature du traité de paix israélo-égyptien, tous les pays arabes ont manifesté de manière spectaculaire leur solidarité avec le gouvernement du Caire. Au terme du mini-sommet qui réunissait à Jeddah, sur la rive du canal de Suez, le président Mubarak, le roi Hussein de Jordanie et le président de l'O.L.P. M. Yasser Arafat, le souverain hachémite a en effet déclaré, samedi 25 mars, que les quatre pays membres du Conseil de coopération arabe — c'est-à-dire l'Égypte, la Jordanie, l'Irak et le Yémen du Nord — avaient décidé de s'abstenir de participer à tout sommet arabe ordinaire ou extraordinaire si l'Égypte n'y était pas invitée.

M. Arafat a, lui aussi, demandé la réintégration de l'Égypte dans la Ligue arabe. « Un tel sommet arabe, a-t-il dit, s'il a lieu, doit aborder un sujet fondamental, à savoir le retour de l'Égypte au sein de la nation arabe ». Le sommet d'Ismaïlia devait permettre aux trois dirigeants de coordonner leurs positions avant les visites qu'ils doivent effectuer au Caire et le souverain hachémite aux Etats-Unis en avril et mai prochains.

La mise en garde du roi Hussein semble s'adresser à la Syrie et à la Libye, qui pourraient bloquer la réadmission formelle de l'Égypte au sein de la Ligue arabe, cette dernière organisation étant régie par la règle de l'unanimité.

Or le roi Fahd, dont une visite à Damas n'est pas exclue, manifeste de bons rapports aussi bien avec la Syrie et l'Irak, ennemis déclarés, qu'avec l'Égypte. Il pourrait contribuer au rapprochement nécessaire pour parvenir à un consensus.

Tous les pays arabes qui avaient rompu avec l'Égypte ont renoué

avec elle à l'exception de la Syrie, de la Libye et du Liban.

S'agissant du processus de paix au Proche-Orient, il apparaît que le président Mubarak, président du seul pays arabe ayant fait la paix avec Israël, entend tirer partie de l'assouplissement sensible de la position américaine à l'égard de l'O.L.P. Il souhaite profiter des réactions négatives qui se font jour aux Etats-Unis envers l'intransigeance du premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir.

Un plan « exhaustif »

Poussant l'avantage acquis auprès de l'opinion occidentale, les pays arabes « modérés », dont les positions rejoignent celles de l'Arabie saoudite, entendent dégager un plan de paix arabe commun.

Ce plan de paix serait une réédition du document alors connu sous le nom de plan du roi Fahd d'Arabie saoudite, qui avait été validé par le sommet de Fès (Maroc) en 1982. Le roi Fahd devait entamer d'ailleurs lundi au Caire une visite de quatre jours, au terme d'un voyage en Irak.

M. Arafat a indiqué, pour sa part, que l'O.L.P. cherchait à élaborer « un plan arabe exhaustif ». « Nous essayons de réunir un sommet extraordinaire le plus tôt possible, dans le but de mettre au point un plan exprimant une position arabe commune et de renforcer les initiatives arabes et palestiniennes de paix ».

Il s'est félicité de la deuxième rencontre américano-palestinienne de Tunis, qu'il a qualifiée de « sérieuse et fructueuse ». — (AFP, Reuters.)

LIBAN : le conflit entre brigades chrétiennes et forces syriennes

Intensification des combats

Beyrouth (AFP). — Le Liban a vécu un dimanche de Pâques au rythme d'une guerre qui, depuis cinq jours, semble suivre le même cours : un répit matinal de quelques heures, puis une nouvelle série de bombardements qui frappent le « pays chrétien » et les régions musulmanes quadrillées par l'armée syrienne.

As moins quatre-vingt-deux personnes ont été tuées et trois cent vingt-six autres blessées depuis le 14 mars dans les combats entre l'armée syrienne et ses alliés libanais, d'une part, les brigades chrétiennes du général Michel Aoun, d'autre part.

Les habitants du « pays chrétien » ont profité de la trêve tacite du matin pour se rendre à la messe de Pâques, mais les processions traditionnelles en plein air ont été annulées par mesure de sécurité.

Peu avant 15 heures, dimanche, la radio chrétienne la Voix du Liban a interrompu ses programmes pour annoncer, dans des flashs spéciaux, la chute des premiers obus de la journée et demander aux habitants de rentrer chez eux. Une heure plus tard, la radio musulmane la Voix de la Patrie annonçait la chute d'obus pour la première fois sur Beyrouth-Ouest et sa banlieue chitite, où sont stationnés quelques quinze mille soldats syriens, et demandait à la population de ne plus circuler.

Dans la nuit de samedi à dimanche, cinq mille obus s'étaient abattus sur le pays chrétien. A Damas, la radio officielle a violemment pris à partie, dimanche, le général Aoun, l'accusant de « noyer le Liban dans un bain de sang pour assouvir sa soif maladroite de pouvoir ».

Le chef de l'Etat, M. Hafez al-Assad, a reçu dimanche l'ancien président libanais Soleiman Frangié. Ce dernier devait participer lundi à Tunis, aux travaux du comité de bons offices de la Ligue arabe.

Ce comité devait écouter sept anciens responsables politiques libanais, notamment deux ex-présidents de la République, MM. Soleiman Frangié et Amine Gemayel, tous deux chrétiens maronites, MM. Rachid Solh, Chafic Wazzan, Amine Hafez et Saeb Salam, tous anciens premiers ministres (musulmans sunnites), M. Adel Osserane, musulman chitite et ex-président de la Chambre des députés (Parlement unicaméral).

A Paris, une cinquantaine de jeunes Libanais vivant en France occupent pacifiquement depuis samedi soir l'ambassade du Liban pour protester contre « les visées syriennes » sur leur pays et l'intensification des combats à Beyrouth. Ce rassemblement, qui devait prendre fin lundi, s'est tenu avec l'accord de l'ambassadeur. La police française n'a pu intervenir.

A Beyrouth-Est, isolé sous les obus

BEYROUTH de notre correspondant

« Que diable venez-vous donc faire dans cette galère ? — Participer au petit-déjeuner pascal en famille. — Rien d'autre ? — C'est une tradition, voyons... »

Réaction typiquement libanaise : entre deux déluges d'obus sur le réduit chrétien, on rentre au pays. Du moins tant qu'il y aura des bateaux et des canots qui jetteront l'ancre en rade de Jounieh...

La logique des événements voudrait que cet ultime cordon ombilical entre le réduit chrétien et l'extérieur soit coupé : deux obus mieux placés y suffiraient. Mais la guerre du Liban a généré en quatorze ans tant d'anomalies — tout en étant parfaitement « cohérente » dans ses grandes lignes — que l'on ne saurait exclure celle-ci.

Le Liban a l'impression de revivre, halluciné, deux autres printemps chaotiques de la guerre, ceux de 1978 et 1981, lorsque, déjà, les hostilités étaient syro-chrétiennes. A l'époque, Béchir Gemayel, avec sa

milice, était l'âme de la bataille. Aujourd'hui, c'est l'armée — fraction chrétienne — et son commandant, le général Michel Aoun, de surcroît premier ministre (côté chrétien), qui occupent la scène.

L'archange Michel

L'archange Michel pour les uns, « Napoléon » pour les autres, son action séduit autant qu'elle inquiète ses compagnons du « réduit ». Même les Forces libanaises (la milice chrétienne qu'il avait mise au pas à coups de canon le mois dernier), ont dû le suivre, tout en restant, il est vrai, en retrait.

Hors du réduit aussi, M. Aoun n'est pas sans trouver certains échos. Son argumentaire est simple, « simpliste », disent certains : « Nous sommes, bien sûr, les plus faibles. La Syrie est la plus forte. Sinon nous ne serions pas occupés. C'est pourquoi nous devons nous soulever. Tout le monde, arabe et non arabe, à commencer par la Syrie, a constamment demandé à l'Etat libanais de rétablir son autorité. Je n'ai pas fait autre chose. »

Etalant de la voir appeler un chat un chat, et oubliant d'ailleurs

que d'autres l'ont fait avant lui, le million de chrétiens se demande si le général a les moyens de sa politique et s'il n'agit pas à contretemps. Car, si la Syrie est effectivement très affaiblie — par la victoire irakienne dans le Golfe, la renouée en puissance de l'O.L.P. et, surtout, la politique de modération gorbatchévienne dont on attend, patiemment, à Damas, qu'elle échoue — elle n'est encline à aucune concession. Au Liban, où elle demeure maîtresse du jeu, trop faible pour se montrer tolérante, trop forte pour être bousillée hors du Liban.

Mais beaucoup se rangent à l'argument du général selon lequel il fallait bien crever l'abcès. Résultat : le réduit chrétien qui se retrouve « bloqué » de toutes parts — à la petite exception de Jounieh, comme il ne l'avait jamais — est en quatorze ans de guerre. Ainsi, pour la première fois depuis 1975, les deux principaux journaux — *Al Nahar*, en arabe, et *l'Orient-Le Jour*, en français — qui paraissent à Beyrouth-Ouest n'ont pu parvenir à l'est.

LUCIEN GEORGE.

IRAN : un succès des radicaux

Démission de M. Laridjani vice-ministre des affaires étrangères

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohammad Javad Laridjani, a démissionné du gouvernement. Sa démission, présentée le 19 mars, n'a été annoncée que dimanche 26 mars par l'agence officielle iranienne. Elle constitue un indéniable succès des radicaux du régime islamique.

M. Laridjani était l'un des partisans les plus connus d'une politique de coopération et d'ouverture avec l'étranger. Il s'était à ce titre attiré l'hostilité des avocats d'une ligne dure, lesquels semblent avoir le vent en poupe à Téhéran, notamment depuis l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'écrit britannique Salman Rushdie. Il aurait d'ailleurs été reproché à M. Laridjani sa trop grande modération dans cette affaire.

M. Laridjani a été remplacé par M. Mahmoud Vaezi, qui était jusqu'ici directeur général des affaires européennes au ministère des affaires étrangères. Ancien professeur de mathématiques à l'université de Berkeley (Californie), M. Laridjani, avant de devenir vice-ministre, avait été en charge des affaires européennes et américaines. Ainsi avait-il joué un rôle de premier plan dans les négociations ayant abouti à la réduction de la Résolution 598 des Nations unies, fondement juridique du cessez-le-feu intervenu l'été dernier dans le Golfe.

Le retard d'une semaine dans l'annonce de sa démission serait dû au fait que l'Iran souhaitait ne pas braver les participants à la récente conférence islamique de Riyad, en leur donnant l'impression qu'un dirigeant modéré avait été limogé. — (UPI, Reuters, AFP.)

Gertrude Stein
Autobiographie de tout le monde

Christopher Frank
Le Chevalier et la Reine

Pierre Mertens
Les éblouissements

Michel del Castillo
Le démon de l'oubli

Christopher Frank
Le Chevalier et la Reine

Christopher Frank
Le Chevalier et la Reine

Christopher Frank
Le Chevalier et la Reine

Christopher Frank
Le Chevalier et la Reine

Editions du Seuil

Amériques

« Etat de grâce » pour un président mal élu

La force tranquille de M. Salinas de Gortari

(Suite de la première page.)

La veille du discours de M. Brady, le ministre mexicain des finances avait fait parvenir à ses créanciers et aux gouvernements étrangers un communiqué alarmiste : « L'aggravation du problème de la dette constitue une menace pour la stabilité du pays et du système financier international. »

La décision de Washington d'appeler la communauté financière à faire preuve de souplesse à l'égard des pays débiteurs a été généralement bien accueillie à Mexico. Tout en se gardant d'un quelconque « triomphalisme », le ministre des finances, M. Pedro Aspe, s'est félicité du « changement d'attitude » des Etats-Unis qui « accordent désormais la priorité à la réduction du service de la dette ». Les Mexicains sont satisfaits de constater que leurs démarches ont abouti et que les pays créanciers acceptent désormais de reconnaître le caractère politique de l'endettement du tiers-monde.

« Lune de miel » avec Washington

Selon M. Aspe, c'est encore trop pour permettre au Mexique de retrouver une croissance de 4,5 % en 1989 (0,4 % à peine en 1988) au rythme jugé nécessaire pour donner des emplois aux chômeurs, dont le nombre s'est multiplié (ils sont des millions) depuis le début des années 80 en raison notamment de la chute des prix du pétrole. Le « plan Brady » constitue, malgré tout, une victoire pour M. Salinas. Lors de sa prise de fonctions, le 1^{er} décembre 1988, il s'était, en effet, engagé à accorder la priorité à la reprise de la croissance et non plus au remboursement de la dette. Les intérêts des Mexicains, déclarait-il alors, sont supérieurs à ceux des créanciers. Il ajoutait cependant : « Nous préférons la négociation à la confrontation. »

Ses appels ont finalement été entendus à Washington. Car, malgré la persistance de certains malentendus, le changement presque simultané de président dans les deux capitales a ouvert une véritable « lune de miel » entre le Mexique et les Etats-Unis. C'est sur ce point précis que l'opposition attaque M. Salinas : pour se gagner les faveurs de Washington, dit-on en cherchant les oppositions de gauche et de droite, le président n'est-il pas en train de vendre le pays ? Le sénateur Porfirio Muñoz Ledo, allié de M. Cardenas au sein du Parti de la révolution démocratique (PRD), estime que les propositions américaines « mettent en danger la souveraineté économique du pays », car elles vont donner à Washington les moyens d'imposer au Mexique une politique axée sur la privatisation de l'important secteur nationalisé.

Au cours des dernières semaines, l'opposition a montré du doigt plu-

sieurs dossiers bilatéraux qui, selon elle, démontrent le renforcement de la dépendance du Mexique à l'égard des Etats-Unis. La nomination du nouvel ambassadeur américain à Mexico, M. John Negroponte, a provoqué l'ire de la gauche et indisposé même certains secteurs du parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui reprochent à M. Negroponte d'être un « super faucon » et d'avoir participé activement à la « sale guerre contre le Nicaragua » quand il était « procureur » au Honduras au début des années 80. Les plus critiques affirment que les Etats-Unis, inquiets de la progression de la gauche aux élections de juillet 1988, ont décidé d'envoyer un représentant « de choc » pour parer à toute éventualité. Cette accusation, apparemment peu fondée, révèle à tout le moins, comme le dit l'écrivain Octavio Paz, « l'insensibilité des Etats-Unis à la sensibilité des Mexicains ».

M. Salinas, pourtant, a gardé le silence et confirmé la nomination de l'ambassadeur. Sur d'autres dossiers « chauds », comme le problème des immigrants illégaux aux Etats-Unis ou la lutte contre le trafic de drogue, le président a adopté une attitude similaire — évitant la confrontation tout en faisant preuve de fermeté. Il a su reculer quand c'était nécessaire : il a ainsi reconnu qu'il avait commis une erreur en nommant à la tête des services de renseignement de la police de la capitale une personnalité controversée, M. Nazar Haro, forcé à la démission le mois dernier.

La force tranquille du président a surpris ses adversaires comme ses partisans. Considéré comme un technocrate peu sensible aux problèmes humains et sociaux, M. Salinas a depuis son installation le 1^{er} décembre dernier, révélé des talents politiques réels. Très vite, il a osé s'attaquer aux secteurs les plus corrompus du PRI, sa propre formation politique. C'est ainsi qu'il a autorisé l'opération spectaculaire qui a conduit, le 10 janvier, à l'arrestation du principal dirigeant du syndicat du pétrole, M. Joaquín Hernández Galicia, surnommé « La Quina ».

Un mois plus tard, le coupet tombé sur les milieux financiers responsables du krach d'octobre 1987 : M. Eduardo Legorreta, président de la plus importante maison de courtiers en Bourse du Mexique, est allé rejoindre « La Quina » en prison. Il n'est pas excessif d'affirmer que le « mal-élu » de juillet 1988 a connu, durant les cent premiers jours de son mandat, quelque chose qui ressemble à un état de grâce.

« Bébé-saurs » contre « dinosaures »

S'agit-il d'un simple ravalement de façade, se demandent les commentateurs, ou bien le chef de l'Etat va-t-il vraiment démocratiser le système et son propre parti, comme il s'est engagé à le faire ? Déjà certains dénoncent la protection dont bénéficient certains dirigeants syndicaux depuis le 10 janvier et des « gros poissons » qui ont échappé au coup de filet lancé dans les milieux financiers. La plus haute personnalité ainsi visée par la rumeur n'est autre que l'ambassadeur du Mexique aux Etats-Unis, M. Gustavo Patrioqui, qui était ministre des finances au moment du krach.

L'opposition de gauche, elle, continue d'affirmer que M. Salinas a été élu grâce à la fraude et qu'il est donc un président « illégitime » (officiellement il a obtenu 50,7 % des suffrages exprimés, contre 31 % à M. Cardenas). L'opération de « nettoyage » contre les dirigeants syndicaux corrompus et les milieux financiers ainsi que l'annonce de la libération d'un millier de prisonniers politiques n'a pas réhabilité M. Salinas aux yeux de l'opposition ni même auprès de certains secteurs du PRI, qui voudraient une véritable « perestroïka à la mexicaine ».

Le « courant critique » du PRI, animé par un vieux routier du parti, M. Gonzáles Guevara, affirme que rien n'a changé sur le fond : « La loi électorale n'a pas été modifiée ; les listes électorales n'ont pas été refaites. » Les jeunes rénovateurs du parti dénoncent publiquement le « discours sclérosé des dinosaures du PRI » (au pouvoir depuis soixante ans). Les « bébé-saurs », comme les appelle ironiquement un commentateur, ont néanmoins décidé de continuer à militer au sein du parti.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Europe

URSS : poussée des réformateurs et des nationalistes

M. Boris Eltsine a été plébiscité par les électeurs moscovites

(Suite de la première page.)

Il y avait cette vieille dame guillemetée qui disait dans un micro de Radio-France international : « Vous savez, je ne suis plus toute jeune, mais comme homme il me plaît », et qui ajoutait, micro refermé : « Non, mais sérieusement, il s'agit de barrer la route à Ligatchev et aux conservateurs. »

Il s'agit, expliquait une institutrice, de dire que « nous sommes pour les réformes, mais que ce n'est pas suffisant, que nous espérons plus, que nous voulons la démocratie, que je veux pouvoir enseigner à des élèves qui ne deviennent pas des alcooliques ». Il y avait ceux qui, dans la queue, avant même d'entrer dans l'isoloir, proclamaient leur choix en hochant leur bulletin devant tout le monde. Il y avait cette unanimité affichée, clamée, et ce serveur, au buffet du bureau de la Cité olympique, qui lançait à la cantonade, jonglant avec les sandwiches : « Et qu'ils n'aillent pas nous le sortir battu ! »

Et puis il y avait surtout dans les gestes, les attitudes, les propos, cette indéfinissable atmosphère de page tournée, de vérité sue de tous et reconnue, une sorte de complicité générale et implicite de gens qui n'avaient vraiment aucune peine à faire la différence entre les élections d'hier et celles d'aujourd'hui.

« Mais, en France, est-ce que les rixes des isolats laissent aussi voir les pieds ? », s'inquiétait, pince-sans-rire, le président d'un bureau de vote périphérique. Perplexe du correspondant français que s'en tirait par une contre-question : « Et avant, est-ce que vous aviez aussi des isolats ? » Réponse : « Oui, mais personne ne s'en servait, puisqu'il n'y avait qu'un seul candidat, rien qu'un nom, pas même la mention « pour » ou « contre ».

Partout c'est le même cadre, les beaux tapis d'escalier déroulés sur le carrelage des préaux d'école, les haut-parleurs qui diffusent d'invasives musiques de bals marseillais, des assesseurs qui vérifient l'inscription sur les listes et d'autres les bulletins — un bleu pour l'élection « nationale territoriale », un blanc pour la « territoriale » tout court.

De la première sortiraient les députés des quinze Républiques soviétiques, de la seconde ceux de l'ensemble de l'Union soviétique. C'est un peu compliqué, mais non seulement tout le monde sait que Eltsine c'est la « nationale territoriale », mais tout le monde sait aussi que c'est qui sur l'autre liste, qui sont les conservateurs et qui sont les réformistes.

Ballottage

Même dans ce quartier Gagarine, où douze candidats se disputent le siège territorial, tout est si évident qu'à 20 heures, quand ferme le bureau numéro 7-91/536, que l'on reverse les deux grandes urnes sur la table verte dressée devant le buste blanc de Lénine, et que les scrutateurs, debout en cercle, commencent à décompter, sous l'œil de représentants des candidats, tous sont d'accord pour remplir au crayon les bulletins en faveur des deux réformateurs les plus en pointe. C'est que tout le monde sait que c'est eux qui, de très loin, seront en tête, et qu'on s'efforcera ainsi des gymnastiques inutiles. Chacun n'aura qu'à tendre le bras, et, de fait, ça monte au centre, à toute vitesse, presque aussi vite que la pile des bulletins pour Eltsine, qui, de toute sa hauteur, écrase en une heure celle de son adversaire, M. Brakov, directeur des usines ZIL. C'est du 93 % pour Eltsine. On dit même que, dans les bureaux où votaient les militaires, c'était du 85 %, et que la tendance est générale, que tous les premiers chiffres donnent un peu partout réformateurs en tête et conservateurs en difficulté.

M. Gdian, le petit procureur qui ne cesse d'affirmer dans la presse réformatrice que toutes les ramifications du scandale du coton ouzbek mènent à Moscou, jusqu'à des hommes toujours en place et toujours assez puissants pour bloquer son enquête, M. Gdian serait fin haut la main. On cite beaucoup d'autres noms. On donne pour battu le candidat législateur de l'appareil de Moscou, A. Riga, le premier secrétaire du parti de Lettonie en sa difficulté face à un candidat

indépendantiste et pourrait ne pas éviter un second tour.

Ce devrait être la nouvelle, l'incroyable nouvelle du jour — un premier secrétaire de République menacé par un indépendantiste, — mais Iouri Afanassiev, directeur de l'Institut des archives et fer de lance de l'intelligentsia réformatrice, a gagné, c'est sûr, avec 70 % des voix et malgré... non, pardon, grâce à la virulente campagne menée contre lui par la Pravda.

Au QG électoral de M. Eltsine, où les informations tombent vite, le téléphone sonne. C'est l'agence Tass qui vient aux renseignements et voudrait quelques estimations. On envoie promener l'agence Tass parce que, tout de même, il ne faut pas se moquer du monde et qu'on a autre chose à faire. Roy Medvedev, l'historien du stalinisme, est en ballottage, mais favorable. En Eltsine, les trois plus hauts dirigeants du parti, tous favorables à la démocratisation, sont élus haut la main.

En Lituanie, le premier secrétaire, homme neuf et populaire, semble bien passer la barre, mais d'autres dirigeants, beaucoup moins réformateurs, se sont fait battre. A Kiev, le premier secrétaire de la ville et le maire sortant battus et un candidat des Verts élu avec 55 % des voix.

Difficile de s'habituer si vite à prononcer et à écrire en URSS ces mots de « ballottage », « difficulté », « deuxième tour », mais les faits sont là, et l'on rapporte aussi que l'heure de fermeture des bureaux de vote aurait été repoussée en Arménie. Les nationalistes y avaient donné consigne de boycott.

L'enfant terrible du gorbatchévisme

Comment un obscur apparatchik de province est-il devenu en quelques mois le coqueluche des électeurs moscovites et la star des médias occidentaux ? Par la grâce de Mikhaïl Gorbatchev, car c'est le chef du gouvernement soviétique qui, ayant connu à Sverdlovsk, dans l'Oural, ce quinquagénaire qui n'avait à l'époque derrière lui qu'une carrière très classique d'ingénieur ayant franchi patiemment les échelons de l'appareil local et régional, le fit pour la première fois « monter » à Moscou en avril 1985. Par la grâce de Mikhaïl Gorbatchev, surtout, car, dès lors, il ne fallut que quelques mois au secrétaire général pour reconnaître les talents de cet homme de l'Oural chargé de la direction de l'industrie et du bâtiment au secrétariat du parti et le catapulte à la tête du PC de Moscou. C'était en décembre 1985 : Gorbatchev réglait son compte à la vieille garde, notamment au bruyant Viktor Grichine, chef du PC moscovite depuis dix-huit ans la véritable carrière de Boris Eltsine commençait.

C'est en 1931, à l'époque stalinienne de la collectivisation forcée et des déportations massives, qu'est né Boris Eltsine, dans une famille paysanne de l'Oural, que la famine, deux ans plus tard, allait contraindre à quitter la terre. Il grandit à Sverdlovsk, où il obtient en 1955 son diplôme d'ingénieur de la construction, entre dans le parti en 1961 et devient, deux ans plus tard, ingénieur en chef d'une grosse entreprise de construction. En 1976, il accède au poste de premier secrétaire régional de Sverdlovsk, l'une des grandes administrations provinciales du parti, ce qui lui vaudra en 1981 un siège au comité central. Mais c'est en 1985 seulement, quand s'ouvre l'ère de la perestroïka, que Boris Eltsine fait son entrée à Moscou. On le sait honnête et efficace, et on attend

ter le scrutin pour protester contre la détention, depuis décembre dernier, des hommes pour lesquels ils auraient aimé voter : les dirigeants du comité Karabakh.

On a d'ailleurs manifesté pour demander leur libération dans les rues d'Erevan, et de là à imaginer que le mot d'ordre aurait eu du succès, il n'y a qu'un pas à franchir, guère hasardeux.

Héros national

Au fur et à mesure que tombent des résultats définitifs, le tableau d'ensemble peut se modifier. C'est très possible, vraisemblable même, mais outre que Moscou ne passait pas pour une ville à la pointe de la contestation ; outre qu'on pouvait hier s'y arrêter pour demander son chemin à un agent de la circulation et apprendre qu'il avait voté — mais oui, « bien sûr », — M. Eltsine, outre que la victoire de M. Afanassiev était tout sauf évidente, rien ne peut plus en réalité renverser la vapeur.

D'ores et déjà les conservateurs sont en déroute car, leur chef de file en tête, M. Ligatchev, c'est eux qui avaient lancé il y a dix jours, lors du dernier plénum du comité central, une offensive frontale contre M. Eltsine. C'est eux qui avaient obtenu qu'une commission soit chargée d'examiner la conformité de ses déclarations électorales avec la ligne du parti, et c'est eux qui en avaient ainsi fait du jour au lendemain un héros national.

On savait avant cela que, limogé il y a dix-huit mois du bureau politique pour radicalisme réformateur,

de lui une remise en ordre de la machine du parti moscovite. Il y mettra tant de zèle qu'il sera limogé de la direction du PC de Moscou à peine deux ans plus tard.

Pourfendeur de la bureaucratie et des privilèges, Boris Eltsine se lance à corps perdu dans cette entreprise d'assainissement : il traque la corruption, évince à tour de bras les responsables du parti impliqués dans le marché noir, dit leur fait aux complices des dévoiements du parti et aux tenants du conservatisme. Il le dit même un peu trop haut : lors du plénum d'octobre 1987, rompu avec tous les usages du parti, Boris Eltsine s'en prend personnellement au numéro deux, Egor Ligatchev. La sanction tombe : en novembre, la section moscovite du PC l'évince et le remplace par Lev Zaïkov, puis, quelques mois plus tard, Boris Eltsine perd son siège de suppléant au bureau politique.

Mais les temps ont changé, c'est l'heure de la glasnost, le franco-parler à ses effets : Boris Eltsine, victime des courants conservateurs de l'appareil, n'en devient que plus populaire. Il n'est au demeurant pas homme à renoncer. De très nombreuses assemblées de base, dans la perspective des élections, le désignent comme candidat. C'est à Moscou, pas moins, qu'il décide de tenter sa chance.

Après la belle victoire qu'il vient de remporter, l'enfant terrible du gorbatchévisme repart de plus belle au combat : « Il faut transformer cette assemblée de marionnettes en un forum de discussion et de mise en œuvre de décisions fondées sur les besoins du peuple », dit-il d'entrée dans un entretien au Sunday Telegraph, en reconnaissant, ce qui complique singulièrement sa tâche, qu'existent désormais entre lui et Mikhaïl Gorbatchev, « des divergences tactiques ».

M. Eltsine était très populaire et bien placé pour l'emporter. Mais il a suffi qu'il soit désigné par les conservateurs comme ennemi principal pour que toute l'URSS semble faire front derrière lui, que les manifestations se succèdent en sa faveur, que les poèmes à sa gloire fleurissent sur les murs de la capitale et qu'un retournement spectaculaire s'opère juste à la veille du vote.

On avait en effet vu vendredi dernier le rédacteur en chef adjoint de la *Moskovskaya Pravda* accuser l'appareil de la ville et nommément M. Zaïkov, premier secrétaire et successeur à ce poste de M. Eltsine, d'avoir personnellement organisé la campagne de rumeurs et de sabotage de réunions lancée contre lui. Portée dans des déclarations occidentales, répétée samedi au cours d'un meeting de 20 000 personnes en faveur de M. Eltsine, cette accusation s'est accompagnée samedi matin de la parution dans cette même *Moskovskaya Pravda* d'une réponse de M. Eltsine à l'homme qui l'avait mis en accusation devant le comité central.

A peine sortie des presses, cette page de journal était collée sur les murs de la capitale par des centaines de mains anonymes, recopiée, commentée, passionnément discutée par de véritables grappes humaines et, dans l'après-midi, par conviction ou sentant le vent tourner, près de la moitié des candidats de Moscou avaient publiquement déclaré leur soutien à M. Eltsine.

Adversaires paralysés

Au vu des premiers chiffres, ce sont ceux-là mêmes qui l'emportent, et cela signifie que le premier secrétaire de Moscou se retrouve personnellement désavoué par sa ville au profit d'un prédécesseur légitime — et dans quelles conditions ! — par le suffrage populaire. Or M. Zaïkov est non seulement un conservateur bon teint, mais il est aussi membre du bureau politique. En clair, MM. Ligatchev et Zaïkov se sont beaucoup découverts et sont l'un et l'autre en bien mauvaise posture — c'est-à-dire dans la main de M. Gorbatchev qui adore généralement, afin de conforter son image de centriste, conserver à ses côtés des adversaires paralysés.

Après avoir dimanche matin rempli son devoir électoral devant la presse d'émotion mobilisée, le secrétaire général semblait d'ailleurs d'excellente humeur. Non, non, a-t-il expliqué, « le multipartisme ne constituerait pas en lui-même une menace pour la solution de problèmes (dont) les clés sont la démocratie et la glasnost ». C'est la raison pour laquelle, a-t-il poursuivi, « nous comptons tout de nous retirer en ce domaine, amplifier le processus de démocratisation (...) ».

Bilan de cette campagne électorale ? « Elle a eu beaucoup de signification pour le progrès de la démocratisation » et va permettre de former un Parlement « dont la composition sera telle qu'il pourra faire face aux tâches très ardues de la perestroïka ».

L'offensive du comité central contre M. Eltsine ? « Il n'y a pas que le camarade Eltsine qui ait été critiqué. Il y a également eu des critiques du passé, du présent, (et) le camarade Eltsine ne bénéficie donc d'aucune « priorité » en ce domaine ». L'« unanimité » du comité central dont avait fait état la semaine dernière M. Ligatchev ? « Egor Kouznetsov (Ligatchev) a raison pour l'essentiel (...). Le bureau politique est unanime à juger vitale l'amélioration du socialisme (et) le développement de la démocratie ».

L'une des idées maîtresses de M. Gorbatchev a toujours été que la libéralisation du système électoral permettrait non seulement la création de corps politiques intermédiaires, mais aussi le rajustement en douceur du parti. Que faire en effet d'un cadre qui ne réussit même pas à se faire élire ?

M. Gorbatchev n'a surpris personne en refusant de dire à qui il avait donné sa voix, M. Brakov ou M. Eltsine — ce Boris Eltsine qui proclame à tout va sa ferme intention de créer au sein du futur Parlement un bloc des « 20-30 % de députés ayant une position civique active ».

BERNARD GUETTA.

SALVADOR Commémoration de la mort de l'archevêque Romero

San-Salvador. — Environ trois mille personnes ont défilé dimanche 26 mars dans la capitale salvadorienne pour commémorer le neuvième anniversaire de l'assassinat de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero, défenseur des pauvres et intrépidement critique de la répression. Mgr Romero a été abattu par un tireur d'élite le 24 mars 1980 alors qu'il célébrait une messe. Les assassins n'ont jamais été arrêtés. Lors de la manifestation, l'un des organisateurs du rassemblement, Jesus Nieto, a accusé « ceux qui sont au pouvoir maintenant » d'avoir « assassiné Mgr Romero ». La manifestation a eu lieu une semaine après l'élection présidentielle remportée par M. Alfredo Cristiani, candidat de l'Alliance républicaine nationale (ARENA, parti d'extrême droite).

Le président élu, qui prendra ses fonctions le 1^{er} juin prochain, a dans un entretien accordé à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, déclaré qu'il ne permettrait pas aux forces armées de provoquer des effusions de sang. Il a aussi assuré que Roberto d'Aubuisson, le président de l'ARENA, accusé d'être à l'origine des « escadrons de la mort », n'aurait pas de portefeuille dans son gouvernement. — (Reuter.)

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

550 من الاصل

Politique

La situation en Corse

Après l'échec des négociations avec les pouvoirs publics, les syndicats appellent à « poursuivre et renforcer la lutte »

Après l'échec des négociations avec les syndicats, l'intersyndicale affirmait, lundi matin 27 mars, ne pas avoir, pour le moment, décidé de nouvelle initiative pour sortir du blocage en Corse, en dehors de tentatives pour renouer les fils du dialogue. A l'évidence, le gouvernement attend de pouvoir observer l'évolution de la situation sur l'île.

Matignon apparaît pris entre deux nécessités contraires : d'une part, le gouvernement estime ne pas avoir « de raisons objectives de céder » aux revendications, au regard des faits et des chiffres et juge que l'opinion publique continentale considérerait comme « une grave faiblesse » le fait qu'il cède. D'autre part, le gouvernement ne peut

pas laisser le problème corse s'envenimer jusqu'à lui poser un sérieux problème d'ordre public.

En dépit de l'évocation vendredi, par le préfet de Haute-Corse — en réponse à une question des députés syndicalistes — du chiffre de 300 à 400 francs par mois, on affirme à Matignon que ce chiffre n'a jamais été envisagé pour les négociations. Matignon, ajoute-t-on, savait être, dans ses propositions, très en deçà des revendications des fonctionnaires de l'île mais comptait sur la présence des représentants nationaux des syndicats pour se faire écouter. Or, les députés syndicalistes ont, selon Matignon, refusé que leurs représentants nationaux soient présents, ce qui « a interdit tout élément modérateur ».

J.-L. A.

Commencées samedi 25 mars, peu après 14 h 30, les négociations entre l'intersyndicale (CGT, CGC, CFDT, CFTC, FO, FEN, FGA, SNUI) des fonctionnaires de Corse et le directeur général de la fonction publique, M. Dominique Le Vert, ont été rompues au bout de deux heures seulement. L'intersyndicale a rejeté vivement la proposition du gouvernement : paiement pour 1989 d'un voyage aller-retour sur le continent pour chaque fonctionnaire en poste en Corse.

Les syndicats sont sortis de leur rencontre avec M. Le Vert en dénonçant « une véritable provocation » et ont mis en garde le gouvernement « sur les conséquences de son irresponsabilité » avant d'appeler « l'ensemble des salariés du secteur public et para-public de Corse à poursuivre et renforcer la lutte ».

La négociation parallèle engagée entre les travailleurs sociaux et M. Michel Lagrave, directeur de la Sécurité sociale, au nom du ministère de la solidarité, a connu le même échec. La délégation syndicale espérait que la prime de « sujétion » de 860 F, versée en Corse par les organismes sociaux serait effectivement versée aux quatre cents salariés des caisses d'allocation familiales, d'allocations familiales et de l'URSSAF. Mais selon les représentants syndicaux, « il est très vite apparu qu'il n'y avait nulle volonté de mandat de négocier qui soit » de la part de leur interlocuteur.

Après l'échec de la négociation entre M. Le Vert et l'intersyndicale corse, le ministre de la Fonction publique a publié un communiqué indiquant que M. Le Vert a rappelé aux représentants syndicaux, « comme cela leur avait été précisé avant leur départ de Corse, que la politique salariale du gouvernement ne permet pas d'envisager la création

d'une prime spécifique d'insularité ni d'une indemnité de résidence au taux de 3 % du traitement de base ». M. Le Vert a également rappelé, selon le communiqué, la proposition de M. Michel Rocard de réunir quatre tables rondes dont l'une concerne la fonction publique.

Le communiqué chiffre également à 1 120 F pour « un fonctionnaire voyageant en couple avec deux enfants » la proposition gouvernementale que les syndicats évaluent, eux, à environ 30 F par mois et par salarié. De source gouvernementale, on estime à 20 millions de francs la dépense totale entraînée par cette mesure.

« D'autres zones déshéritées »

M. Le Vert a expliqué après la rencontre que « le gouvernement a voulu engager le dialogue » mais que « l'annonce » qu'il a mise « a pas paru suffisante » aux syndicats. Selon M. Le Vert, « le malentendu vient de ce que les Corsees raisonnent sur des particularités locales alors que l'Etat raisonne en termes globaux » et les Corsees ont « persévéré d'avoir raison », oubliant qu'il y a « d'autres zones déshéritées en France ».

M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a de son côté affirmé samedi sur RMC : « Je crois qu'il n'y a pas rupture. Je pourrais tout à fait interrompre mais ils devraient reprendre... » Nous avons accepté [avant la réunion des tables rondes] d'ouvrir une pré-négociation. (...) Je pense que, dans le cadre de la table ronde de la fonction publique, le dialogue sera repris et l'espérance (...) très fortement qu'elle aboutira... » Les syndicats de leur côté, refusent tout contact avec les négociations.

Selon M. Waechter, M. Lalonde est un « naturaliste » plus qu'un « écologiste »

M. Brice Lalonde serait « enchanté » de s'engager avec M. Antoine Waechter pour une « liste ouverte » des écologistes aux élections européennes de juin.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement n'exclut cependant pas d'être candidat sur la liste socialiste que conduira M. Laurent Fabius. « Je voudrais participer à la présence des écologistes partout en France et au Parlement européen quel que soit le cas de figure », a-t-il déclaré, dimanche 26 mars, au « Forum RMC-FR 3 ».

Il serait « très content » que M. Fabius prenne des écologistes sur sa liste. Le président de l'Assemblée nationale est, selon lui, « parmi les dirigeants socialistes, l'un de ceux qui se préoccupent le plus de l'environnement ».

Au « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, a déclaré : « Brice Lalonde est d'abord un naturaliste ou un environnementaliste ».

Des Verts deviennent adjoints

A Limoges...

La majorité PS-PCF du conseil municipal de Limoges a décidé d'attribuer un poste d'adjoint aux Verts, à la suite de leur bon score dans la capitale limousine : 11,12 % au premier tour, 19,46 % et cinq élus au second. Ce poste échoit à M. Aline Blandin, enseignante, militante à la FLEPNA (Fédération limousine d'étude et de protection de la nature) et productrice pendant plusieurs années d'une émission écologiste, « Feu vert », sur FR3 Limousin-Poitou-Charente.

Les Verts limousins sont d'abord restés un peu perplexes face à cette proposition d'ouverture. Ils ont présenté le maire sortant, M. Louis Longueville (PS), sénateur, et contre le chef de file de la droite, M. Michel Bernard (membre du comité central du RPR), leur propre candidate, M. Brigitte Lafont, qui menait la liste. Scrutin de pure forme : trente-neuf voix à gauche, onze à droite, cinq voix pour

la candidature des Verts. Il s'agissait pour les écologistes d'affirmer qu'ils ne voulaient pas « être liés par une quelconque solidarité de gestion ». Puis ils ont accepté le poste d'adjoint, afin de prouver qu'ils sont prêts à prendre « toutes leurs responsabilités » dans la gestion municipale. — (Corresp.)

... et à Mulhouse

Elu maire de Mulhouse (Haut-Rhin) samedi 27 mars, succédant à M. Joseph Klifa (UDF-FSD), qu'il avait battu au second tour, M. Jean-Marie Bockel (PS) a proposé un poste d'adjoint à l'environnement à M. Antoine Waechter. Ce dernier, dont la liste avait obtenu 12,56 % des voix le 12 mars et 9,61 % et deux sièges le 19 mars, a accepté, sous réserve de « conserver sa liberté de parole et son indépendance ». Un accord définitif devra être trouvé dans les prochains jours entre le nouveau maire et M. Waechter.

EN BREF

● L'UDF et l'éventuelle dissidence des centristes. — Si le CDS présente une liste autonome aux élections européennes, l'UDF « sera obligée de considérer que ceux qui n'ont pas appliqué les statuts se sont mis eux-mêmes en dehors » de la confédération, a affirmé dimanche 26 mars, M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF. M. Lamassoure, qui s'exprimait sur Radio J (radio de la communauté juive de Paris et de la région parisienne), a réaffirmé le souhait d'une « union croissante » de l'opposition qui devrait conduire, selon lui, à « une formation commune décentralisée avec des courants, des tendances ». M. Lamassoure suggère que l'opposition s'inspire, de ce point de vue, du Parti socialiste.

● M. Mitterrand et Rocard en légère baisse. — Selon le baromètre FOP-Journal du Dimanche, le président de la République et le premier ministre sont en légère baisse à l'indice de confiance. Ils perdent un point chacun par rapport au mois de février : 47 % de « satisfait » ou « très satisfait » pour M. Mitterrand au lieu de 48 % ; 40 % de « satisfait » pour M. Rocard au lieu de 41 %. Cette enquête a été réalisée entre le 6 et le 14 mars auprès de mille neuf cent soixante-deux personnes.

● M. Trautmann sur la liste socialiste aux européennes. — M. Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, a indiqué samedi 25 mars, qu'elle avait été contactée par M. Michel Rocard pour prendre la deuxième ou la troisième place sur la liste du PS aux élections européennes. M. Trautmann a expliqué qu'un mandat de député européen serait complémentaire de son poste de maire de Strasbourg.

● RECTIFICATIF. — Dans nos éditions du mardi 21 mars, nous avions relevé le « défilé de M. Jean-Claude Pasty, responsable départemental du RPR et député européen » à Ahun (Creuse). Or M. Pasty n'était pas candidat dans cette commune.

A Bastia, la réunion de la riposte

(Suite de la première page.)

Le retour des syndicalistes a donné lieu à une haie d'honneur plus revendicative que jamais : « La prime, on la veut ! La prime, on l'aura ! ».

Le « malentendu », comme dit M. Michel Charasse, est plus grand que jamais entre la Corse et Paris. Les syndicalistes d'Ajaccio ont dû menacer de ne pas monter dans l'appareil, samedi, pour obtenir ce qu'ils estimaient être la moindre des choses : le règlement de leur billet d'avion. Ceux du Nord, qui ont dû passer par Calvi à cause de la fermeture de l'aéroport de Bastia — paralysé par la grève du personnel d'Air France — et dormir une nuit à Paris faute d'avoir de retour, n'ont pas eu cette chance.

Les syndicalistes affirment aussi qu'un fonctionnaire, portant un badge du ministère de l'Intérieur, leur avait annoncé à leur arrivée dans la capitale qu'ils seraient pris en charge aux Invalides et emmenés place Beauvau pour un entretien avec un membre du cabinet de M. Pierre Joxe : ils ont attendu trois quarts d'heure et sont partis

à pied au ministère de la fonction publique.

Les grévistes ont entendu, enfin, le ministre Michel Durafour annoncer, « serein », sur A 2, que la délégation avait « souhaité une pré-négociation sur le remboursement d'un voyage » entre la Corse et le continent. Ils avaient, pied à pied, pendant deux jours, arraché un texte écrit sur la mission de M. Dominique Le Vert. Le directeur de la fonction publique était « chargé des négociations, notamment des mesures compensatoires des frais de transport ». Les syndicalistes avaient passé des heures à faire déplacer le seul mot « notamment », et Paris n'avait aucun respect pour les termes employés. Toujours et encore, les Corsees ont eu le sentiment de se faire avoir : « Il y a un coup monté dans cette affaire ».

La réunion de Bastia doit décider de la stratégie. Une grève dans une île à quelque chose de suicidaire. Elle l'est d'autant plus en Corse que les fonctionnaires ont une place déterminante dans l'économie : 70 millions de francs

de salaires par mois, selon Force ouvrière.

Les socio-professionnels, les petits commerçants, les coiffeurs, les fleuristes commencent à gronder, à s'organiser, eux aussi, en « coordination ». L'action la plus spectaculaire a été, jusqu'à présent, le blocus aérien et maritime de l'île. Les syndicats n'ignorent pas qu'il n'a pas été le fait des fonctionnaires mais des pompiers et des pêcheurs. Ils s'efforcent de trouver d'autres initiatives, mais ils tiennent à rappeler tout de même que la grève est « le moteur de leur action » et qu'elle entre, ce lundi, dans sa sixième semaine pour les postiers et les employés de la Sécurité sociale.

Le mouvement semble être pour le moment « dans l'œil du cyclone », mais la tempête n'est peut-être pas loin. Le préfet de région, M. Jean-Gilbert Martin, en est conscient, qui a lancé, samedi soir, un appel au calme et à la responsabilité des organisations syndicales. Le préfet de police, M. Jean Thiebaut, a de son côté, renforcé la protection de la préfecture. Le port du gilet pare-balles est « impératif ».

CORINE LESNES.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Le premier de ces voyages se fera sur les pas d'un étranger familier. Familier en ce sens qu'il connaît notre pays depuis trente-trois ans, qu'il y a vécu et qu'il revient régulièrement pour de longs séjours. John Ardagh, ancien correspondant du Times à Paris, joue donc le rôle du « Persan anglo-saxon » pour décrire « cas drôles de Français ».

Il se promène avec aisance, tant dans notre passé récent — depuis les années 50 jusqu'à nos jours — que dans le décor — Paris et la province — ou parmi les personnages — mœurs et mentalité — de cet étrange pays, la France. Sa francophilie assumée n'exclut ni l'esprit critique ni la préférence (pour la Bretagne, par exemple), mais elle sait conserver cette distance et cette mesure que nous attribuons volontiers aux Anglo-Saxons envers nos embellissements idéologiques, nos préjugés et nos certitudes.

L'ouvrage de John Ardagh est d'abord le récit de ce que les Français ont vécu depuis trente ans, et, ensuite, un regard aigu et amical sur la manière dont ils l'ont vécu. L'auteur observe notamment un desserrement du système étatique et étatique français. La décentralisation lui paraît l'une des meilleures choses que nous ayons produites, encore que « la réforme semble moins renforcer la démocratie locale que l'autocratie en place », écrit-il. Il estime que « la minime des technocrates sur les leviers du pouvoir a perdu de sa puissance ». On voudrait bien le croire, mais il semble, parallèlement, que le recrutement de plus en plus technocratique du personnel politique compense l'affaiblissement des structures étatiques.

John Ardagh regrette que le jacobinisme récurrent et les pesanteurs conservatrices n'aient pas permis de donner plus d'importance aux régions. Cependant, à comme ailleurs, il fait confiance aux capacités d'adaptation et de compromis du tempérament national.

Notre observateur bienveillant dit encore son étonnement de constater que le problème des rapports entre l'industrie et la recherche universitaire n'a pas été résolu et sa stupéfaction de voir que, dans cette contrée de discours, le débat sur le risque nucléaire ait eu si peu d'ampleur.

L'auteur ne se contente pas — suivant un travers très français — d'aligner des idées générales : il parcourt réellement les grands secteurs d'activités et les principales régions du pays, n'hésitant pas à illustrer son propos par des anecdotes, des observations faites sur le terrain, des avis pris aux meilleures sources et qui montrent que les Français savent faire leur auto-critique, même si cet exercice ne les engage pas autant qu'il serait souhaitable. Cela le conduit à mentionner, au passage, la faiblesse et l'archaïsme du syndicalisme, à dénoncer le « racket » des taxis parisiens et à s'émer-

veiller devant les autobus de la capitale.

Il s'inscrit en faux contre le « mythe de l'hospitalité française », en dehors de Paris, où tout le monde court après le temps. Ses commentaires sur notre manière de recevoir, sur la formation des liens d'amitié, touchent juste. Il assure qu'en France les femmes doivent lutter plus qu'ailleurs pour conserver l'affection de leur partenaire. « C'est sans aucun doute, ajoute-t-il, une des raisons qui font que tant de Françaises d'âge mûr demeurent fréquemment très chics, et sexuellement actives ».

D'une manière générale, les jeunes femmes lui paraissent plus confiantes, moins sur la défensive, que leurs mères ne l'étaient. « On pourrait même

Voyages en France

soutenir, selon lui, que les Français ont su atteindre un parfait équilibre entre l'asservissement italo-espagnol des femmes et la destruction américano-nordique de la fameuse « petite différence » (celle qui distingue la féminité de la masculinité).

Au total, si les Français ont encore bien des progrès à accomplir pour réduire ces obstacles que sont, selon l'auteur, l'étatisme, le conservatisme, les blocages sociaux, ils ont les qualités nécessaires pour figurer dans le meilleur de la civilisation occidentale.

Ils y figureront à côté des Anglais, bien sûr, que l'on apprendra à mieux connaître grâce à un ouvrage analogue qui leur est consacré. Il est l'œuvre d'un bon connaisseur du Royaume-Uni, Philippe Daudy, écrivain, journaliste, que son engagement pour l'art de vivre à l'anglaise a conduit à habiter de l'autre côté du Channel. Son livre et celui de John Ardagh permettent de franchir la Manche aller-retour, dans un feuillet.

Le deuxième voyage dans notre pays sera moins réconfortant que le précédent. S'étant mis sur la touche, un journaliste connu de la télévision, Paul Amar, s'est plongé dans la France profonde, sans micro, sans caméra. Il a fait un assez long séjour à Châteauneuf et dans les environs, non que le centre de la France profonde se situe dans le Berry, mais parce qu'il s'agit apparemment d'une ville et d'une région sans histoire, sans attrait médiatique particulier.

Précisons, par honnêteté, que l'auteur de cette chronique est plus circonspect que l'auteur du livre à l'égard de cette fameuse « France profonde » : cette profondeur supposée ne lui paraît tenir qu'à l'halo de mystère que lui vaut le fait de vivre à l'écart et dans moins d'agitation. A

l'inverse, l'autre France n'est pas plus superficielle, mais on croit mieux la connaître parce qu'on en parle davantage. Puisque une exploration comparée nous est proposée, suivons le guide à travers ses « scènes de la vie de province ».

Le livre de Paul Amar est le récit d'une déception, ou l'occasion d'une réévaluation d'un certain nombre de clichés parisiens.

L'auteur était parti avec l'idée de confronter à la société politique, qu'il connaît bien, la société civile. De retour de la France profonde, il aurait posé sur notre table un essai, un de plus. Or, il est revenu avec tout autre chose : une déception : la relation de ce qu'il a vu et entendu, de ce qu'il a perçu. Bon réflexe de journaliste !

Cela donne une succession de scènes et de personnages, de croquis et de confidences, dans lesquels réapparaissent les difficultés bien connues de notre vie sociale (la place des immigrés, celle des marginaux, le chômage, les nouvelles formes de pauvreté) et ses modalités de fonctionnement (un repliement sur l'individu et la cellule familiale à peine tempérée par les liens associatifs). « Je constate, note Paul Amar, que la ville, comme la France, n'est finalement qu'un puzzle décent ».

Notre journaliste, qui a une sensibilité rousseauiste, voulait « surprendre le bonheur » et « trouver la sérénité », mais il a rencontré plus souvent l'angoisse, la détresse et la solitude. Les héros inconnus de la société civile, ceux qui se sont mis au service des autres, lui ont dit leur fatigue, et lui-même a rapporté de son voyage une impression de « douce mélancolie ». Il est vrai que cette France profonde-là n'est pas gais.

En voici une autre image, celle de la France à travers les personnages qui la campent : une sorte de Bottin. Deux cents ans après la Révolution, la France démocratique des élus n'en reste pas moins celle des fiefs, détenus par « les seigneurs des villes et les féodaux des champs ». Ce royaume composite et cette carte en place, André Bercoff, assisté d'une dizaine de journalistes, les passe au crible : il en résulte une centaine de portraits des membres de ce « nouvel ordre féodal » et la description de leurs systèmes de pouvoir. L'entreprise est menée tambour battant, le ton est vif, les formules abondent : Maurice Faure est croqué en sénateur romain « un peu à gauche de Cléon » et l'analyse du travail d'implantation de Jack Lang à Blois explique, après coup, son récent succès aux municipales. Ce Bottin de l'aristocratie électorale permet à sa manière de comprendre « ce chahut et vieux pays ».

* Cas drôles de Français, par John Ardagh. Belfond, 512 pages, 140 F.

* Les Anglais, de Philippe Daudy. Plon, 440 pages, 130 F.

* Scènes de la vie de province, de Paul Amar. Flammarion, 192 pages, 79 F.

* La France des seigneurs, sous la direction d'André Bercoff, Robert LaFont, 704 pages, 165 F.

553 من الأصل

RELIGIONS

Dans son message pascal

Le pape invite le monde à se libérer de la « peur »

Devant deux cent mille pèlerins rassemblés à Rome sur la place Saint-Pierre, le pape a rendu public, dimanche 26 mars, son message pascal, retransmis dans une cinquantaine de pays et suivi, selon les estimations, par un demi-million de téléspectateurs. Il a déploré la situation du monde, « encore marqué de trop d'horreurs, de souffrances, d'égoïsmes et de violences ». Il a surtout évoqué la situation au Liban « bles- sée, aliénée et tourmentée ».

« Dieu passe et il libère de la peur qui étouffe tant d'hommes et de femmes face à l'incertitude de l'avenir », a dit Jean-Paul II. Il passe là où la mort manifeste encore ses horreurs, là où la souffrance marque de ses stigmates les corps et les âmes. Il passe là où n'existent pas les conditions dignes d'une vie vraiment humaine, (...) là où l'on corrompt et où l'on exploite l'innocence des

enfants, là où l'on fait violence à leur bonté sans défense... »

A Jérusalem, la célébration de Pâques n'a été marquée par aucun incident. Les pèlerins étaient cependant moins nombreux qu'en 1987, en raison notamment de la situation troublée dans les territoires occupés.

A Kaboul, un groupe de religieux, d'humanitaires, de membres d'organisations humanitaires et de journalistes a pu célébrer une brève messe pascalle dans l'ambassade d'Italie, grâce à un prêtre italien, le Père Angelo Panegati, qui a travaillé des années dans la capitale afghane et a choisi de rester après la conclusion de l'évacuation des troupes soviétiques le 15 février.

En Grande-Bretagne, le primat de l'Eglise anglicane et archevêque de Cantor-

béry, Mgr Robert Runcie, a dénoncé dans son homélie « les incompréhensions et les haines nouvelles qui menacent la compréhension entre les religions et l'unité entre chrétiens ».

Mgr François Saint-Macary, évêque de Nice, a été frappé à la sortie de la grand-messe de Pâques, sur les marches du parvis de sa cathédrale, par un homme qui l'a accusé d'avoir « insulté (sa) mère, la Vierge Marie ». Il a été rapidement maîtrisé. L'évêque a refusé de porter plainte.

Enfin, le cardinal Lustiger était, dimanche de Pâques, invité de l'émission « Sept sur sept » sur TF 1. Entre autres sujets d'actualité qu'il a commentés, il a pour la première fois publiquement livré son sentiment sur le fond de l'affaire Rusdie.

Le courroux du cardinal

Pour un jour de Pâques, le cardinal Lustiger avait choisi la manière forte. Ironie cinglante et verbe rude : après plus de trois mois de jeûne médiatique, il avait des comptes à régler avec ceux qui, de l'affaire Rusdie (la Dernière Tentation du Christ) de l'automne dernier à l'affaire Rusdie aujourd'hui, confondent, un peu trop vite à son goût, religions, intégrismes et « tyrannie ».

Il s'en est pris ainsi aux « babas cool (1) de l'anticléricalisme », a dénoncé « la tempête dans un ballon de baudouin » créée par la « gauche libérale » ou les « gangsters de l'intelligence » qui l'avaient traité de « terroriste » (2) parce qu'il s'était prononcé contre un film : « Est-ce qu'on est terroriste quand on dit le bien et le mal ? »

Le sommet de son courroux fut atteint à propos de la controverse sur la prise de position de l'épiscopat, solidaire dans l'affaire Rusdie des musulmans offensés par un livre, « Défendre la religion, ne pas condamner l'islam », a demandé l'archevêque de Paris, « est-ce que cela veut dire être complice de Khominey, favorable à l'assassinat de Rusdie ? »

Il n'a laissé aucun doute sur ses propres sentiments concernant l'imam Khomeiny : « Est-ce un gangster ou un chef d'Etat ? Peut-on condamner à mort quelqu'un sans jugement ? » Il a exprimé sa « honte » devant l'attitude des gouvernants occidentaux, accusés d'avoir « cédé sur les principes » en levant les sanctions diplomatiques

prises en février dernier contre Téhéran.

Mais là n'était pas l'essentiel d'un propos qu'il martèle de livre en homélie, d'article en émission de télévision : le fait religieux est « massif », et à vouloir l'ignorer, on se condamne à ne pas comprendre les réactions des croyants contre tel film ou contre tel livre.

Son plaidoyer est au point : selon les sondages, trois Français sur quatre prient régulièrement. Mère Teresa plaie aux jeunes. Avec le déclin de la pratique, c'est une certaine forme de religion, adaptée au mode de vie « rural », qui s'en va. Mais, assure-t-il, « le christianisme reste présent. Les jeunes posent des questions fondamentales et ça va finir par produire des fruits ».

« Respecter l'islam »

Chassez la religion, elle revient au galop, et « sermoneur », ajoute l'archevêque de Paris, citant « la religion du sexe, la religion de l'argent - le veau d'or - la religion de la violence ». Pour lui, on a trop vite confondu en Occident le monde moderne avec la disparition des religions instituées : or, « la dimension religieuse fait partie de toute existence humaine. Quelle considération a-t-on aujourd'hui pour elle ? »

Cette omniprésence du « sacré », dont on annonce la fin et qui resurgit toujours, est la trame de toute son analyse sur le Bicentenaire de la Révolution et des droits de l'homme sur Auschwitz, et sur l'islam qu'il faut respecter et apprendre à connaître, au risque d'assister à de nouvelles ratonnades.

Le cardinal Lustiger règle des comptes avec le dix-huitième siècle, siècle des Lumières, mais qui a « inventé le concept de race » (Gobineau). Il cite longuement François Mauriac, qui, préfacant la Nuit d'Elle Wiesel (1958), fait remonter les racines du génocide au triomphe de la Raison sur le sacré. « Il y a dans l'homme quelque chose de sacré qui est son droit fondamental, souligne l'archevêque de Paris. Il faut dire à l'Occident que, pour défendre le droit et la légalité, il faut être aussi capable de respecter la réalité religieuse fondamentale qui concerne tous les hommes de tous les pays et de toutes les religions. A-t-on le droit de tourner en dérision le fait religieux ? »

Par des amalgames parfois rapides, le cardinal Lustiger aura sans doute irrité plus d'un téléspectateur. Entre le ton de la coltre et celui de la méditation grave qui ont alterné tout au long de cette émission, il y a sans doute place pour une réflexion sereine entre deux affaires retentissantes...

HENRI TINCO.

A Prague et à Moscou

Le cardinal Lustiger a annoncé, au cours de son émission sur TF 1, qu'il serait prochainement l'hôte, à Prague (Tchécoslovaquie), du cardinal František Tomasek, archevêque de la ville, et qu'il y séjournerait dix ans. Son séjour, du 1^{er} au 3^{er} avril, sera bref et limité à une « prière commune » avec le vieux cardinal qui, dans des conditions difficiles, tente de rétablir un fonctionnement normal de l'Eglise catholique en Tchécoslovaquie. Ce voyage d'un archevêque occidental, sans précédent depuis les événements de Prague de 1968, aura lieu « si tout va bien », a tenu à préciser l'archevêque de Paris. Il restait en effet

soumis, lundi 27 mars, à une régularisation administrative. C'est la troisième fois que le cardinal Tomasek invitait son confrère parisien.

Mgr Lustiger a également confirmé son déclinement, certain cette fois, en Union soviétique, qui, lui aussi, sera un événement. Il aura lieu à l'invitation du patriarche orthodoxe de Moscou et conduira l'archevêque de Paris à Léningrad (du 29 avril au 1^{er} mai) où il assistera à la célébration des Pâques orthodoxes, à Rostov (le 2 mai), à Kiev en Ukraine (les 3 et 4), à Riga en Lettonie (le 5), à Vilnius en Lituanie (les 6 et 7), enfin, à Moscou du 8 au 10 mai.

FAITS DIVERS

L'incendie de Belfort

Un ami de Xavier Curtet inculpé et écroué

Un jeune homme, ami de Xavier Curtet, l'auteur présumé de l'incendie de l'immeuble « Europe » qui avait provoqué la mort de quinze locataires et blessé dix autres personnes le 8 mars à Belfort (le Monde daté du 10 mars), a été inculpé à son tour et écroué à la maison d'arrêt de Besançon (Doubs), a-t-on appris samedi soir 25 mars.

Ce jeune homme, dont l'identité n'a pas été révélée, un certain Thierry, âgé de vingt-deux ans, et surnommé « la Gazelle », dans les milieux homosexuels de Belfort, a été dénoncé par Xavier Curtet. Ce dernier, incarcéré depuis son arrestation à la maison d'arrêt de Dijon, a affirmé, jeudi dernier au cours d'une audition, à M^{me} Nathalie Poux, juge d'instruction, que, contrairement à ce qu'il avait affirmé pendant deux semaines, il n'avait pas agi seul dans la nuit du 7 au 8 mars, mais en compagnie du présumé Thierry et, semble-t-il, d'un troisième garçon.

Le jeune Thierry, qui nie toute participation à l'incendie criminel, a cependant été inculpé par M^{me} Poux de non-assistance à personne en danger, non-dénonciation de crime et de complicité d'incendie volontaire et écroué à la maison d'arrêt de Besançon.

En marge de cette affaire, M. Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort et ministre de la défense, a adressé une lettre à M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, pour demander la mise à l'étude « d'une législation plus contraignante » permettant aux maires « de mieux assurer la protection de leurs concitoyens » vivant dans des immeubles anciens.

« Les premiers éléments recueillis par les spécialistes, indique M. Chevènement, conduisent à s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de sécurité dans l'habitat ancien, qu'il s'agisse de dispositions de protection contre l'incendie ou de moyens d'évacuation ». Constatant que « dans l'état actuel de notre droit, les maires n'ont aucun pou-

voir leur permettant d'intervenir dans les immeubles anciens ne relevant pas de public », le maire de Belfort ajoute : « Il conviendrait pour éviter la répétition de drames d'une ampleur de celui qui a endeuillé Belfort qu'une législation plus contraignante donne aux élus la possibilité de mieux assurer la protection de leurs concitoyens ».

A Mareuil-sur-Arnon (Cher)

Affrontements entre skinheads et nomades : un blessé grave

Des affrontements, au cours desquels un jeune homme a été gravement blessé, ont opposé, samedi soir 25 mars, à Mareuil-sur-Arnon (Cher) une soixantaine de skinheads à des nomades séjournant sur le territoire de la commune. Ces bagarres, qui ont débuté vers 20 h 30 à proximité d'une salle municipale où se déroulait une fête organisée par les skinheads, à l'occasion du départ à l'armée de l'un d'entre eux, ont donné lieu à des échanges de coups de fusil de chasse, de coups de couteau et de coups de poing après que les jeunes voyous s'en furent pris aux familles nomades qui campaient à proximité.

L'intervention des gendarmes, qui ont procédé à une quarantaine d'interpellations, a permis de mettre un terme à ces bagarres au cours desquelles un skinhead a été gravement blessé par des coups de fusil de chasse. Il a été hospitalisé à Châteauroux (Indre) dans un état sérieux, tandis que trois autres jeunes gens, plus légèrement blessés par arme à feu, ont pu recevoir des soins sur place. Une dizaine de personnes ont été placées en garde à vue, puis remises en liberté le dimanche matin 26 mars sans que, pour l'instant, aucune inculpation ait été prononcée.

● Double évasion à la prison d'Yzeure (Allier). — Deux détenus de la maison d'arrêt d'Yzeure se sont évadés, dimanche après-midi 26 mars, et ont réussi à prendre la fuite à bord d'une voiture qu'ils ont volée après en avoir menacé les occupants. Les deux hommes, Jean-Philippe Deslaur, déjà condamné pour vol à main armée, et Alain Lacoste, tous deux en détention provisoire, ont profité de la promenade pour escalader le mur d'enceinte et prendre la fuite.

● Deux artisans incarcérés à Béziers après une opération anti-huissier. — Deux artisans de Béziers (Hérault), Laurent Montagnac, vingt-neuf ans, ferronnier, et Daniel Venturini, trente-huit ans, gérant d'un magasin d'électronique, ont été inculpés de violation de domicile, séquestration de personne et dégradation volontaire de biens d'autrui, et écroués, samedi 25 mars, à Perpi-

gnan. Ces deux artisans, appartenant au Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA), auraient participé avec plusieurs autres personnes à la mise à sac, mercredi, du domicile d'un huissier de justice biterrain, chargé par le tribunal de cette ville de procéder, avec plusieurs de ses confrères, au recouvrement de cotisations d'assurance-vieillesse, que les militants du CDCA refusent de payer.

● Mise en liberté de deux militants basques. — Inculpés d'association de malfaiteurs et écroués depuis le mois de décembre dernier pour avoir hébergé Lucienne Fourcade, la compagne du chef d'opération, Philippe Bidart, elle-même arrêtée le 12 décembre près de Bayonne (le Monde du 14 décembre), Benoit Espil et Mathis Etcheverria ont été remis en liberté sur ordre du juge d'instruction parisien Michel Legrand.

REPÈRES

Drogue

Tests autorisés aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la Cour suprême a approuvé, mardi 21 mars, l'utilisation sur les lieux de travail des tests de dépistage anti-drogue chez plusieurs catégories de personnels du secteur public. Ces tests pourront désormais être imposés aux employés des chemins de fer impliqués dans un accident et aux douaniers chargés de la répression du trafic des stupéfiants. Ces mesures, qui ne concernent qu'une partie du secteur public, pourraient encourager les entreprises privées à les appliquer également. — (AFP.)

Espace

La NASA va changer d'administrateur

L'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, soixante-neuf ans, a remis, mardi 21 mars, sa démission au président George Bush. Cette décision, annoncée de longue date, intervient quelques jours seulement après le nouveau succès enregistré par la navette spatiale Discovery. On ignore encore le nom de son successeur. M. Fletcher avait dirigé la NASA entre 1971 et 1977 et était revenu à la tête de l'agence spatiale américaine en mai 1986 à la demande du président Reagan, après la catastrophe de Challenger. Il a pour mission de réformer profondément les structures de la NASA.

Sciences

Polémique sur la sécurité des centrales nucléaires aux Etats-Unis

« Nous allons probablement être aussi vulnérables à un accident du type Three Mile Island (TMI) au vingt et unième siècle que nous l'étions en 1979 », a déclaré le représentant démocrate du Massachusetts Edward Markey, en commentant des documents de la Commission de régulation nucléaire (NRC) sur l'application des normes de sécurité dans les centrales. Selon lui, seulement 24 des 112 réacteurs commerciaux autorisés ont reçu les 149 modifications détaillées dans le plan d'action Three Mile Island publié après l'accident de 1979 qui avait provoqué d'importantes émissions radioactives dans l'atmosphère. Dans 54 des 88 réacteurs fautifs, les modifications devraient être terminées avant la fin de l'année, mais les autres ne le seront qu'au cours de la prochaine décennie.

Les responsables de la NRC affirment que les réacteurs américains répondent à 97,5 % aux normes fixées après l'accident de Three Mile Island.

MÉDECINE

Controverse dans les milieux scientifiques

Des chercheurs français et britanniques vont tester l'efficacité de l'AZT dans le traitement du sida

Que peut-on penser de l'AZT (ou azidothymidine), substance anti-virale tenue, jusqu'à présent, comme le principal médicament du sida ? L'AZT fait, depuis peu, l'objet d'une série d'informations scientifiques susceptibles de remettre en cause son efficacité. Cette controverse est d'autant plus importante que l'on envisage de traiter

par l'AZT les personnes séropositives, mais apparemment en bonne santé. Un essai franco-britannique concernant deux mille personnes séropositives vient ainsi d'être lancé. Pour tenter de mettre un terme « à des informations qui peuvent prendre des allures de rumeurs à cause d'une réten-

tion ou d'une déformation et compromettre gravement la relation médecin-malade », la filiale française de la multinationale pharmaceutique Wellcome, fabricant de l'AZT, a diffusé un communiqué qui reproduit l'essentiel d'un article scientifique qui ne sera publié que le 31 mars par la revue américaine Science (1).

Cette affaire de l'AZT montre une nouvelle fois l'extrême difficulté qu'il peut y avoir, à propos du sida, à concilier les impératifs de l'information médicale et scientifique et les nécessités de la recherche thérapeutique. Comment, face à une épidémie aussi grave, faire état, le plus fidèlement possible, des progrès ou des échecs de la recherche, sans susciter les espoirs ou les craintes les plus irrationnels chez les malades, les personnes contaminées ou leurs proches ?

Pour l'ensemble des chercheurs et des médecins spécialisés, l'AZT constitue, non pas la panacée, mais une médication qui présente certains avantages, grâce notamment à sa propriété d'entraîner la multiplication du virus dans les formes graves de la maladie. Cette substance ne permet pas de guérir du sida, mais — sans que l'on sache véritablement pourquoi — d'en prévenir l'évolution ou d'en retarder les conséquences ultimes.

L'essai « Concorde 1 »

C'est à partir de ces données qu'une étude a récemment été lancée en France et en Grande-Bretagne, afin d'étudier l'efficacité de l'AZT chez les séropositifs apparemment bien portants. Baptisée « Concorde 1 », et dirigée conjointement par l'Institut national français de la santé et de la recherche médicale et le Medical Research Council britannique, elle vise à inclure deux mille personnes volontaires séropositives et à surveiller leur

état de santé durant trois ans. Deux groupes seront constitués : l'un recevra de l'AZT (250 mg quatre fois par jour), l'autre un produit à priori pharmacologiquement inactif (ou produit placebo). Ni le médecin, ni les malades ne sauront de quelle substance il s'agit (essai clinique comparatif en double aveugle).

« L'objectif est d'évaluer si l'utilisation de l'AZT chez les séropositifs bien portants diminue le risque d'évolution vers les formes graves de la maladie et ne comporte pas de risques incompatibles avec son utilisation prolongée », expliquent les responsables de l'essai « Concorde 1 ». Trente-quatre centres français participent à cette étude. Un comité indépendant, composé de six personnalités scientifiques, pourra décider de l'arrêt ou le modifier en fonction des résultats intermédiaires et des informations scientifiques nouvelles. L'AZT est fourni gracieusement par la firme Wellcome. Ce médicament fait d'ailleurs l'objet en France d'un système particulier de distribution, interdisant a priori tout risque de prescriptions non « officielles ».

C'est dans ce contexte qu'ont été publiés il y a quelques jours — dans la presse économique américaine notamment — une série d'informations scientifiques, remettant en cause l'efficacité de l'AZT face à certaines souches de virus du sida. Ces informations sont extraites de deux récents travaux scientifiques. L'un, publié dans le New England Journal of Medicine, conclut

à une baisse possible de l'efficacité de l'AZT, après une période plus ou moins longue de traitement du malade. L'autre — signé des docteurs G. Darby et B. Larder et tiré de quatre-vingt-dix ans. Son séjour, du 1^{er} au 3^{er} avril, sera bref et limité à une « prière commune » avec le vieux cardinal qui, dans des conditions difficiles, tente de rétablir un fonctionnement normal de l'Eglise catholique en Tchécoslovaquie. Ce voyage d'un archevêque occidental, sans précédent depuis les événements de Prague de 1968, aura lieu « si tout va bien », a tenu à préciser l'archevêque de Paris. Il restait en effet

Plusieurs types de virus

« Des malades qui avaient des virus classés peu sensibles à l'AZT in vitro ont eu une évolution clinique meilleure que d'autres patients, qui, d'après les résultats de laboratoire, étaient censés avoir un virus plus sensible à l'AZT », explique notamment M. Jean-Pierre Mangeot, PDG de la société Wellcome-France. « Ce décalage entre les paramètres biologiques et l'état clinique n'est pas nouveau, pas plus que l'existence de souches virales moins sensibles que d'autres à l'AZT », nous a expliqué le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris).

Ces éléments, tout comme l'effet transitoire de l'AZT chez les malades, soulève une série de questions difficiles. S'agit-il de souches résistantes à l'AZT ? Une adaptation de l'orga-

nisme humain au médicament ? Chaque personne, affectée par le virus du sida, est très rapidement contaminée par plusieurs types de virus. Ce phénomène constitue une forme de leurte et complique notamment la démarche thérapeutique.

En théorie — et sauf à imaginer une action médicamenteuse dans les instants qui suivent l'infection par le virus — l'AZT ne peut, à lui seul, éradiquer le virus du sida dans un organisme contaminé. L'essai franco-britannique étudie les effets de l'AZT chez les séropositifs volontaires est donc indispensable pour établir la meilleure démarche thérapeutique à adopter à l'égard de ces personnes.

Enfin, contrairement à certaines analyses, les toutes récentes informations mettant en cause l'efficacité de l'AZT n'ont pas, selon les principaux intéressés, eu d'effets économiques négatifs — comme, inversement, avaient pu avoir les annonces très médiatisées de sa relative efficacité. « Il y a eu des variations à la baisse et à la hausse des actions Wellcome », précise M. Mangeot, mais qui traduisent plus les variations de la Bourse de Londres que l'impact des informations concernant notre produit. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Wellcome-France fait valoir qu'elle ne respecte pas l'embargo du 31 mars de la revue Science, celle-ci ne lui ayant pas fait parvenir l'article avec autorisation de diffusion « pour des raisons évidentes de décalage horaire et de week-end pascal ».

Sports

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Brésil

Atmosphère Ferrari

Pour sa première course avec Ferrari, le Britannique Nigel Mansell a gagné, dimanche 26 mars à Rio-de-Janeiro, le Grand Prix du Brésil, première manche du championnat du monde de formule 1 automobile. Cette épreuve, qui voyait l'abandon des turbos et le retour des moteurs atmosphériques, a été l'une des plus disputées de ces dernières années. Alain Prost (McLaren-Honda), deuxième, le Brésilien Mauricio Gugelmin (March-Judd), troisième, et le Britannique Johnny Herbert (Benetton-Ford), quatrième, ont terminé à moins de 11 secondes.

Marin, disputé à Imola, à quelques kilomètres de l'usine de Fiorano, pour voir si la nomination récente à la tête de la « Scuderia » de Cesare Fiorio, ex-directeur sportif de Lancia, maintient son statut de champion du monde des rallyes, correspond bien au renouveau tant attendu.

Accrochage

Après cette course folle, marquée par l'accrochage dès le premier virage du Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda), du Belge Thierry Boutsen (Williams-Renault) et de l'Autrichien Gerhard

la belle résistance d'Alain Prost en course laisse toutefois penser que les deux coéquipiers de McLaren-Honda seront encore les hommes à battre cette année. La grosse manducation en fin de saison dernière par le pilote français, qui soupçonnait ouvertement le Brésilien d'avoir bénéficié d'un régime de faveur de la part des motoristes de Honda, a disparu. « Ça va mieux maintenant », indique-t-il, pour clore ce chapitre qui l'a beaucoup plus préoccupé qu'il veut bien le reconnaître.

Objet de son obsession depuis ses débuts en formule 1, le titre mondial qu'il a obtenu l'an dernier, a semblé-t-il,

à la télévision Globo, où elle anime des émissions pour adolescents.

Une autre complication, professionnelle cette fois, l'a semblé-t-il rapproché, du moins dans les stands, d'Alain Prost. Au lieu d'éprouver son coéquipier du côté de l'est, Ayrton Senna est souvent venu échanger ses impressions avec lui. Il est vrai que les deux hommes n'ont pas manqué de sujets de discussions.

Transmission

Le nouveau moteur atmosphérique Honda à dix cylindres ne les préoccupait pas. « Il a une bonne puissance et est déjà très fiable », estime Alain Prost. Mais, contrairement au châssis 1988, qui s'était révélé d'embellie exceptionnelle, la McLaren 1989 avait suscité quelques inquiétudes depuis ses premiers tours de roues, le 17 mars à Rio-de-Janeiro.

La voiture engagée au Grand Prix du Brésil n'était certes pas la version définitive conçue par l'ingénieur Neil Oatley. La boîte transversale à six vitesses n'ayant pas été jugée suffisamment fiable lors de ses essais à Monza, la course avait dû être rallongée à l'arrière pour abriter l'ancienne boîte longitudinale.

« Je ne reconnais pas une vraie McLaren », disait Ayrton Senna après les deux premiers jours d'essais intensifs à Rio-de-Janeiro. Mal équilibrée, la nouvelle monoplace dégradaait prématurément ses pneus. Si le Brésilien avait pu ravir la pole position à Riccardo Patrese, Alain Prost, condamné à partir en troisième ligne, avait dû attendre le tour de chauffe (« warm-up ») pour retrouver des bonnes sensations. Le potentiel de la voiture, à peine dévoilé à Rio, a toutefois permis de lever quelques doutes sur sa compétitivité future.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : championnat de France

La grande vadrouille de Tomislav Ivic

Malgré un match nul (0-0) samedi 25 mars à Saint-Etienne, le Paris-SG occupe toujours la première place du championnat de France de football de première division avec deux points d'avance sur Sochaux et l'Olympique de Marseille, qui compte un match de retard contre Nantes. A la base du succès d'une équipe parisienne, au bord de la relégation la saison dernière, un entraîneur yougoslave, Tomislav Ivic, qui est un globe-trotter.

Tomislav Ivic aurait pu s'appeler Louis de Funès. A le voir gesticuler sur son banc de touche, la ressemblance s'impose. L'entraîneur du Paris SG paraît fait au même moule, celui qui parle avec les mains et feignent la crise cardiaque à chaque émotion. De ces êtres rusés, aux rides rassurantes, qui jouent du sourire ou de la grimace, du pardon ou du reproche, tour à tour papi au grand cœur et patriarche dominateur.

Tomislav Ivic, cinquante-cinq ans, Yougoslave d'origine, entraîneur de profession et meneur d'hommes par vocation, est bien de cette race-là. Pourtant, lorsqu'il débarque un jour de juin 1988 au terrain d'entraînement du club, à Saint-Germain-en-Laye, et s'installe dans l'ancien bureau de Gérard Houllier, les joueurs savent peu de chose de lui. Si ce n'est qu'il s'honore d'un palmarès exceptionnel et traîne une réputation de baroudeur des terrains de football, d'entraîneur mercenaire courant le cachet à travers l'Europe, du Portugal (Porto) aux Pays-Bas (Ajax d'Amsterdam), de l'Italie (Avellino) à la Belgique (Anderlecht), de la Yougoslavie (Split) à la Grèce (Panathinaïkos).

Un talent de polyglotte

De ces écarts successifs, Ivic a tiré une connaissance approfondie de la nature humaine, une grande maîtrise des choses du football et un certain talent de polyglotte. C'est d'ailleurs cette prédisposition pour les langues qui frappe d'abord chez l'entraîneur parisien. Cet homme-là devance le marché mûrier : il parle l'Européen ! Un fond de français, un peu d'anglais, une bonne dose d'italien et deux doigts de portugais pour le plus savoureux des cocktails linguistiques. Un mélange à peu près compréhensible que les joueurs ont fini par déchiffrer comme en témoin l'entraîneur Daniel Xuerb.

« Au début, on a bien rigolé, on ne comprenait pas grand-chose. Puis, nous nous sommes habitués. Cela fait partie du personnage. Mais je serais incapable de vous dire s'il nous tutoie ou nous vouvoie. »

La solution est sans doute à mi-chemin entre le « tu » et le « vous ».

Et Tomislav Ivic ne voudrait surtout pas qu'il en soit autrement. Question de principe : « D'un côté, je ne suis pas très près de mes joueurs. Ce sont mes enfants, je les protège. Mais, de l'autre, je ne veux pas être trop proche. C'est dangereux pour un entraîneur ! » Il se contente donc de

les écouter sur le gazon, lors d'intensives séances de travail qui tournent souvent au « one man show ». Casquette vissée sur le crâne, il donne de la voix et du sifflet tel un gendarme de Saint-Tropez à un carrefour en plein mois d'août. « Tant qu'un exercice ne lui donne pas satisfaction, il nous le fait répéter », confie Xuerb.

Ce bachotage sportif aboutit au « style Ivic ». Ultra-défensif et guère spectaculaire, il vaut au club de la capitale une place en tête du championnat de France, place insperpée pour une équipe qui a frôlé la relégation l'an dernier. Il lui vaut aussi un flot continu de critiques depuis le début de la saison. L'accusé feint l'indifférence et plaide non compéte, même lorsque certains joueurs montrent également des signes de lassitude, comme ce fut le cas en février : « Avec l'effectif dont je dispose, je ne pouvais faire autrement. Je cherche à tirer 100 % de chacun en fonction de ses qualités. Ceux qui réclament un autre style se trompent. Les résultats sont là ! »

Tomislav Ivic tel qu'en lui-même, ouvert au dialogue mais autoritaire, pragmatique et perfectionniste. « Je n'ai jamais connu quelqu'un d'aussi

Semaine décisive pour le Matra Racing

Les joueurs du Matra Racing de Paris pourraient être froids sur leur avenir dans les prochains jours. Victorieux de Cannes samedi 25 mars au Parc des Princes (1-0) en championnat, ils joueront mercredi 29 mars contre Rennes (seconde division) en Coupe de France, mais ils semblent bien mal partis pour se qualifier après leur défaite du match aller (0-1).

Une élimination pourrait amener le groupe Matra à officialiser plus tôt que prévu son retrait du football professionnel en fin de saison, suite aux échecs successifs d'une équipe pourtant richement dotée (budget annuel annoncé par le club : 80 millions de francs). De sources proches du groupe dirigé par M. Jean-Luc Lagardère, on confirme l'imminence d'une telle annonce, mais les modalités de ce retrait (abandon pur et simple du football ou reprise par de nouveaux investisseurs) restent floues.

gagner que lui », avoue le défenseur central Jean-Marc Pilorget. Discours de circonstance d'un joueur respectueux de la hiérarchie ? Pas forcément. Le Yougoslave est bel et bien un redoutable chasseur de succès obnubilé par la victoire. Il ne tient pas en place sur son banc de touche, frappe sans cesse dans un ballon imaginaire et souffre d'insomnie les soirs d'échec. Il refuse souvent de commenter les défaites, se renferme comme une coquille devant les journalistes : « La vérité n'est pas toujours bonne à dire, ce serait faire du tort à mon équipe et au football ! »

« C'est une encyclopédie ! Il sait tout. En constatant sa connaissance du jeu, les joueurs ont été surpris et l'ont tout de suite respecté », précise Victor Barrientos, préparateur physique du club depuis plusieurs années, qui a pourtant assisté nombre d'entraîneurs (Peyroche, Leduc, Coste, Houllier, Mombaerts).

Mais le nom du technicien yougoslave pourrait prochainement s'ajouter à cette liste des ex-entraîneurs du PSG. La tradition veut que le bonhomme demeure rarement plus d'une saison au même endroit. Depuis trois mois, on l'a vu en partance pour Rome, Séville ou Anderlecht. « Lorsque j'arrive quelque part — explique-t-il, volontier énigmatique — je prends ce qu'on me donne et je fais avec pour cette première saison. Mais, ensuite, il faut que l'on accepte mes plans. Si ce n'est pas le cas, je m'en vais. »

président du Paris-SG, Francis Borelli, saura-t-il le convaincre ? « Nous sommes toujours dans le flou le plus complet, et cela devient gênant », admet le dirigeant parisien, qui semble lui aussi avoir parfois du mal à traduire les soupçons et les sourires entendus de son entraîneur. « C'est un homme généreux et chaleureux, mais qui en affaires est loin d'être optimiste. La dernière fois, nous allions régler cette question avant le début avril, mais je crois savoir qu'il n'en fait pas une affaire d'argent. »

Afin d'anticiper sur la décision de son entraîneur, Francis Borelli multiplie donc les rendez-vous avec d'éventuels successeurs. Ainsi l'entraîneur néerlandais du club belge de Malines, Aad de Moed, devait venir à Paris le 27 mars. Mais seul le mystérieux Ivic sait s'il va ou non reprendre sa grande vadrouille à travers l'Europe.

PHILIPPE BROUSSARD.

Bon retour de Renault

Après deux années d'absence de la compétition, la règle Renault qui revenait en formule 1 à Rio-de-Janeiro comme motoriste de l'écurie britannique de Frank Williams, a effectué des débuts jugés prometteurs par ses responsables.

Devancé seulement par Ayrton Senna pour le pole-position, l'Italien Riccardo Patrese, qui a battu avec 177 grands prix disputés le record partagé par Graham Hill et Jacques Laffite, a occupé la première place du premier au septième tour, puis

du vingtième au vingt-troisième. Il a abandonné (incident sur la piste d'atterrissage) à dix tours de l'arrivée, alors qu'il venait de doubler Gugelmin pour la troisième place après avoir battu le record du tour.

Le Belge Thierry Boutsen, qualifié en quatrième position, a dû abandonner dès le quatrième tour. Son moteur a sans doute été déstabilisé par un débris lors de l'accrochage du premier virage avec Ayrton Senna et Gerhard Berger.

Berger (Ferrari), puis par six changements à la tête de la course, occupée à tour de rôle par Riccardo Patrese (Williams-Renault), Nigel Mansell et Alain Prost, il est bien difficile de dégager une hiérarchie en ce début de saison où la plupart des écuries ont dû changer de moteur et modifier profondément leurs châssis.

La domination d'Ayrton Senna lors des séances de qualification et

transformé Ayrton Senna. « Il est beaucoup plus décontracté et épanoui », reconnaît le Français. Alors que les préparatifs du Grand Prix du Brésil 1988 avaient donné lieu à une polémique d'un goût douteux avec Nelson Piquet sur sa vie sentimentale, Ayrton Senna n'a cette fois rien caché d'une complexité accrue avec Xuxa — de son vrai nom Maria Das Graças Meneghel —, une des grandes vedettes de la chaîne de

BOXE : championnat du monde des lourds-légers

Belboul, le troisième



Tasoufik Belboul s'essaye au direct du gauche à Michael Greer.

Et de trois ! Après René Jacquot (super-welter, WBC) et Fabrice Benichou (super-coq, IBF), la France vient de s'offrir un troisième champion du monde de boxe en l'espace d'un mois et demi : Tasoufik Belboul, vingt-neuf ans, boxeur français d'origine tunisienne, a conquis le titre de lourds-légers (version WBA) le samedi 25 mars à Casablanca (Maroc), en battant l'Américain Michael Greer par arrêt de l'arbitre à la huitième reprise d'un combat prévu en douze. Belboul est ainsi devenu le premier Maghrébin champion du monde de boxe.

Les résultats

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1
Grand Prix du Brésil
1. Mansell (Ferrari), les 304,891 kilomètres en 1 h 38 min 58 s (moy. 186,034 km/h) ; 2. Prost (McLaren-Honda) ; 3. Gugelmin (March-Judd) ; 4. Herbert (Benetton-Ford) ; 5. Warwick (Arrows-Ford) ; (—) 3. Grodard (Ligier-Ford).

Basket-ball

NATIONALE 1-A (première journée aller, dernier tour retour)
Mulhouse b. Avignon 101-80
Gravelines b. Antibes 123-121
Saint-Quentin b. Lorient 82-75
ASVEL b. Tours 107-94
Ortès b. RCN 86-69
Cholet b. RCF Paris 101-81
Limoges b. Monaco 111-102
Nantes b. Montpellier 109-83
Classement. — 1. Limoges, 58 pts ; 2. Cholet, 54 ; 3. Ortès, 52.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (seconde journée)
Saint-Etienne et Paris-SG 0-0
Montpellier b. Auxerre 1-0
Sochaux b. Lille 2-0
Monaco b. Strasbourg 2-1
Matra Racing b. Cannes 1-0
Nice b. Caen 3-0
Toulon b. Toulon 1-0
Laval b. Metz 3-0
Bordeaux b. Lens 3-0
(La rencontre Marseille-Nantes aura lieu le samedi 4 avril.)

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A (onzième journée)

Poule 1
Montferrand b. Villenave-L. 24-9
Toulon b. Bourgoin 29-19
Dax b. Cognac 33-9
Agen b. Montchénery 31-12
Classement. — 1. Toulon et Dax, 29 pts ; 3. Agen et Montferrand, 27.

Poule 2

Blagnac b. Bagneres 17-12
Perpignan b. Le Croquet 15-10
Narbonne b. Narbonne 23-15
Toulouse b. Bagnères 13-12
Classement. — 1. Toulouse et Blagnac, 29 pts ; 3. Lourdes, 27.

Poule 3

Bayonne b. Graillet 19-18
Toulon b. Colomiers 55-10
Béziers b. Aurillac 40-9
Béziers b. Mont-de-Marsan 24-9
Classement. — 1. Toulon et Bayonne, 27 pts ; 3. Béziers, 25.

Poule 4

Nice b. Villefranche 28-18
Racing b. Hagetmau 22-18
Narbonne b. Narbonne 16-15
Grenoble b. Béziers 41-7
Classement. — 1. Grenoble, 31 pts ; 2. Béziers et Narbonne, 28.

ATHLÉTISME : record de l'heure

20,429 km pour Pierre Levisse

Le coureur du Racing Club de France Pierre Levisse a battu, samedi 25 mars, l'un des plus vieux records de France de l'athlétisme, il a parcouru 20,429 km en une heure. Le précédent record (20,308 km) avait été établi par Lucien Reut en 1973. Trois ans après, sur la piste du stade de La Flèche (Sarthe), Pierre Levisse, trente-sept ans, s'est donc imposé après avoir été longtemps talonné par ses deux principaux rivaux, Bertrand Itier et Dominique Chauvelier. Dans le même temps, il a également battu le record de France des 20 kilomètres en 58 min 48 s 9. Le record du monde de la spécialité est de 20,944 km par Jos Hermans en 1976.

CYCLISME : Critérium international

Indurain redouble

Il est rare qu'une échappée victorieuse réunisse exclusivement des leaders, surtout lorsqu'ils sont au nombre de sept. Cet événement a constitué le fait dominant du Critérium international (anciennement national) organisé samedi 25 et dimanche 26 mars dans le Vaucluse, en présence du nouveau président de la FFC, François Alaphilippe.

Fignon, Roche, Indurain, Mottet, LeMond, Bezuat et Marc Madet — vainqueur à Apt — ayant relégué dès le premier tour le peloton à trois minutes, il devenait évident que la victoire finale se jouerait entre eux. Elle est revenue fort logiquement à Miguel Indurain, l'homme fort du début de saison. Déjà gagnant de Paris-Nice, le coureur espagnol a fait la différence avec ses adversaires directs du cours de la troisième et dernière étape, course contre la montre en Avignon, dont il a parcouru les 12,5 kilomètres à près de 61 kilomètres-heures de moyenne. Mottet et Roche se sont classés respectivement deuxième et troisième. Outre la très brillante confirmation de Miguel Indurain, on retiendra du Critérium international le retour au premier plan de l'Américain Greg LeMond et la révélation d'un néo-pro français auquel on prête un grand avenir : Pascal Lino.

J. A.

CARNET

Décès

— Le président et les membres de la société archéologique de Montpellier ont le regret de faire part du décès de leur ancien président

Jean COMBES
agréé de l'Université.

Les obsèques ont eu lieu à Montpellier le 24 mars 1989.

Anniversaires

— Le 26 mars 1979

Marc BOURDARIAT

quittait les siens.

Dix ans après, tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Communications diverses

— L'Institut franco-ibérique de la communication, créé récemment par le commerce de commerce de Bayonne, organise dans cette ville, les 21 et 22 avril, un colloque européen consacré aux stratégies et aux techniques de communication des entreprises et à leurs liens avec le management sous le titre : « Manager et/ou communiquer ». Des dirigeants d'entreprises espagnoles et françaises, des directeurs de communication et des universitaires confieront leurs témoignages et leurs analyses sur ce sujet. Alain Minc, vice-président de CERUS, ouvrira les travaux le vendredi 21 avril au matin ; Ricardo Ferrer, directeur du programme FAST à la Commission des Communautés européennes, en tirera les conclusions. L'équipe « Modes de vie, communication, développement » du CNRS et l'Agence Aquitaine nouvelle communication, qui ont mené pendant deux ans, sous la direction de M^{me} Anne-Marie Lailan, un séminaire sur « L'entreprise saisie par la communication » (1) ainsi que l'UNESCO et le Monde participent à ce colloque de Bayonne.

* Rendez-vous colloque, Chambre de commerce de Bayonne, (16) 59-25-75-75 poste 447 et CNRS-IRESCO, Paris. Tél. : 40-23-11-90.

(1) Le compte-rendu de ce séminaire est disponible au CNRS-MCD, 59, rue Poche, 75017 Paris. Tél. : 40-25-10-25, 120 F.

مكذبا من الأصل

THEATRE

Au Théâtre Renaud-Barrault : « Lorenzaccio », d'Alfred de Musset

Noir de poudre et rouge de sang

Sûr de lui, irrésistible, Francis Huster fait jouer les mirages de Lorenzaccio, le seul grand poème dramatique politique de notre théâtre.

« Je te saignerais... Au cœur, au cœur... Il est éternel... Coups-le par coups... J'en ai jusqu'au coude! Mordons, mordons, et mangeons! »

Lorenzaccio, perdant presque l'esprit, s'entraîne au meurtre d'Alexandre Médicis. C'est la pleine nuit. Il hurle, pour habituer les voisins aux défilés d'un fou : quand le vrai carnage aura lieu, ils ne bougeront pas. « O jour de sang, jour de mes noces / oris Lorenzaccio. O soleil! Tu meurs de soif, soleil! Son sang t'enivra! O ma vengeance! Les rives de l'Arno pleines d'adieux! »

La scène est sublime, l'une des plus insensées de tout notre théâtre. Les défilés, il est vrai, Musset en avait l'habitude. George Sand a raconté les crises de folie, dans la forêt de Fontainebleau, et à Venise aussi : il fallait se mettre à trois pour maîtriser Musset, un, qui courait en criant de terreur. Et les témoignages d'Adèle Colin, qui veillait sur lui à Paris : « On lui fit prendre un bain. Il devint complètement fou. J'avais fermé toutes les portes de l'appartement... Il était plein de force, ce n'était pas trop de trois personnes, assistées d'une Sœur du Bon Secours. »

Francis Huster présente Lorenzaccio au Théâtre Renaud-Barrault. Il interprète Lorenzaccio, cette figure plus saisissante, plus ténébreuse, que Hamlet et Don Juan. Lorenzaccio, dans son « manteau de soie bariolé » qui « trahit paresseusement sur le sable fin des promesses », qui dit : « Pas une goutte de poison ne tombe dans mon chapeau! ». Il n'a que le mot « liberté » à la bouche, il va assassiner le tyran de Florence, il lui a fallu pour cela l'approcher : « Pour gagner sa

confiance, il fallait baisser sur les lèvres tous les restes de ses orgies. » Et Lorenzaccio suit que le régime ne changera rien, ne libérera rien. Qui est Lorenzaccio? Que cherche-t-il? A quel moment ne triche-t-il pas? Et ne souffre-t-il pas? Et quelle part de lui-même Musset a-t-il mis dans ce « révolutionnaire » mélancolique, courtois mais ne souriant jamais, Musset le républicain, qui, pendant les journées de juin 1848, dans les rangs des

dans la folie, c'est vrai... Menteur surtout! Et Lorenzaccio nous explique lui-même à quel point les manœuvres d'approche du duc Alexandre l'ont détrempé, lui, Lorenzo. Il est magnifique, Huster, il n'est qu'un tremblement de nerfs et d'espérance, et de cruauté machinale, et de vilaine enfance, quand il dit : « Tu me demandes pourquoi je tue Alexandre? ... Songes-tu que ce meurtre, c'est tout ce qui me reste de ma vertu? », et lorsqu'il annonce



Francis Huster

gardes nationaux, tirait sur les ouvriers? « Cette nuit, il a fallu, à la Charité, raconte Musset, mettre des fonctionnaires près des lits de malades, les insurgés blessés, qui déchiraient leurs bandages et mordaient les mains des médecins qui les soignaient. Charmantes pratiques. » Musset avait-il alors toute sa tête? George Sand dira froidement : « Est-ce qu'un homme qui avait traversé deux ou trois fêtes cérébrales et qui vivait d'absinthe et de rhum pouvait avoir sa raison? Non, allez! Il était fou, et méchant

un vieux Strozz... Je suis perdu... Ni eux ni le peuple ne feront rien! ». Féroce, sûr de lui, charmant, paisible, délinant, Huster fait jouer dans un soleil les mirages de Lorenzo, et il a eu raison de donner une mise en scène simple, comme une parade de campagne, de faire, on songe aux vers de Musset : « N'auriez-vous pas construit, pour quelque espérance, au fond d'une campagne, un théâtre forain? »

étrange de ce Paris de 1830 et de 1848 qui semble prendre le relais de Florence, fait penser aux vers : J'entends des champs hurler, (comme un enfant qu'on tue, dans la rue, Et la lune en croissant découpe, Les angles des maisons.

Encore une fois les jeunes spectateurs font chaque soir un triomphe à Francis Huster. On se croirait au Zénith, avec une diva. Il faudrait citer tous les artisans de ce Lorenzaccio, les costumes de Dominique Borg, la musique de Dominique Probst, et un peu au hasard parmi les dizaines d'acteurs, Monique Mélinand (Marie Soderini), Antoine Duléry (Alexandre), Clotilde Courau (Catherine Ginori), Jacques Spiesser (le Cardinal), Laurence Bourdill (la Marquise Cibo), Georges Gêret (Philippe Strozz), tant d'autres...

Incompréhensible Musset, qui signe avec Lorenzaccio le seul grand poème dramatique politique de notre théâtre, d'une richesse d'analyse insoudable, et qui, au cours des mêmes nuits, nous raconte George Sand, était pris de convulsions, « voyait comme des fantômes autour de lui, et criait de peur et d'horreur », ce même Musset qui jetait sur le papier, comme des riens, les vers d'une grâce incomparable, « Dans l'enfer la rouge, l'as un cheval qui bouge », et « A Saint-Blaise à la Zucca, vous étiez bien aise », et « Il se fit tout à coup le plus profond silence. Quand Georgina Smolen se leva pour chanter... »

Mais parfois, sous le même ton de liberté, de facilité, de modestie, presque de fâcheuse, perçait une chose vue, moins facile : Que disais-tu donc cet imbécile Dans son grand vieux cœur innocent Quand il tombait à Belleville Noir de poudre et rouge de sang ?

Inoubliable Lorenzaccio! Imparadonnable, irrésistible Musset!

MICHEL COURNOT.

EXPOSITIONS

Paladino à la galerie Daniel-Templon

Le désir du sacré

Symbolisme, religion, Mimmo Paladino ne craint pas d'affronter les « grands » sujets. Avec bonheur.

Mimmo Paladino n'est pas loin d'être une star de la peinture contemporaine. A peine âgé de quarante ans, il jouit d'une réputation comparable à celles d'un Cézanne et de Cuccchi. Une exposition de ses œuvres récentes ne peut donc se voir sans méfiance, histoire de ne pas succomber à la mode du moment. Les peintures sont monumentales, comme l'exige le goût actuel, et l'artiste y a joint deux bronzes, afin, peut-être, de démontrer sa virtuosité.

Virtuosité peu contestable : le savoir-faire apparaît dans chacun des tableaux, qui combinent toutes sortes de matériaux, bois, toile, métal et même pain. En peignant, en gravant, en collant, en créant des reliefs et des profondeurs, Paladino additionne les trouvailles et pousse le mélange des techniques jusqu'à l'extrême. On devine le risque : que cette adresse reste pur maniérisme, que les œuvres ne soient que d'excellents et spectaculaires décorations modernes. Quelque chose en somme comme du Schnabel italienisé, archaïsant et quelquefois expressionniste, cocktail de citations et de souvenirs.

Or, même s'il s'en fait parfois d'assez peu, Paladino est mieux qu'un rhéteur, mieux qu'un ouvrier merveilleux et futile. Est-ce parce qu'il peint moins que la plupart de ses confrères, est-ce parce qu'il n'a pas troqué son Italie natale contre un atelier de Soho? Ses œuvres récentes, de moins en moins chaotiques, de plus en plus construites, ont une puissance convaincante. Intitulées « portes », « Porte d'Occident », « Porte du Carnaval », elles imposent leur symbolisme. Les figures et les signes qui les composent ont de la cohérence et du sens. Elles existent réellement, pesantes, intriquées, et ne se réduisent pas à une apparence flatteuse.

Telle, noire, comme brûlée, sorte de crucifixion nocturne, se hausse jusqu'à une émotion qui n'est pas de simple convention. Telle sculpture, chariot chargé de têtes et de crânes, rappelle le carrocio allégorique des cités médiévales, palladium emblématique que l'on amenait jusque sur le champ de bataille et qu'il fallait défendre jusqu'au dernier soldat, faute de quoi le déshonneur était complet.

Il ne déplaît pas à Paladino de se référer à un passé lointain et d'opposer ce culte des coutumes à la légèreté contemporaine. On ne saurait lui en faire grief ni lui reprocher de préférer la gravité à la séduction. Il croit que l'art peut encore être sacré. Devant ses dernières œuvres, on est tout prêt à lui donner raison.

PHILIPPE DAGEN.

* Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaumont, jusqu'au 29 avril.

Une œuvre dispersée de Watteau refait surface. Une œuvre de Watteau perdue depuis la fin du dix-huitième siècle, vient peut-être de refaire surface. Celle-ci, peinte sur un panneau de bois de 25 cm sur 30 cm, a été saisie par la police. Elle représente une jeune femme embrassée par surprise. Derrière elle, dissimulé dans un buisson, un joueur de guitare observe la scène. Ce tableau correspondrait à une œuvre du peintre, Le Surpris, que l'on connaît par une gravure datée de 1731. Au dos des figures, une ligne de fleurs de lys et une dédicace portant l'inscription « Athanas Louis Clément de Ris », nom d'un conservateur du musée de Versailles de la seconde moitié du siècle dernier. Cette œuvre lui appartenait-elle, faisait-elle partie des collections du musée? On ne connaît pas, non plus, l'identité du propriétaire du tableau. Celui-ci était entre les mains de recenseurs qui essayaient de le vendre au moment de leur arrestation à Saintes. L'un d'entre eux a affirmé l'avoir acheté à des voyageurs, pour presquer rien. Si l'authenticité de la Surpris devait se confirmer, sa valeur serait inestimable. Les œuvres d'Antoine Watteau, mort en 1721 à l'âge de trente-sept ans, sont en effet peu nombreuses.

Deux disparitions

Le saxophoniste Arnett Cobb

Le saxophoniste Arnett Cobb est mort vendredi 24 mars à Houston. Il était âgé de soixante et onze ans.

[Arnett Cobb s'était produit avec les plus grandes stars du jazz, de Lennie Hampton à Duke Ellington, avant de lancer son propre orchestre, Arnett Cobb and Mob. Ce saxophoniste ténor, né à Houston, était resté attaché au jazz traditionnel. Depuis 1956, il était handicapé à la suite d'un accident de voiture qui provoquait ses crises avec des béquilles. Le succès de Cobb avait décliné dans les années 50. Il devait par la suite connaître un regain de popularité, notamment en Europe et au Japon.]

Le danseur Maris Liepa

Le danseur étoile soviétique Maris Liepa est mort le dimanche 26 mars d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-deux ans.

[Né à Riga, en Lettonie, Maris Liepa avait étudié la danse dans sa ville natale avant de s'installer à Moscou et d'entrer au Théâtre musical fondé par le célèbre metteur en scène Stanislavsky. Il s'était illustré au Bolchoï, avec son interprétation du rôle de Craxus dans Spartacus, le ballet de Khachaturian. Ce danseur, qui bénéficiait du fait de son origine balte d'un statut particulier, avait annoncé l'année dernière qu'il comptait ouvrir sa propre école de danse.]

Fin de la grève du Ballet de l'Opéra de Paris. — Le Ballet de l'Opéra de Paris a décidé, samedi 25 mars dans l'après-midi, de reprendre le cours normal des représentations de sa nouvelle production de la Belle au bois dormant au Palais Garnier.

Une assemblée générale des danseurs a décidé la suspension de la grève après avoir examiné les résultats des discussions entre ses délégués et la direction générale de la musique et de la danse. Les activités de l'Opéra étaient perturbées depuis huit jours par des mouvements de grève.

Les danseurs étaient hostiles au projet de loi réglementant l'enseignement de la danse dans le secteur privé. Ce projet doit être présenté au Sénat le 12 avril.

Le Syndicat national des artistes musiciens — section danse — (SNAM-CGT) a accepté la modalité d'un décret d'application de la loi privatisant pour tous les « danseurs professionnels » une « formation pédagogique ». Cette formation leur permettrait d'enseigner sans contrevenir à cette loi.

MUSIQUES

Aux Pâques musicales d'Aix-les-Bains

La Passion selon Schütz et Bach

Les Pâques musicales d'Aix-les-Bains, qui relient les musiques sacrées anciennes à leur temps liturgique, se consacrent cette année à Bach et à ses prédécesseurs allemands.

Le soir du vendredi saint, nous nous trouvons dans le prieuré du Bourget-du-Lac, une église très restaurée, mais toute remplie encore d'un parfum médiéval, avec ses larges voûtes et leurs personnages en cou-de-lampe, et surtout la cohorte des saints évangéliques joués par les statues bourguignonnes sculptées autour de l'autel.

Cet art naïf et fort renvoyait assez bien à la Passion selon saint Jean et à sa Prophétie d'après le chapitre 53 d'Isaïe, composées quelque quatre siècles plus tard, en 1631, par Christophe Demantius, mais dans un style polyphonique rigoureux, lui-même abandonné depuis près de cent ans... L'interprétation très sobre de l'ensemble vocal Sagittarius ne permettait guère de déceler à première audition les intentions descriptives et symboliques que l'on prête à cet art d'une robuste santé et d'une autorité sans réplique.

Quelle différence avec les Sept Paroles du Christ d'Heinrich Schütz, quinze ans plus tard, méditation si majestueuse et simple en même temps, sans effets mélodramatiques, et qui pourtant nous plonge dans l'atmosphère profonde de foi, de tristesse, de remords et d'espérance du fidèle luthérien! Michel Laplante, l'ensemble Sagittarius et l'ensemble de violes Orlando Gibbons laissent ici parler leur cœur et s'épanouissent leurs sonorités transparentes.

Un goût de cendre

Les voix diverses qui chantent le rôle de l'évangéliste contribuent à donner une impression d'anonymat du chrétien qui médite; les deux chœurs qui ouvrent et referment l'œuvre indiquent la présence de la

foule silencieuse et priante sur le calvaire. Et il y a dans les paroles du Christ, dans le caractère extraordinairement pathétique de la ligne vocale, un goût de cendre, un avant-goût de la mort, qui serrent le cœur, comme ce squelette grimaçant d'Oddeon de Luyrieux sur la pierre tombale blanchie que l'on obtule à la sortie du prieuré.

L'Orchestre des pays de Savoie et l'ensemble vocal Heinrich Schütz, dirigés par Jean Estournet, interprètent samedi les cantates 51 et 56 de Bach (avec la rayonnante Isabelle Poulenard et Michel Brodard), ainsi que l'Offrande musicale dont Jacques Chailley avait magistralement démonté les rouages historiques et techniques peu auparavant. Mais le décor rougeoyant du Théâtre du casino et son acoustique festive ne conviennent guère à ces œuvres spirituelles qui auraient mérité une interprétation plus burinée et mûrie. S'il est judicieux d'associer à ces Pâques baroques les instrumentistes de la région, même un excellent musicien comme Estournet peut difficilement en quelques jours leur inculquer un style et décrypter les transparences secrètes de l'Offrande musicale.

L'opéra « sacré »

En revanche, le jour de Pâques à Notre-Dame d'Aix, on ne résistait pas à la folie et à l'enthousiasme de Michel Corboz dès le premier double chœur de la Passion selon saint Matthieu, de Bach. Porté aux nues naguère puis délaissé au moment de l'invasion des « baroqueux », Corboz reste un incomparable animateur de chœurs et un peintre à fresques; il donne une magnifique opulence sonore à ce grand « opéra » sacré, ouvre chaque page avec respect et mysticisme; ses chœurs brillent d'amour, ses foules frappent comme la foudre; seuls peut-être les accompagnements de certaines aires de solistes paraissent-ils un peu didactiques et rigides.

Mais il a renouvelé avec bonheur nombre de ses chanteurs où l'on remarque en particulier aujourd'hui l'évangéliste noble et chevaleresque de Frieder Lang, le magnifique

contralto de Bernarda Fink aux grandes envolées de ferveur douloureuse et son mari, Marcos Fink, un Christ très sobre dont l'émotion fait trembler la voix, Christa Goetze, soprano généreuse, etc. Le fameux ensemble vocal et instrumental de Lausanne garde la fraîcheur et l'envoie de ses lointains débuts, celles d'une assemblée de fidèles qui ne se lassent pas de relire comme actuel le drame de la Passion.

Le festival de Pâques à Aix-les-Bains se poursuit avec une audition intégrale, sans aucun doute mémorable, du Clavier bien tempéré de Bach par Scott Ross sur les instruments historiques du château du Touvet (ce lundi et vendredi 31 mars) et par deux autres programmes à la fin de la semaine, associant une myriade de petits maîtres allemands à Bach et à Schütz, en particulier lors du concert donné dimanche à l'abbaye de Haute-combe, sous la direction de Michel Daudin qui est l'âme de ce beau festival ardemment soutenu par les autorités locales. L'an prochain sera consacré à la musique sacrée de la péninsule ibérique avec de très grands interprètes tels que Jordi Savall.

JACQUES LONCHAMPT.

CIRQUE

Aladin-Palace aux Arènes de Lutèce

Un palais baroque

Avec le printemps, le cirque reprend la route. Et à Paris arrive un étonnant cabaret-cirque : l'Aladin-Palace.

On compte actuellement en France vingt-six entreprises de cirque disposant chacune d'une capacité d'au moins quinze cents places. Elles étaient à peine vingt il y a dix ans. Et parmi elles, beaucoup portaient un grand nom de la piste (Rancy, Amar, Métrano) disparus depuis. Aujourd'hui, une dizaine de cirques traditionnels (Gruss, Bonglione, Achille Zavatta) continuent à illustrer une dynastie. Les autres entreprises (Cirque Plume, Cirque Archéon) sont à l'origine des associations transformées il y a deux ans en petites structures d'art et d'essai, contribuant au renouveau, faisant revenir sous le chapiteau un public que l'on croyait perdu.

Trois millions de Français sont allés au cirque en 1988. C'est plus qu'il y a dix ans. Et ce renouveau conduit Alexis Gruss et Archéon à entreprendre de petites tournées européennes. Signe des temps, à Madrid, un chapiteau en dur se construit. Et de Zurich nous arrive un palais baroque sous un chapiteau de bois et des parcs de miroirs. L'animateur de ce cabaret-cirque est un ancien dessinateur, architecte, peintre, régisseur et acteur de Zurich : Ueli Hirzel.

Ueli Hirzel a déjà passé six ans dans l'univers du cirque quand il découvre au bout d'une plage hollandaise un bâtiment rococo qui, depuis 1920, a servi tour à tour de pavillon pour les Jeux olympiques d'Anvers, de théâtre ambulant, de salle de bal, puis de dancing, et enfin de baraque à saucisses. Avec une équipe légère, Ueli Hirzel remet d'aplomb ce qui est resté plus qu'une ruine brinquebalante. Autour de la piste restaurée sont déposées des tables de marbre et de petites alcôves où l'on peut s'asseoir le champagne comme déguster la soupe de potiron.

Au printemps de 1985, Ueli Hirzel ouvre Aladin-Palace à Zurich. Suivent des tournées à Bâle, Berne, Munich, Berlin et Genève. Hirzel suspend le mélange de cirque (sans numéro d'animant) et de music-hall burlesque d'une grosse pincée de poudre de perlimpinpin. Les vingt-cinq artistes de la troupe sont constamment des hommes-orchestre : le pianiste qui joue Bud Powell et Gertrude dans le clown; le garçon de café à la vitesse kamikaze rate les bouchons de champagne, se prend les pieds dans les planches avant de se transformer en l'homme volant, manipulateur de feu et acrobate au sol; la servante épatée chante et danse des claquettes; le virtuose de la trompette pédale sur un vélo en quête du sens de la vie.

CLAUDE FLÉOUTER. * Aux Arènes de Lutèce, à 20 h 30. Tél. : 42-66-34-34.

Mercedes-Benz France. Vente voitures de direction.



22 bis, bd Saint-Marcel 75005 Paris - tél. 43.31.82.50



MINITEL 3013 ARGATTO PAGE ACCUEIL TAPÉZ MDE

Légion d'honneur

Grande chancellerie

Est promu commandeur :
M. Jean Cosson, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers :
MM. Paul Fort, vice-président de l'Union des sociétés de l'Avignon de la société nationale Les Médailles militaires ; Louis Jolivet, président de la section des Côtes-du-Nord de la Légion d'honneur ; Alexandre Loyzance, ancien sous-préfet ; Guy Michaud, ancien professeur à l'université Paris-X.

Sont nommés chevaliers :
MM. Emile Dumanoir, ingénieur en chef honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Germain Fiechter, vice-président honoraire au tribunal de grande instance de Nanterre ; Jean Jourdan, instituteur en retraite ; Jean Maraval, ancien trésorier-payeur général ; Jean Mario, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale ; Maurice Meunier, inspecteur-chef honoraire de la police nationale ; M. Maria Skowronski, épouse Dupont, quarante ans d'activités sociales et de services militaires.

Premier ministre

Est promu commandeur :
M. Bernard de Bigant du Granet, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris.

Sont promus officiers :
MM. Pierre Chalmers, ancien ingénieur général de l'aviation civile ; Albert Finet, pasteur de l'Eglise réformée de France ; Pierre Thibon, sous-directeur à la direction des services administratifs et financiers ; Jean Villard, ancien directeur général de la sécurité.

Sont nommés chevaliers :
M. Paul Dini, président-directeur général de la société ; M. Alice Gueyffier, épouse Helleux, directrice de la Fédération nationale des écoles et des éducateurs ; MM. Paul Guyonard, chef de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées au secrétariat général de la défense nationale ; M. Martine Mouy, sous-directeur à la Documentation française ; MM. Jean-Luc Parodi, directeur de recherche au centre d'études de la vie politique française ; Jean-Marie Paret, président de la société ; Jean-Jacques Sarrailh, professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

PLAN

Est nommée chevalier :
M. Marie-Paule Brossard, épouse Marcy, ancienne secrétaire générale de l'Institut technique de prévisions économiques et sociales au Conservatoire des arts et métiers.

ENVIRONNEMENT

Sont nommés chevaliers :
MM. Marc Ambroise-Rendu, journaliste écrivain ; François Letourneur, directeur de la protection de la nature ; Roland Marth, secrétaire général de l'Institut de recherche économique et de planification, président du conseil d'administration du parc national des Ecrins.

ACTION HUMANITAIRE

Est nommée chevalier :
M. Henriette Taviari, présidente de France Terre d'Asie.

Educational nationale, jeunesse et sports

Sont promus officiers :
MM. Jean-Claude Diechamps, recteur de l'académie de Lille ; Robert Frank, professeur à l'université de Strasbourg ; Roger Gausson, dit Pierre-Roger, professeur à l'université de Saint-Etienne ; Daniel Mallet, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Georges Migon, professeur honoraire des universités ; M. Simone Simonin, née Delmas, inspecteur général de l'éducation nationale.

Sont nommés chevaliers :
M. Guy Aubert, directeur de l'école normale supérieure de Lyon ; M. Marie-Odile Bouteau, née Boudon, professeur certifiée de collège à Saint-Etienne ; Marie-Thérèse Bréant, née Molinie, professeur agrégée au Centre international d'études pédagogiques ; M. Edouard Buzin, directeur de département à l'école normale supérieure ; M. Denise Calmes, née Douchet, chef de travaux de lycée professionnel à Paris ; MM. Pierre Champagne, inspecteur général adjoint de l'administration de l'éducation nationale ; Alain Connes, professeur au Collège de France, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques ; François Cuzin, professeur à l'université de Nice ; Jean Darro, président de l'Union régionale des fédérations des œuvres laïques de Lorraine ; M. Jeanne Feneuille, née Lorge, inspecteur général de l'éducation nationale ; Michèle Gendreau, née Massaloux, recteur à l'académie de Paris ; MM. Jacques Glavieux, professeur au Collège de France ; Alain Guy, professeur émérite des universités ; Etienne Guyon, directeur du Palais de la découverte ; Michel Heyon, directeur de recherche au CNRS ; Jean Langlois, professeur à l'université Paris-VII ; André Legrand, directeur du ministère ; M. Danielle Lucas, née Ragnache, professeur de lycée technique à Paris ; MM. Yves Moulin, chef de service au ministère ; Jean-Claude Risse, directeur de recherche au CNRS ; Philippe Tappet, directeur du Muséum national d'histoire naturelle ; Bernard Toulmond, recteur de l'académie de Montpellier ; M. Jeanne Travallo, professeur d'enseignement général ; M. Charles Valdes, directeur au ministère.

JEUNESSE ET SPORTS

Est promu officier :
M. Raymond Malessot, inspecteur général honoraire de la jeunesse et des sports, président d'association de jeunesse et de sport.

Sont nommés chevaliers :
MM. Bernard Colas, président de la Fédération française de parachutisme ; Georges Domercq, membre de la commission centrale des arbitres de la Fédération française de rugby ; Roland Labure, responsable de mouvements de scoutisme français ; Marcel Lamotte, président de la Fédération nationale des offices municipaux de sport.

Economie, finances et budget

Est promu commandeur :
M. Jacques Lallemand, président de la Fédération française des sociétés d'assurance.

Sont promus officiers :
MM. Michel Albert, inspecteur général des finances, président de la société ; Louis Baudouin, trésorier-payeur général de la Haute-Garonne et de la région Midi-Pyrénées ; Jacques Etienne, conseiller maître de la Cour des comptes ; Pierre Labadie, chef des services d'expansion économique en Suisse ; Pierre Strohl, ancien secrétaire général de la Banque de France ; Guy Veyssade, conseiller juridique et fiscal.

Sont nommés chevaliers :
MM. Félix Barrière, trésorier-payeur général, payeur général de France en Allemagne, payeur général de la trésorerie aux armées ; René Boné, secrétaire général d'une confédération syndicale ; Pierre Bourrel, ancien conservateur des hypothèques ; Gérard Constant, directeur central de banque, chargé de mission dans une administration centrale ; M. Michel Constant, née Clota, ancien chef de section dans une banque ; Marguerite Dépière, née Reverdy, chef de section du Trésor dans une perception ; MM. Hubert Duflos de Saint-Amant, directeur général de banque ; Jacques Gangloff, président-directeur général d'une société d'assurances ; Michel Garibal, journaliste, président de l'Association des journalistes économiques et financiers ; M. Odette Hebrard, née Baris, agent d'administration principal des impôts ; MM. Claude Lachaux, inspecteur général des finances, chef de la mission de contrôle du Commissariat à l'énergie atomique ; Roger Leyras, contrôleur général dans une société d'assurances ; M. Thérèse Macle, contrôleur divisionnaire des impôts ; M. Didier Nivert, agent d'administration principal des impôts à Paris ; Antoine Orban, vice-président de banque ; Louis Rochefort, administrateur-directeur général de sociétés ; Paul Toulmond, président-directeur général honoraire de banque ; M. Albert Wilmann, directeur général d'une banque ; Fernand Zerbi, chef de groupe à l'administration centrale.

Fonction publique et réformes administratives

Est promu officier :
M. Jean-Marie Cosson, administrateur en chef des affaires d'outre-mer, en retraite, président de l'Alliance française de Nice.

Est nommé chevalier :
M. Paul Sabourin, professeur de droit public à l'université Paris-V.

Affaires étrangères

Est promu commandeur :
M. Claude Arnaud, ambassadeur de France.

Sont promus officiers :
MM. Louis Bourou, ancien conseiller des affaires étrangères ; Paul Guy, ancien ministre plénipotentiaire ; Pierre Kauffmann, ancien ministre plénipotentiaire.

Sont nommés chevaliers :
MM. André Badamier, ancien secrétaire administratif ; Jean Brochenin, premier conseiller à l'ambassade de France en Suisse ; Marcel Causse, ambassadeur de France en Guinée équatoriale ; François Soule-Sauvillat, conseiller général de France à Hongkong ; Henri Thibon, ambassadeur de France au Nigeria.

PROTOCOLE

Est promu officier :
M. Berthe (née Betty) Winkler, née Dabiane, journaliste, écrivain (France).

Sont nommés chevaliers :
MM. Francis Blanchard, ancien fonctionnaire international ; Elie Bouet, directeur général d'une société d'électronique au Portugal ; Paul Collares, ancien professeur de mathématiques ; Guy Jacques, ancien vice-président d'une organisation internationale ; Jean Jaume, président d'une association de concessionnaires automobiles ; Raphaël Lange, représentant d'une banque au Brésil ; Thierry Monnier, chef des relations extérieures d'une organisation internationale ; Ferdinand Peimont, directeur général d'une compagnie pétrolière en Angola ; M. Célia Reich, née Bertin, écrivain (Etats-Unis d'Amérique) ; MM. Pierre Sarre, administrateur d'un restaurant d'un collège ; Noël Tribillac, juge délégué du vignier français en Autriche.

ÉTRANGERS EN FRANCE

Sont nommés chevaliers :
MM. John Littleton, auteur, compositeur, chanteur ; Erik Torben-Mortensen, couturier.

Par décret publié au Journal officiel du 26 mars, de nombreuses personnalités ont été promues au grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur. Parmi elles, MM. Jean Panhard, président du Salon de l'Automobile de Paris, Maurice Allais, prix Nobel d'économie, Bernard de Bigant du Granet, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, Jean Cosson, conseiller honoraire à la Cour de cassation, Georges Cravanne, PDG de sociétés et organisateur, et Jean Dasté, comédien et directeur du Centre dramatique national de Saint-Etienne. M. Elvire Popesco, artiste dramatique, est également promu au grade de commandeur.

Parmi les autres personnalités promues ou nommées on relève les noms de MM. Michel Albert, président des AGF, Charles Libman, avocat au barreau de Paris, Paul Billeloux, auteur dramatique, et Jean-Louis Curdis, écrivain, membre de l'Académie française, Paul Dini, président du directoire du Dauphiné libéré, M. Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'Académie de Paris, M. Claude Cances, directeur adjoint de la police judiciaire à Paris.

Plusieurs journalistes font également l'objet d'une distinction, notamment Michel Garibal, président de l'Association des journalistes économiques et financiers, Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, promu officier, et Marc Ambroise-Rendu, journaliste au Monde, nommé chevalier au titre de l'environnement.

Justice

Sont promus commandeurs :
MM. Jean Aubouin, président de la chambre à la Cour de cassation ; Paul Tengen, conseiller d'Etat honoraire.

Sont promus officiers :
M. Myriam Bader, épouse Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris ; MM. Alain Bernard, conseiller honoraire à la Cour de cassation ; Jean Dupuis, procureur général près la cour d'appel d'Agde ; Gilbert Ginsberger, avocat général près la cour d'appel de Paris ; Robert Joffroy, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris ; Charles Libman, avocat au barreau de Paris ; Jacques Lorge, avocat au barreau de Besançon, ancien bâtonnier ; Pierre Minguy, président honoraire du tribunal de grande instance d'Angers ; Henry Roson, conseiller d'Etat ; Claude Soule-Sauvillat, conseiller à la Cour de cassation.

Sont nommés chevaliers :
MM. Edmond Alphonse, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Albi-en-Provence ; Jacques d'Almeida, premier président de la cour d'appel de Riom ; Jean-Pierre Ansel, conseiller à la cour d'appel de Paris ; Jacques Bezin, notaire à Nogent-sur-Seine ; M. René Chénier, conseiller à la Cour de cassation ; Jean-François de la Roche, avocat au barreau de Paris ; Paul Bonnard, président de chambre à la cour d'appel de Rouen ; Jacques Bousin, président du tribunal de grande instance de Nanterre ; Bernard Buisson, avocat au barreau de Paris, ancien conseiller à la Fédération nationale de l'Union des jeunes avocats ; Michel Carnet, premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris ; Jean Deschamps, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Jean-Michel Dizein, président de section au conseil de prud'hommes de Paris ; Louis Dornier, vice-président du tribunal de commerce de Paris ; Marc Durand-Viel, conseiller d'Etat ; René Hardy, procureur général près la cour d'appel de Nancy ; M. Christiane Joyeux, attaché principal d'administration centrale ; MM. Pierre Lyon-Caen, président du tribunal de grande instance de Poitiers ; Pierre Malgouyres, conseiller à la Cour de cassation ; Jacques Mercier, commissaire-priseur associé à Lille-Roubaix, président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs ; Hector Millereux, conseiller à la Cour de cassation ; Raymond Ouzane, président de chambre à la cour d'appel de Montpellier ; Roger Sandmann, ancien avocat.

Défense

Est promu officier :
M. Dominique Deveaux de Lavergne, ancien ingénieur navigant d'essai.

Sont nommés chevaliers :
MM. Norbert Couderc, administrateur civil, sous-directeur au ministère ; Robert Duval, administrateur civil ; Maurice Fournet, ingénieur dans un service de l'Etat ; M. René Gaudin, administrateur de l'Institut national de la statistique et des études économiques ; Pascal Lecomte, administrateur civil, sous-directeur au ministère ; M. René Malgouyres, conseiller à la Cour de cassation ; René Morin, directeur dans une société.

Intérieur

Est promu commandeur :
M. Jean Perier, préfet, président du conseil d'administration des Houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais.

Sont promus officiers :
MM. Louis Anglard, ancien adjoint au maire de Milon (Seine-et-Marne) ; Jean Auzolat, commandant, chef des services opérationnels à la direction départementale des services d'incendie et de secours des Pyrénées-Orientales ; Charles Barbeau, conseiller d'Etat ; Daniel Demu, ancien maire de Duravel (Lot) ; Raymond Hermal, administrateur civil, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration ; Gilbert Masson, préfet honoraire ; M. Jean Perrin, curé de Faremoutiers (Seine-et-Marne) ; Joseph Planieix, vice-président du conseil général du Puy-de-Dôme ; Raoul Rousseau, ancien député de la Dordogne, maire de La Chapelle-Gaucher.

Sont nommés chevaliers :
MM. Christian Achard, secrétaire général de la préfecture de la Vendée ; Ali Allet, président de la communauté musulmane de Vancluse ; Armand Balaret, maire de Sermont-sur-Loire (Nièvre) ; Maurice Belleaud, conseiller régional d'Aquitaine, maire de Lormont ; Hubert Boizings, pilote de Canard ; Yves Boudry, inspecteur général de l'administration ; Claude Cances, commissaire divisionnaire de la police nationale ; Jean-Marc Chadne, adjoint au directeur des transmissions et

TOURISME

Sont nommés chevaliers :
MM. Bernard Attali, président-directeur général d'Air France ; Pierre Barthes, président-directeur général de la société ; l'abbé Marcel Lelegard, conservateur des antiquités et objets d'art de la Manche.

Affaires européennes

Sont nommés chevaliers :
MM. Pierre de Bousson, chef de service de la coopération économique à la direction des affaires économiques du ministère des affaires étrangères ; Jean-Claude Hiral, inspecteur général des finances ; Yves Martin, ingénieur général des mines, conseil général des mines.

Equipement et logement

Sont promus officiers :
MM. Pierre Arboiteau, inspecteur général de l'équipement ; Henri Bouquet, président d'une société d'économie mixte de rénovation urbaine et de construction ; Serge Stracchi, entrepreneur de bâtiment et de travaux publics.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean Bard, vice-président, directeur général, groupe de construction ; Jacques Breton, président du Conseil supérieur des géomètres-experts ; Emile Margues, président du comité professionnel des organismes de prévention de la construction ; Paul Pelletier, ingénieur général des ponts et chaussées ; Robert Fehon, directeur régional de l'équipement de Bretagne ; Jean-Marie Perrin, directeur départemental de l'équipement des Hauts-de-Seine ; Julien Richard, ancien directeur général d'une société de crédit immobilier ; Roger Voisin, dit Jean-Roger, président de la Fédération parisiens du bâtiment ; Pierre Zemor, maire adjoint de Cachan.

TRANSPORTS ET MER

Est promu commandeur :
M. Jean Panhard, président du « Mondial de l'Automobile » (Salon de Paris).

Sont promus officiers :
MM. Maurice Bourgois, directeur général adjoint, directeur du réseau routier de la Région parisienne ; Michel Riquier, retraité de la SNCF, vice-président du comité économique et social de la région Picardie.

Sont nommés chevaliers :
MM. André Delepoelle, représentant de la zone de Dunkerque représentant au conseil maritime de l'épiscopat ; Claude Gressier, directeur des transports terrestres au ministère ; Claude Paret, directeur d'un centre de production maritime.

MER

Est promu officier :
M. Alain Grill, directeur général des Chantiers de l'Atlantique, président du comité européen des constructeurs de navires.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean Lagarde, président d'Europêche ; Vincent Nedellec, président de la Fédération nationale des professionnels de la marine marchande.

Travail, emploi et formation professionnelle

Sont promus officiers :
MM. Jean Bréchet, ancien directeur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barde, ancien fondateur de l'association pour l'emploi des cadres ; Guy Delamarque, président d'audience d'un tribunal des prud'hommes ; Pierre Meyer, président d'une fédération nationale des syndicats de professeurs représentant les cadres de la représentation commerciale ; Paul Piatoux, professeur honoraire de la faculté de médecine de Paris.

Sont nommés chevaliers :

MM. Etienne Bonnard, avocat au barreau du Cameroun ; Jacques Bugnot, secrétaire adjoint d'une organisation non gouvernementale ; André Labadie, commissaire de sociétés en Côte-d'Ivoire ; Georges Ravellomony, dit Ravel, journaliste ; François Vuaroch, adjoint à un chef de service à l'administration centrale ; René Weber, chef du cabinet médical du ministre de la coopération et du développement et des DOM-TOM.

Culture, communication, grands travaux et bicentenaire

Sont promus commandeurs :
MM. Pierre Brumberger, producteur, distributeur de films, exploitant de salles de cinéma ; Joseph Cravanne, dit Georges Cravanne, président-directeur général de la société ; Jean Dasté, comédien, directeur du Centre dramatique national de Saint-Etienne ; M. Elvire Popesco, épouse Foy, dite Elvire Popesco, artiste dramatique, présidente d'honneur d'un théâtre.

Sont promus officiers :
MM. Paul Billeloux, auteur dramatique, producteur et réalisateur à la radio-télévision ; Sylvain Gagnière, conservateur en chef du Palais des papes ; Yves Gayard, journaliste ; Louis Laffitte, dit Curtis (Jean-Louis), écrivain, membre de l'Académie française ; Claude Parent, architecte ; Jean Richard, comédien ; Raymond Saragat, affilié.

Sont nommés chevaliers :
M. André Aynard, épouse Putman, architecte d'intérieur ; MM. Yves Boiret, architecte en chef et inspecteur général des monuments historiques ; Bruno Cremer, comédien de théâtre et de cinéma ; Olivier Delort, peintre, chef d'atelier de peinture à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts ; Pierre Jean Dard, fondateur et animateur d'une association ; Gabriel Gersztemkorn, dit Garzan, metteur en scène, fondateur du Théâtre international de langue française ; Roger Gercault, secrétaire général de la confédération des métiers d'art ; Claude Langmann, dit Claude Berli, auteur, réalisateur, producteur et distributeur de films ; Jean-Marie Manroy, artiste dramatique, chargé de mission auprès de la direction régionale des affaires culturelles d'Alsace ; Guy Perriand, rédacteur en chef d'une lettre hebdomadaire ; M. Krishna Roy, épouse Riboud, vice-présidente du Centre international des textiles anciens ; M. Marie-Agnès de Saint-Phalle, épouse Tinguely, dite Nina de Saint-Phalle, sculpteur, peintre, architecte ; Jacques Seguela, publicitaire.

COMMUNICATION

Sont promus officiers :
MM. Claude Julien, journaliste ; Jacques Tappet, directeur du bureau central des papiers de presse.

Sont nommés chevaliers :
MM. André-Louis Lemaire, rédacteur en chef, chef du service des relations et échanges internationaux d'une radio ; Gérard Lignac, président-directeur général d'un quotidien régional ; Alfred Sepelevich, dit Alfred Gerson, administrateur adjoint d'un quotidien ;

Départements et territoires d'outre-mer

Sont nommés chevaliers :
MM. Philippe Desportes, exploitant agricole à la Martinique ; Jean-Jack Eliot, ancien directeur général de sociétés à la Guadeloupe ; Jean Juvenin, président de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ; Jean-René Laborde, directeur départemental adjoint des impôts à la Réunion.

Agriculture et forêt

Sont promus officiers :
MM. Robert Angros, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Paul Bres, architecte en retraite ; Claude Langlade-Demoyen, directeur à l'assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Sont nommés chevaliers :
MM. Robert Aubien, conseiller d'encadrement à la chambre d'agriculture de la Dordogne ; Norbert Clero, agriculteur-éleveur, président de la caisse régionale de crédit agricole mutuel des Côtes-du-Nord ; Henri Demange, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de l'Avignon ; André Fos, président-directeur général d'une société d'études spécialisées dans le développement rural ; Ernest Juillan, agriculteur, président du syndicat des arrosants et du syndicat d'assainissement de Verquignes ; Adrien Gouxet, greffier honoraire du tribunal de commerce de Paris ; Jacques Lamotte, pisciculteur ; Edie Le Pelletier de Woullemon, vicaire ; François Levacher, ancien agriculteur, président du syndicat central pour l'achat et la vente de produits agricoles de Choix ; Georges Rognier, médecin de campagne ; Marcel Royer, retraité de l'éducation nationale, directeur honoraire d'organisations professionnelles agricoles ; Jean-Louis Tisserand, professeur à l'Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées de Dijon.

Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers :
MM. Roland Bonnot, directeur des services législatifs du Conseil économique et social ; Jacques Joaze, médecin, de l'Assemblée nationale ; M. Chantal Kerbec, née Jud, directrice du personnel du Sénat.

(A suivre.)

Le Monde ECONOMIE

LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE

Quand les banquiers deviennent actionnaires

« **L**ES chefs d'entreprise ne cessent de venir frapper à notre porte pour nous demander d'entrer dans leur tour de table, de suivre leurs augmentations de capital, voire d'augmenter notre participation », constate René Thomas, président de la BNP, première banque commerciale française, en commentant le 23 mars son rapprochement avec l'UAP, le numéro un national de l'assurance.

« Notre alliance augmentera notre capacité de répondre à leurs besoins, ajoute-t-il, car le seul convalescent que les banques, tout comme les autres institutions financières, ont un rôle à jouer dans la restructuration et la consolidation du capital des entreprises. »

Ces relations entre banquiers et dirigeants d'entreprise sont nouvelles, mais réelles, comme en témoigne l'évolution des titres de participation détenus par les banques commerciales classiques, qui marquent un décollage spectaculaire à partir de 1987 (voir graphique). Pour ne prendre que l'exemple de la Société générale, le portefeuille de ses grandes participations (CGE, Havas, Canal Plus, Compagnie de Navigation Marseillaise, La Redoute, Accor, Derivail, Printemps, Manito...) a doublé de fin 1987 à fin 1988 pour atteindre 8 milliards de francs.

Un modèle allemand

Traditionnellement, et jusqu'à ces dernières années, les banquiers français considéraient qu'ils n'avaient pas à s'occuper de la gestion des entreprises, mais qu'ils devaient leur fournir des crédits, limités, destinés à leur permettre de réaliser des projets à court terme.

Il se démarquent ainsi nettement de leurs homologues d'outre-Rhin. « Il y a historiquement une interénération très forte entre le système bancaire et le système industriel en RFA », souligne Yves Gomez, directeur adjoint à la banque Paribas, chargé de l'Allemagne. Les banques allemandes détiennent des participations importantes dans

les entreprises nationales : il n'est que de citer les 25 % de la Deutsche Bank, numéro un du pays, dans Daimler-Benz, premier groupe industriel de RFA et d'Europe, pour donner une idée de leur puissance.

Cette présence est encore amplifiée par les mandats en blanc qu'elles détiennent, liés aux portefeuilles de titres déposés dans leurs coffres, et qui leur permettent d'avoir un rôle prépondérant dans les votes. En outre, les conseils de surveillance des sociétés allemandes comptent toujours parmi leurs membres un représentant de l'État-major de la ou des deux principales banques de la firme. Leur influence ne se limite d'ailleurs pas aux grandes entreprises mais s'étend aussi aux « moyennes-grosses », qui font la force du tissu industriel allemand.

Quelles sont les raisons qui font évoluer les banquiers français vers un modèle allemand ? Pour répondre, encore faut-il juger avec prudence cette évolution, les chiffres ne traduisant pas la profondeur, réelle ou non, du changement des mentalités. Les causes sont en tout cas à chercher autant du côté des banques que des entreprises et de l'environnement économique général.

L'amélioration très nette des résultats des entreprises depuis deux à trois ans — 1988 enregistré, de ce point de vue, de nouveaux records — leur a permis de se désendetter massivement. Selon la Banque de France, le taux d'endettement, qui atteignait 51,4 % à fin 1986, s'est infléchi à 46,2 % à fin 1987.

Dans leur développement, les chefs d'entreprise ont pu à peu près substituer à leurs banquiers pourvoyeurs de crédits des marchés financiers devenus généreux et moins coûteux (voir graphique). La mutation n'empêche d'ailleurs pas les Français d'être en retard sur leurs principaux partenaires européens. Si le pourcentage des fonds propres dans le bilan des entreprises a crû de 11,6 %

Comme leurs homologues d'outre-Rhin les banques françaises entrent dans le capital des sociétés. Mais jusqu'où ira leur soutien ?

fin 1984 à 19,2 % fin 1986, il reste inférieur à celui de la RFA (24 %) ou du Royaume-Uni (46 %).

Ce comportement des chefs d'entreprise ne pouvait manquer d'avoir des conséquences sur celui des banquiers. Délaissés pour les prêts — c'est particulièrement vrai de la part des grandes entreprises, qui accèdent plus facilement que les

PME aux marchés financiers, — il leur fallait intervenir autrement et aller là où était la demande. Outre le développement de leurs fonctions de conseillers dans les opérations d'ingénierie financière ou de rapprochement d'entreprise et d'intermédiaires sur les marchés financiers (les émissions de billets de trésorerie,

par exemple, se font essentiellement par leurs soins), les banquiers ont été amenés à repenser leur stratégie en faveur des entreprises.

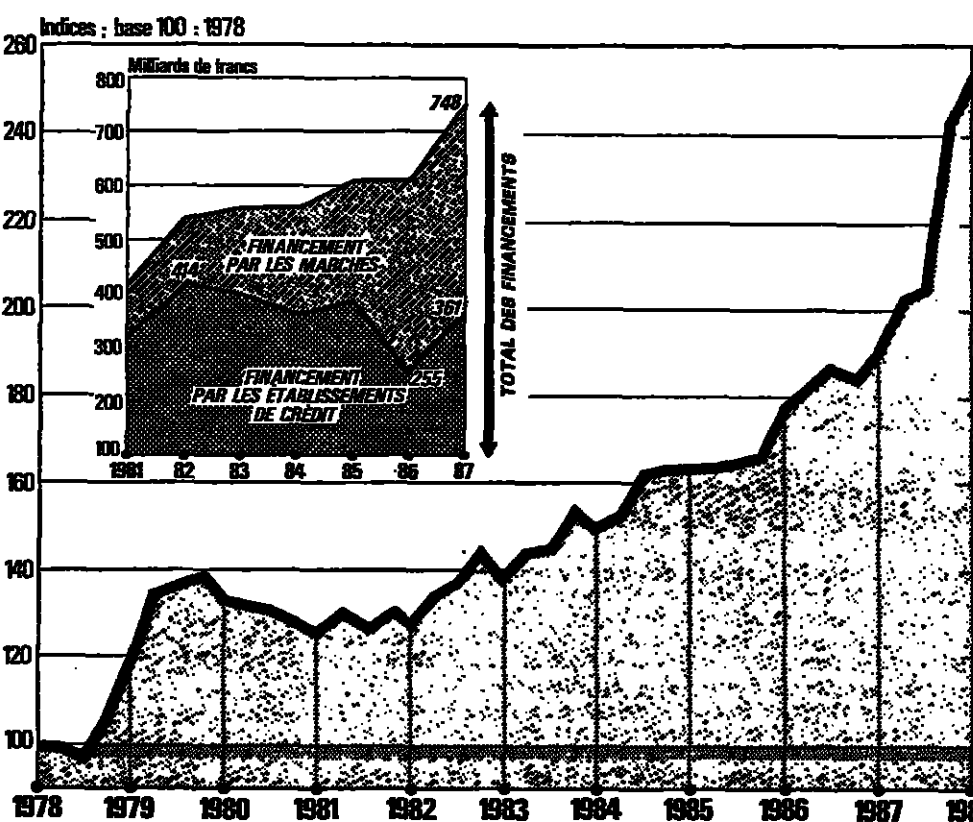
Plusieurs éléments les y ont poussés. D'une part, l'amélioration de leurs fonds propres, encore loin, là aussi, d'atteindre le niveau de leurs concurrents étrangers, leur a permis de mobiliser une partie de leur capital au service des entreprises nationales. De l'autre, la privatisation et l'ouverture des frontières dans la perspective du marché unique de 1993 ont eu un effet d'accélération.

Le retour au privé des principaux groupes français à partir de 1986 par

exemple, se font essentiellement par leurs soins), les banquiers ont été amenés à repenser leur stratégie en faveur des entreprises.

Soucieux de trouver d'autres débouchés, les banques ne se sont pas cantonnées aux grands groupes, mais s'intéressent aussi, depuis peu, aux PME, en manque notoire de fonds propres et confrontées depuis quelques années à des problèmes de succession avec la disparition de leurs fondateurs d'après-guerre. Conscients du marché potentiel fabuleux que cela représente pour elles, les banques ne savent pas encore très bien comment appréhender celui-ci.

Peu férus jusque-là de capital-



Le décollage des titres de participations

Les titres de participations ont connu une progression très forte à partir de 1986 pour atteindre une vingtaine de milliards de francs fin 1988. Ces chiffres n'incluent ni les participations dans les filiales des banques, ni les titres de placements (qui peuvent comprendre des « paquets » d'actions).

L'évolution des sources de financement des entreprises a subi un renversement de tendance en 1987. L'important effort d'investissement a entraîné un regain d'intérêt pour les emprunts : leur part est passée de 42 % des titres en 1986 à 48 % en 1987 (donc descendant des 63 % de 1985), en même temps que les marchés financiers continuaient à progresser.

(Sources : Association française des banques et conseil national de crédit).

LA FRANCE, LA FISCALITÉ ET LA CEE

Le mythe des frontières

En attendant l'unification des taux de TVA pourquoi ne pas déplacer les contrôles douaniers aux lieux de départ et d'arrivée des marchandises ?

par JACQUES CALVET (*)

seraient mis en place des mécanismes de compensation et de contrôle afin de permettre à chaque Etat membre de la Communauté de recouvrer la part des recettes fiscales lui revenant.

Des distorsions de concurrence

En confondant ainsi frontières fiscales et frontières physiques, la Commission crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Le premier effet d'un tel dispositif serait d'engendrer rapidement d'importantes distorsions de concurrence. Le paradoxe serait dès lors total entre une volonté affichée d'harmonisation et la substitution à un système neutre (le système actuel de TVA) d'un système pervers.

Avec des taux de TVA pouvant, pour un même produit, connaître un écart maximum de 5 à 6 points, des détournements importants de trafic ne manqueraient pas de se produire au sein de la zone économique dont le taux d'imposition serait situé dans le haut de la fourchette, et l'on sait que la France serait dans ce cas. Les particuliers mais également toutes les entreprises et les organismes qui ne peuvent pas déduire de leur propre dette fiscale la TVA qui leur est facturée (banques, assurances, collectivités locales, associations, hôpitaux) auraient intérêt à se fournir dans les pays pratiquant les taux les plus faibles.

Certaines entreprises — de ventes par correspondance par exemple — seraient amenées à déplacer leurs activités vers les Etats à taux faibles. Enfin, comme les produits importés de l'extérieur de la Communauté seraient frappés au taux en vigueur dans le pays d'importation, pour circuler ensuite librement à l'intérieur de la Communauté, les importateurs pourraient choisir le port ou l'aéroport du pays pratiquant le taux de TVA le plus faible. La cargaison d'une péniche remontant le Rhin pourrait être taxée à 20 % dans le port de Strasbourg, mais à 14 % dans le port de Kehl, avec un simple pont à traverser pour être immédiatement livrée à Strasbourg.

Si l'on reprend l'exemple des relations entre la RFA et la France, la « délocalisation » pourrait aller plus loin et ne pas se limiter à un phénomène frontalier. Les filiales allemandes ou les importateurs de produits allemands en France pourraient se transformer en simples commissionnaires ou courtiers, vendant, en France, des produits supportant le taux de TVA allemand, inférieur à celui de la TVA française.

Rien ne permet de penser que ces phénomènes seraient limités par le fait que la TVA est « récupérée » par la plus grande partie des entreprises. D'abord, la simple recherche de la diminution du crédit de TVA qu'elles

financent conduirait ces entreprises à se fournir dans les pays à faible taux, ou à importer en transitant par ceux-ci. En outre, le groupe des marchandises dans le commerce international pousserait les achats des entreprises vers les pays à faible taux.

Une première conclusion s'impose : seule une stricte égalité des taux de TVA pesant sur un même produit dans les douze Etats de la CEE pourrait éviter ces distorsions. Ce qui renvoie au débat que j'évoquais au début : la perte de recettes fiscales qu'un abaissement d'assez grande ampleur du taux de TVA impliquerait pour la France est-elle supportable pour notre pays ?

Deuxième conclusion découlant de la première : l'harmonisation fiscale, souhaitable pour réaliser le marché unique, doit se faire par un plan à long terme d'unification des taux de TVA par produit. Ainsi seulement sera rendu acceptable le « financement » de la baisse des taux de TVA dans les pays à taux fort et l'acceptation de la hausse de la fiscalité sur les produits de première nécessité dans les pays à taux actuellement faible.

Les risques de fraude

Je comprends, cependant, l'intérêt et l'attrait, du fait de son aspect symbolique, de l'objectif fixé par la Commission d'une suppression des frontières physiques aux échanges économiques. J'adhère aussi à l'idée qu'il faut tenter de réaliser cet objectif dès le 1^{er} janvier 1993 et non pas au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan d'harmonisation des taux évoqué plus haut.

(Lire la suite page 14)

(*) FOG de Peugeot SA

leur mise en vente sur le marché les rendait extrêmement vulnérables aux appétits d'attaquants étrangers, généralement dotés de confortables trésors de guerre. C'est pour répondre à ce handicap qu'Edouard Balladur, alors ministre de l'économie, mit en place la procédure des « noyaux durs ». A cette occasion, les banques sont entrées dans le capital de plusieurs entreprises — ce fut notamment le cas de la Société générale dans la CGE, Havas et TFI.

Cependant, leur intervention n'est pas limitée aux privatisations. L'insuffisance des fonds propres étant une caractéristique générale de l'industrie française, les sociétés privées ont également cherché à consolider leur actionnariat, à la fois pour se protéger contre d'éventuels assaillants et pour se donner les moyens d'assurer leur développement.

La course à la taille critique

Afin d'acquiescer la taille critique au niveau mondial, la croissance interne ne suffit plus dans bien des secteurs, et seules des acquisitions permettent aux Français de prendre des positions dans le peloton de tête. Les occasions d'achat se sont multipliées au cours de ces dernières années, nombre de groupes, aux Etats-Unis notamment, désinvestissant des branches entières pour se recentrer sur un ou deux métiers de base.

Dans cette course à la taille critique, les sociétés françaises ne peuvent se contenter de faire appel à la Bourse et à son actionnariat atomisé, par peur de se fragiliser encore un peu plus. Les patrons, qui ne veulent plus tirer sur leurs lignes de crédit, ont découvert que leurs banquiers pouvaient tenir le rôle de grands actionnaires capables de mettre sur la table plusieurs milliards de francs et de s'engager durablement à leurs côtés.

La nature privée ou publique dudit banquier n'a désormais plus guère d'importance. Après la nationalisation de 1982, qui devait faire du secteur bancaire l'un des bras séculiers de l'Etat socialiste pour la mise en œuvre de sa politique industrielle, la réalité a repris ses droits. L'autonomie de gestion liée aux entreprises publiques, et que plusieurs ont mise à profit depuis lors, a rapidement convaincu les chefs d'entreprise que l'entrée dans leur capital de la BNP ou du Crédit lyon-

risque, elles se dotent de structures qui leur permettent d'accompagner la PME dans leur expansion. Ainsi la BNP vient-elle de créer une filiale, BNP Développement, destinée à apporter des fonds propres à des entreprises régionales en croissance.

Ce nouvel état d'esprit donnerait-il réellement naissance à un changement culturel en profondeur ? Jusqu'où ira l'implication des banques dans la stratégie des entreprises dont elles sont devenues actionnaires mais qui restent leurs clients, créant ainsi une source de conflits d'intérêt ?

Au-delà de leurs motivations commerciales (déployer leurs actions là où se trouve le marché) et financières (s'assurer un investissement rémunérateur en dividendes et porteur de plus-values), les banquiers ont-ils engagé une réflexion stratégique à long terme les amenant à intervenir dans tel ou tel secteur, dans telle ou telle société, jugée prioritaire pour l'économie nationale ? Seront-ils prêts contre vents et marées à soutenir une de leurs « affiliées » le jour où la conjoncture ne sera plus aussi brillante ?

Il n'est pas sûr qu'on les voie prendre avec la même détermination le chemin de la Deutsche Bank, qui, à la fin de l'année dernière, a pris le contrôle de Klockner, société de négoce qui avait perdu quelque 2 milliards de francs sur les marchés pétroliers, pour la sauver de la faillite. Il n'est que de se souvenir du traumatisme qu'avaient déclenché dans le milieu bancaire français les difficultés de Creusot-Loire.

S'il résiste aux coups de tabac de la conjoncture, cet actionnariat stable que les banques se targuent de constituer résistera-t-il aux propositions alléchantes que ne manqueront pas de lui faire les initiateurs d'une OPA ? Car tel est bien l'aboutissement de la présence des banques allemandes dans les entreprises d'outre-Rhin : empêcher toute OPA, notamment étrangère, ce sont elles qui organisent les rapprochements à l'amiable. Au point d'ailleurs que l'Office fédéral des cartels s'était ému de leur trop grande puissance et du risque qu'elle faisait courir à la concurrence, et avait proposé de limiter à 5 % leur participation dans des entreprises non bancaires. On n'en est pas encore là en France.

CLAIRE BLANDIN

La chronique de Paul Fabra

Pourquoi il faut réduire la dette des pays en voie de développement

Si le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, veut vraiment engager une sérieuse négociation sur la réduction des dettes des pays en voie de développement, il devra apporter plus que de simples retouches aux recommandations qu'il a faites récemment à ce sujet — et à l'égard desquelles la Maison-Blanche a pris, à peine étaient-elles annoncées, de prudentes distances. Les premières réactions qu'elles ont suscitées semblent avoir confirmé le soupçon qu'on pouvait avoir (notre précédente chronique parue sous le titre « Endettement : les mots et les faits ») que, sous leur forme actuelle, elles s'inscrivent, malgré leurs apparences novatrices, dans la lignée d'une « stratégie » tout entière tournée vers la sauvegarde des intérêts des banques créancières, au détriment, s'il le faut, de ceux des débiteurs.

Trois significatives ont été les critiques formulées par les bénéficiaires supposés. Si S. Brady s'était contenté de proclamer que M. Brady « ne va pas assez loin » dans la voie de l'allègement proposé, on pourrait se borner aussi à mettre leurs réserves au compte d'une certaine démagogie, ou bien n'y voir qu'une simple manœuvre tactique en vue d'aborder la discussion dans la moins mauvaise position possible.

Cependant, les griefs faits au « plan Brady » par le ministre des finances du pays-test, le Mexique, auquel Washington entend réserver en priorité ses faveurs, réelles ou fictives, ont été beaucoup plus embarrassants. A l'occasion de la récente assemblée générale de la Banque internationale de développement, tenue à Amsterdam, M. Pedro Aspe s'en est pris aux méthodes déjà utilisées sur les marchés, mais dont M. Brady voudrait encourager la pratique pour diminuer par conversion les dettes.

Pour le ministre mexicain, les opérations de swaps, consistant à échanger une créance bancaire sur un débiteur mexicain contre une participation au capital d'une société mexicaine, ne peuvent être multipliées sans causer de graves dommages au budget (déjà lourdement déficitaire) et à la monnaie nationale (déjà menacée de parution). De deux choses l'une : ou bien le rachat de la dette extérieure, libellée en dollars, n'est rendu possible que par émission de pesos par la Banque du Mexique, et c'est

la relance de l'inflation, aujourd'hui préliminairement contenue par des contrôles de toutes sortes ; ou bien, solution plus orthodoxe, les pesos sont empruntés, mais c'est autant de prélevé sur une épargne nationale insuffisante. Comme le taux d'intérêt sur le marché mexicain est beaucoup plus élevé que sur le marché international, la substitution d'un endettement interne à un endettement externe se traduit par un abaissement des charges budgétaires. C'est un fait que le Mexique a suspendu les swaps depuis plusieurs mois et que le Brésil vient de les reprendre pour des montants limités. Le « plan Brady » proposerait ce dont les pays intéressés ne veulent plus sauf au compte-gouttes.

Quant aux grandes banques étrangères, surtout américaines, solidement installées sur place depuis longtemps, elles semblent disposées à vendre au rabais certaines de leurs créances si cela leur donnait le droit d'acquiescer des affaires qu'elles considéraient bien et qui leur promettaient d'importantes plus-values. Trois jours après le discours de M. Brady, le Wall Street Journal titrait : « Plusieurs grosses banques américaines sont en position d'encassembler de considérables bénéfices si le plan est adopté. »

Il est possible aussi que le secrétaire américain ait commencé par faire miroiter aux créanciers de nouvelles occasions de profits avant de passer aux propositions moins attrayantes pour eux. Si tel est le cas, c'est l'autre aspect du dossier qu'il conviendrait d'examiner au fond avant de se précipiter de bon dans la voie de la renonciation, fût-elle partielle et conditionnelle, à ce qui reste, qu'on le veuille ou non, bel et bien dit. Dans notre chronique de la semaine passée, nous avons mis l'accent sur l'absence de considération pour les besoins des débiteurs. Il serait trop facile d'en conclure que toute remise de dettes serait a priori un progrès, comme si le non-respect des engagements pris n'était pas en toutes circonstances un acte grave.

On se contentera ici de passer en revue les principaux arguments mis en avant par les banques et, au-delà d'elles, par tous les gouvernements occidentaux — pas seulement américains — pour maintenir le principe, en effet essentiel à la bonne marche d'une économie, selon lequel toute somme empruntée est une somme due.

Le premier de ces arguments est que toute entorse à ce principe constituerait un danger pour la sécurité du crédit public et privé et, par là, à porter atteinte non seulement aux intérêts immédiats des créanciers mais aux intérêts futurs des pays qui continueraient à avoir le plus besoin des capitaux étrangers.

Ce sont, à n'en pas douter, de très fortes raisons que l'on pourrait justifier par autre chose encore que par la morale utilitariste. Mais, si pertinentes soient-elles, elles ne doivent pas empêcher de tenir compte des circonstances, en effet très particulières, dans lesquelles ces prêts ont été consentis au cours de la période de presque dix années consécutives — 1972-1973-1982 — pendant laquelle les crédits bancaires aux pays en voie de développement d'Amérique latine et de quelques autres régions croissent au rythme fantastique de 20 % à 30 % par an, parfois davantage. Cette progression s'explique par la rencontre inéluctable de deux sortes de protagonistes qui, ordinairement, ne jouent jamais très longtemps ensemble.

On s'en souvient, les débiteurs notoirement prodigues ou incapables, n'accordant qu'une attention très distraite à la gestion de leurs propres affaires. Tel était le cas pour la plupart des pays aujourd'hui les plus lourdement endettés — Mexique, Argentine, Philippines et beaucoup d'autres, — qui menaient une politique budgétaire extrêmement relâchée, entraînant un secteur public pléthorique et profondément enfoncé « dans le rouge », subventionnant

de vastes pans de l'économie privée. D'un autre côté, se présentaient des créanciers disposés à prêter à de tels emprunteurs — et leur prêter beaucoup. On a reconnu les grandes banques commerciales, promptes à accorder d'énormes crédits au Mexique parce qu'il avait du pétrole — un produit dont le prix était censé ne pouvoir évoluer qu'à la hausse — et au Brésil parce qu'il n'en avait pas.

N'insistons pas ici sur le facteur qui a favorisé le rapprochement de deux éléments dont l'un, en général, ne tarde pas à fuir l'autre. Rappelons seulement que le catalyseur était non moins inhabituel, né d'une mystification politico-financière d'une ampleur sans précédent. On allait bientôt faire croire, au lendemain de l'événement majeur que constituait l'effondrement du système monétaire de Bretton-Woods (survenu entre 1971 et 1973), que l'inflation, les déficits de balances des paiements — et notamment ceux du tiers-monde — la montée des taux d'intérêt, tout cela était insignifiant comparé avec le choc pétrolier qui devait survenir un peu plus tard. L'OEPE, fort commodément, passa pour responsable de tous les maux. D'où l'idée que le salut était dans le recyclage des capitaux dont les nations productrices de pétrole étaient supposées être la source originelle.

C'est ainsi que le Fonds monétaire déploya toute son influence pour encourager les banques « à faire leur devoir » en offrant à tous les emprunteurs potentiels les fonds en dollars qu'elles se procuraient sans difficulté sur le marché dit de l'eurodollar, lequel n'est qu'un compartiment du marché monétaire américain généralement alimenté par un système de réserve fédérale très compréhensif. Rappelons encore, car c'est une des clefs du drame qui se prépare, que, sous l'effet de leurs emprunts massifs, les pays qui accumulaient les dettes voyaient leurs monnaies respectives constamment dopées sur le marché des changes. Le Fonds monétaire

leur conseillait de tout faire pour conserver cette surévaluation, sous prétexte que celle-ci était une arme contre l'inflation intérieure. En réalité c'était un instrument redoutablement efficace pour ruiner les industries locales et pour organiser systématiquement la plus gigantesque fuite des capitaux de l'histoire contemporaine. « Dans notre pays, tout est cher, sauf le dollar, on en achète donc autant qu'on peut », me disait en 1981 un industriel mexicain.

Si l'on veut bien considérer cette genèse du surendettement, on est tenté de retourner l'argument de la plaidoirie prononcée au nom des créanciers. Ce serait un précédent fâcheux que des crédits alloués dans des conditions aussi abominables se révélaient — ce qu'ils ont été jusqu'à maintenant — des affaires extrêmement lucratives.

Autre argument des avocats des banques : si vous remettez les dettes, vous favorisez les mauvais débiteurs au détriment des scrupuleux et des industrieux. Voilà une autre considération tout à fait digne d'être retenue, à ceci près qu'elle ignore, plus ou moins sciemment, une partie de la réalité. C'est ici qu'il convient d'introduire un autre élément, essentiel, du jeu tel qu'il se joue : les apports de fonds nouveaux.

Ces capitaux frais, dont le courant s'est considérablement ralenti et n'est sans doute pas près de reprendre, rien ne pourra empêcher qu'ils se dirigent, pour leur quasi-totalité, vers les bons débiteurs, ne serait-ce que pour la raison même en évidence par l'expérience que ceux qui assurent le service intégral de leur dette, intérêt et principal, sont aussi les pays les mieux gérés. Toute solution visant à répartir les capitaux disponibles entre les pays qui en ont besoin, indépendamment du traitement auquel leurs créanciers respectifs ont eu droit, serait hypothétique et vouée à l'échec.

Il existe au surplus une raison pour ne pas s'offusquer, en l'occurrence, de l'excessive sévérité de la loi du marché. Les pays qui réellement le plus fort des mesures d'allègement sont aussi ceux qui ont connu les fuites de capitaux les plus massives. Si leurs affaires sont mieux conduites, ils peuvent en espérer un rapatriement au moins partiel. Il suffirait qu'une fraction revienne pour que leur situation soit changée du tout au tout.

Le mythe des frontières

(Suite de la page 13)

Maïs point n'est besoin de recourir aux moyens préconisés par la Commission ou par les partisans de l'application de la TVA du pays de l'acheteur pour obtenir ces résultats.

La Commission a pour but la suppression des formalités au passage des frontières ; c'est un objectif louable, mais le dispositif qu'elle suggère nécessite, pour être efficace, un renforcement des contrôles communautaires et non leur allègement. En effet, jusqu'à présent, chaque Etat prélevait la TVA pour son propre compte et avait donc un intérêt essentiel à lutter contre la fraude.

Dans le nouveau système, une partie importante de la TVA serait prélevée par chaque Etat pour le compte de ses voisins : la lutte contre la fraude risquerait ainsi de coûter à cet Etat au lieu de lui rapporter. Comme les possibilités de fraude croissent avec l'élargissement du marché lui-même, le danger d'appauvrissement des recettes des Etats est important, sauf à créer un contrôle fiscal supranational ! Avec peu de chances de voir les coûts et les contraintes se réduire.

Le système de l'application des taux de TVA du pays de l'acheteur présente des inconvénients très proches des propositions de la Commission. Ce système consiste à faire facturer la TVA par le vendeur au taux pratiqué dans le pays de l'acheteur. Ses partisans insistent sur l'avantage de voir préserver ainsi la neutralité de la TVA pour les non-assujettis. Mais, en réalité, ce système laisse entier le problème des particuliers qui se déplacent pour acheter et les conséquences graves de cette attitude pour les entreprises françaises.

Un tel système oblige également, comme les propositions de la Commission, à mettre en place un mécanisme de compensation inter-Etats avec tous les risques de fraude et de désintérêt. Que de difficultés aussi pour les vendeurs qui devront disposer d'un véritable « Bottin » reprenant l'ensemble des taux de TVA pratiqués dans les douze pays d'Europe pour chaque produit. Là encore, au nom de l'harmonisation et de la simplification, l'on complique et l'on favorise la fraude fiscale.

Pourquoi ne pas poser les problèmes en termes plus pragmatiques : c'est en définitive la localisation géographique des contrôles qui fait les frontières. Supprimer les contrôles à la frontière, c'est supprimer les frontières physiques, quel que soit le système fiscal appliqué.

Dès à présent, pour la France, deux tiers des opérations de dédouanement ne sont pas effectuées aux frontières et la moitié des marchandises ne passent plus par les bureaux de douane. La direction générale des douanes françaises propose, pour abaisser les frontières physiques, d'aller plus loin et jusqu'au bout de cette logique.

Sans changer les systèmes actuels de TVA, le contrôle douanier pour les entreprises serait déplacé de la frontière aux lieux de départ et d'arrivée des marchandises. L'échange de documents d'accompagnement assurerait le contrôle et le suivi statistique des échanges.

Une solution simple

Pour les particuliers, une augmentation notable des franchises permettrait de réduire l'aspect symbolique des frontières. Ainsi commencent-on d'abaisser les frontières physiques pendant la période intermédiaire où l'harmonisation des taux de TVA par produit se mettrait en place progressivement.

Solution simple : point n'est besoin de créer un système complexe de compensation entre Etats, ni de changer les principes

du système actuel de perception de la TVA. Solution neutre économiquement : le principe de circulation des marchandises au taux 0 ne crée aucun risque de détournement de trafic.

Solution sûre : elle n'accroît guère le risque de fraude et maintient un bon suivi des échanges. Solution moderne : elle s'appuie sur des moyens informatiques développés et passe par une simplification des documents et des procédures. Solution au moins aussi « européenne » que les autres : elle aboutit à un abaissement réel des frontières physiques.

Si la constitution d'un grand marché européen passe par une unification des fiscalités sur les échanges, il faut se méfier des solutions bâtarde. Seule l'harmonisation complète, c'est-à-dire un taux unique par produit, évite les effets pervers.

Souhaitons, si l'échéance du 1^{er} janvier 1993 a un sens, que les gouvernements européens négocient rapidement un tel plan d'unification des taux de TVA par produit. Et, dans l'intervalle, abaissons les frontières physiques en nous attaquant aux obstacles techniques, d'un autre âge, aux échanges.

JACQUES CALVET.

CORRESPONDANCE

A propos de l'état de la France

A la suite de l'article de Xavier Greffe « La tentation de l'oubli », publié dans « Le Monde Économie » du 21 février, M. Philippe Malaud, député au Parlement européen, ancien ministre, nous écrit :

L'INCONVENIENT de la retenue à la source est, comme pour la TVA, de rendre l'impôt indolore, plus encore, de le mettre psychologiquement à la charge des employeurs, puisque la seule chose qui intéresse le salarié, c'est ce qu'il touche en fin de mois, non ce qu'il coûte à son entreprise. C'est doubler l'absurdité d'un système de sécurité sociale d'autant plus lourd et onéreux que personne n'est responsable et que le coût est soigneusement dissimulé aux intéressés : ce n'est pas la simple rédaction d'une « feuille de paie vérité » qui y remédie.

Le problème majeur de l'économie française, ce n'est pas la fiscalité, c'est l'ensemble des pré-

lèvements obligatoires, 47 %, alors que la RFA est à 37 % et que la Grande-Bretagne, au bénéfice de la politique de M. Thatcher, est redescendue à moins de 40 %. Le vrai problème, c'est de revenir au niveau de nos partenaires, donc de réduire de 2 points par an jusqu'en 1993 les dix prélèvements obligatoires, ce qui implique une sérieuse compression des dépenses de l'Etat, c'est-à-dire une réduction drastique de la fonction publique, comme des charges sociales.

Quant à la décentralisation, il conviendrait de rappeler qu'elle a, plus encore que l'Etat ou la Sécurité sociale, contribué à l'accroissement régulier de 1 % par an des prélèvements obligatoires. Les dépenses des collectivités locales ont à peu près doublé en cinq ans, passant de 80 milliards à 160 milliards de francs. Cela continue avec la constitution progressive de quatre administrations, deux au niveau départemental (préfet et conseil

général), deux au niveau régional (préfet et conseil régional), là où Napoléon ne nous avait tout de même laissé que la charge d'une administration unique.

Les mêmes problèmes sont désormais traités en double, en quadruple, voire plus — et par les administrations traditionnelles de l'Etat et par les innombrables structures para-administratives mises en place pour échapper à la fois à la hiérarchie et aux normes salariales de la fonction publique, — et par les administrations locales, avec les coûts et les freins qui résultent de la multiplication de ces centres de décision ou d'études inutiles. L'enrichissement de la décentralisation ne pourra résulter que de la suppression d'un niveau d'administration supplémentaire, inexistant partout ailleurs, et de la disparition du système généralisé de duplication entre organes de centralisation et de décentralisation.

PHILIPPE MALAUD, député au Parlement européen, ancien ministre.

« AFFAIRES » A SUIVRE

La réalité et le fantasme

DANS son article publié dans le Monde, le 7 février, « Crimes sans châtiement », M. Jean Cosson, conseiller honoraire à la Cour de cassation, développe l'idée selon laquelle « il paraît être de règle générale qu'en affaires il y ait crime sans châtiement ».

Pour tenter d'apporter la preuve de cette affirmation, il prend pour exemple la célèbre affaire de la Garantie foncière, c'est-à-dire le plus gros scandale politico-financier de l'après-guerre. Or, précisément, les trois personnages principaux de cette aventure, le marchand de biens Robert Frenkel, le député André Rives Henry de Lavaysse et l'avocat Victor Rochemore ont été en prison, sévèrement condamnés en 1973, à la fois par la peine prononcée et par ses conséquences d'interdiction professionnelle pratiquement perpétuelle pour le député et l'avocat. Voici le premier fantasme dévoilé.

Le second fantasme est encore plus étonnant. S'agissant toujours de la Garantie foncière, il est énoncé ceci : « On n'a jamais su, ni cherché à savoir, ce qu'était devenu tout l'argent détourné. Quelqu'un pourtant le savait, M^r R., un avocat, qui

dans chacune des sociétés n'aurait pas de lien entre elles avait été le dirigeant réel, l'âme damnée de toute cette histoire. Il était apparu qu'il avait opéré pour le compte d'un parti politique. Condamné à trois ans d'emprisonnement, il a été vite libéré et a disparu, emportant le secret de la vraie destination des fonds. »

Rien n'est vrai dans ces quelques lignes. Les plus-values immobilières dans l'affaire de la Garantie foncière sont allées dans la poche de Robert Frenkel, qui a été condamné pour ce fait. D'après son jugement même, Victor Rochemore n'a jamais été le dirigeant de la Garantie foncière, pas plus que d'autres civiles foncières. Il n'est jamais « apparu » non plus qu'il avait opéré pour le compte d'un parti politique. Il n'a jamais disparu, puisqu'il vit au même endroit depuis 1973, avec son nom dans l'annuaire, et jamais personne n'a soutenu devant une juridiction qu'il avait emporté avec lui des secrets.

Morale et on-dit Pourquoi ces erreurs ? Parce que, en France, le fantasme d'une affaire est plus fort que la réalité. A partir du moment où une personne est mise au pilori par la justice et les médias, ce qui reste en mémoire du public, c'est l'histoire qui lui a été racontée à cet instant, et non pas son épilogue, fût-il judiciaire.

Ainsi survit encore aujourd'hui le roman raconté au moment de l'incarcération de Rochemore, même si nulle trace ne peut en être trouvée dans l'arrêt d'une cour d'appel qui clôture la vie réelle du dossier. Bête sûr, on dira : « Mais il a été condamné. » Donc peu importe pourquoi, comme si l'aventure judiciaire d'un homme autorisait à l'accuser de tout et de n'importe quoi sous prétexte de faire de la morale. Comme si un tribunal lui-même ne pouvait purger une affaire de tous les on-dit.

Fait plus frappant encore, les propos de M. Jean Cosson sur la Garantie foncière n'émanent pas d'un simple profane mais d'un professionnel du droit, spécialiste des affaires économiques, magistrat à la retraite estimé de tous. Il signe pourtant le caractère fantasmagorique de ses propos en employant pour décrire sa victime Victor Rochemore un vocabulaire issu de la sorcellerie : « Âme damnée. »

La troisième question tout aussi grave pour la justice consiste à savoir si elle-même dans ses socio-drames ne s'est pas fait piéger par l'émotion initiale qui permet de la saisir. Combien de gens savent aujourd'hui que les souscripteurs initiaux de la Garantie foncière ont, malgré les ravages du scandale, récupéré près de 150 % de leur mise. Combien de gens savent que si ces mêmes souscripteurs avaient conservé dans leur patrimoine les immeubles de la Garantie foncière, ils seraient aujourd'hui à la tête d'un capital multiplié par sept en vingt ans.

Ces réalités-là sont rudes. Elles contrarient notre goût naturel pour la morale des professeurs de vertu. Combien de gens se souviennent du scandale du Point du jour, qui a mis au ban de la société le grand architecte Fernand Pouillon et l'a conduit à la prison, d'où il s'est évadé. Les « souscripteurs » des appartements Pouillon auront réalisé la plus belle affaire de leur vie. Mais Pouillon fut obligé de s'exiler avant d'être décoré quinze ans plus tard par la République. Dans ses malheurs, au moins eut-il de la chance. Bien plus tragiquement, qui se souvient que Christian Ramacci, peut-être guillotiné à la place de l'homme au pull-over rouge, est mort à cause d'un dossier judiciaire insuffisant au moment où le peuple avait besoin à tout prix d'un coupable à dévorer et d'un bouc émissaire à charger du péché d'un crime insupportable.

Aujourd'hui, la défense d'un homme se joue sur deux scènes : la scène judiciaire, la scène médiatique. La deuxième est au moins aussi importante que la première, car c'est la seule dont on se souvient. Dix ans, vingt ans après les affaires, les commentateurs et les écrivains répètent les erreurs commises dix ou vingt ans avant, tels les historiens du dix-neuvième siècle reproduisant les erreurs des scribes et des moines.

Ainsi la tâche des avocats est-elle lourde lorsqu'ils doivent dès le début d'une affaire expliquer en face d'une accusation prolixe, puissante et toujours populaire, quelle est la vérité impopulaire de ceux qu'ils défendent. Ainsi la responsabilité des journalistes est-elle considérable puisqu'ils sculptent dans la conscience et l'inconscience du public des images indélébiles même si leur plume en forme de ciseau fut maladroite.

DANIEL SOULEZ-LARIVIÈRE, avocat.

ETRANGER

La relance des négociations de l'« Uruguay round »

Les subventions à l'exportation au centre des débats agricoles du GATT

BRUXELLES
(Communautés européennes)

Une nouvelle étape de l'examen de force qui oppose les États-Unis à la CEE à propos des réformes à mettre en œuvre pour assainir durablement les échanges de produits agricoles va s'engager le 5 avril à Genève. L'« Uruguay round », le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales lancé dans le cadre du GATT (1) en septembre 1986 à Punta del Este, est en effet bloqué depuis la session ministérielle à « mi-parcours », qui s'est tenue en décembre à Montréal, et où le conflit agricole transatlantique n'a pu être résolu.

L'objet du rendez-vous genevois porte donc sur l'adoption d'une nouvelle forme par les pays membres du GATT qui indiqueraient comment faire redresser la négociation agricole. Les pays concernés sont conscients de la gravité de l'enjeu : il s'agit d'empêcher une guerre commerciale — et, en outre, peut-être aussi, la volonté politique d'aboutir. Cependant, les contacts euro-américains, nombreux depuis

l'entrée en fonction de la nouvelle administration à Washington, n'ont pas été probants. Le 22 mars, M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, a présenté un projet de compromis qui aborde les quatre dossiers non réglés à Montréal : l'agriculture, les échanges textiles, l'aménagement des clauses de sauvegarde, la défense de la propriété intellectuelle.

On trouve, à Bruxelles comme à Paris, qu'en matière agricole son projet fait la part belle aux thèses américaines. Il y est recommandé de plafonner, au cours des deux années à venir, au niveau moyen atteint en 1987 et 1988 les crédits qui sont accordés par les pays producteurs pour subventionner leurs exportations agricoles. Un gel des sommes affectées à ces subventions pourrait entraîner, dans l'hypothèse de baisse des cours mondiaux ou encore de chute du dollar, une diminution brutale des exportations agricoles communautaires. Une perspective d'autant plus gênante que le texte de M. Dunkel ne prévoit pas, sinon de manière très imprécise, de clause de sauvegarde qui permettrait à la CEE de se soustraire à

l'engagement pris en cas de fortes variations monétaires.

La thèse traditionnelle de la CEE est de refuser d'isoler le soutien à l'exportation. On ne peut que raisonner sur le soutien global à l'agriculture, expliquent ses experts. Procéder autrement aboutirait à des résultats asymétriques, en l'occurrence favorables aux intérêts américains. Illustration de ce déséquilibre, les experts font remarquer que le projet du GATT ne donne pas l'assurance que les aides directes (*deficiency payments*) consenties aux agriculteurs américains ne seront pas augmentées. Or, font-ils valoir, elles jouent en réalité un rôle équivalent aux subventions à l'exportation.

Des barrières à abolir

Cette controverse sur l'opportunité de prendre des engagements spécifiques sur les subventions à l'exportation va se trouver au centre du débat de Genève.

S'agissant des échanges de produits textiles, le projet de M. Dunkel tient compte des observations formulées par

les Occidentaux. Les barrières qui limitent les exportations des pays du tiers-monde vers les pays industrialisés telles qu'elles résultent de l'accord multilatéral (AMF) doivent, à terme, être abolies. Mais cette élimination de l'AMF ne pourra être automatique. Ses modalités devront être négociées, et notamment la possibilité, pour les pays industrialisés, d'appliquer des mesures de sauvegarde en cas de progression soudaine de leurs importations.

La partie du compromis du GATT qui concerne la défense de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire la lutte contre la contrefaçon, est jugée insuffisante à Paris. Le projet ne spécifie pas en effet que les nouvelles dispositions qui vont être mises au point d'ici à la fin de l'« Uruguay Round » (en 1990) auront le statut de règle du GATT. Pourtant, aux yeux des Français, c'est là une condition nécessaire pour que les efforts ainsi entrepris pour éliminer la contrefaçon soient couronnés de succès.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

AFFAIRES

La progression des bénéfices d'Indosuez a repris

Presque interrompue en 1987, la progression des bénéfices de la Banque Indosuez a repris en 1988 au rythme de 14,5 %, grâce à une conjoncture mondiale meilleure que prévue. La France a représenté moins de 50 % de la formation du résultat (44,8 % de 993 millions de francs) ; l'Europe, France incluse, atteignant 57 % et le bassin Asie-Pacifique 31 %.

Cette progression du bénéfice, jugée « satisfaisante » par le PDG, M. Antoine Jeancourt-Gaignant, a pu s'effectuer en dépit de la contraction de 1,24 milliard de francs de provisions (+ 58,7 %), dont 800 millions de francs pour les risques-pays, ce qui porte à 41 % environ le provisionnement de la banque sur ses risques-pays. Elle est essentiellement imputable à l'augmentation de 40 % sur les commissions (courtage, ingénierie financière, opérations en fonds propres, activités de marchés). Selon le PDG, une telle amélioration s'explique par le fait qu'Indosuez a poursuivi une stratégie qui réside aux

facilités du glissement vers la clientèle des particuliers et des PME, pratiquement éliminée (à l'exception de la gestion de fortunes pour patrimoines importants), et se recentre sur une palette cohérente de métiers à haute valeur ajoutée, notamment les services et la promotion du commerce international pour les entreprises et les investisseurs institutionnels.

Quant aux fonds propres de la banque, portés en 1988 de 8,2 milliards de francs à 9,3 milliards de francs, grâce notamment à l'opération de 600 millions de francs de bénéfices, ils seront augmentés de 1,2 milliard de francs en deux ans (1989 et 1990) par souscription de l'actionnaire unique, la Compagnie financière de Suez. « De ce fait, nous n'aurons aucun problème pour respecter le ratio Cooke » (1), a précisé le PDG.

(1) Rapport entre les fonds propres et les engagements d'une banque, qui devra être de 8 % à l'échéance de 1992.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	16 mars 1989
Total actif	860 217
dont	
Or	205 903
Disponibilités à vue à l'étranger	85 698
ECU	49 628
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 883
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	67 785
Concours au Trésor public	34 700
Titres d'Etat bons et obligations	28 080
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	358
Effets privés	120 885
Effets en cours de recouvrement	31 010
Total passif	860 217
dont	
Billets en circulation	230 788
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution de réserves	43 689
Comptes courants du Trésor public	14 280
Reserves de liquidité	24 226
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage anticipé	8 804
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	67 813
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	237 545

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	8,25 %
Taux des prêts à 90 jours	9 %
Taux d'acceptation	8,50 %
Taux des avances sur titres	10,50 %

TOKYO, 27 mars ↑

Léger repli

Seul marché boursier important n'ayant pas marqué la trêve de Pâques, Tokyo a ouvert la semaine du 27 mars sur une note morose. Après un début de séance irrégulier, la tendance est devenue baissière lorsque le dollar a dépassé, pour la première fois depuis plusieurs mois, la barre des 132 yens, et entraîné un mouvement de prises de bénéfices. L'indice Nikkei a perdu 56,12 points en clôture, à 31 512,40 yens, soit une baisse de 0,18 %. L'indice général Toxix a, quant à lui, perdu 1,14 point dans la matinée, à 2 317,86.

VALEURS	Cours du 24 mars	Cours du 27 mars
Alcatel	1 800	1 805
Bouygues	1 350	1 350
Cassat	1 600	1 590
Canal	3 500	3 500
Elf	2 800	2 800
France Telecom	2 400	2 400
Renault	1 050	1 040
Sony Corp.	8 000	8 000
Toshiba	2 500	2 500

EN BREF

● Le Crédit lyonnais acquiert la Chase-Banque de commerce en Belgique. — Le Crédit lyonnais vient de conclure un accord avec la Chase Manhattan pour lui acheter sa filiale belge, la Chase-Banque de commerce. Cette acquisition ajoutera aux quinze implantations, dont la banque française dispose déjà en Belgique.

● Croissance de 12,2 % en Corée du Sud en 1988. — Le produit national brut de la Corée du Sud a augmenté de 12,2 % en 1988, selon les estimations de la Banque de Corée. Pour la troisième année consécutive, la croissance écono-

En Chine, seule l'agriculture échappe à l'austérité budgétaire

L'agriculture — dont la production décline — est le seul secteur de l'économie chinoise à ne pas pâtir du budget présenté mardi 21 mars devant le Parlement de la Chine populaire.

PÉKIN
de notre correspondant

Le budget chinois — 293 milliards de yuans de dépenses — fait apparaître une réduction du déficit de l'exercice, qui passerait de 8,05 milliards de yuans-rembours (1) à 7,4 milliards malgré une augmentation de 10 % environ. Si l'on y inclut le service de la dette extérieure (30 milliards de dollars) et intérieure, le déficit réel de la Chine en 1989 atteindra 35 milliards de yuans, soit 2,2 % de plus que l'an passé. Cela n'a pas empêché le ministre des finances, M. Wang Shengjun, de critiquer le caractère inflationniste de la politique passée et l'accumulation des déficits depuis quelques années.

Le budget, soumis pour la forme à l'approbation des députés, est entièrement tourné vers cet objectif aux implications politiques : réduire le taux d'inflation, qui a atteint 30 % en rythme annuel dans la plupart des villes. Coup de frein, donc, sur les fonds alloués à la construction de base et à l'industrie (— 12 % au chapitre du développement et de la réforme des entreprises), introduction de taxes nouvelles pour freiner le commerce privé et la croissance des industries rurales. Les mesures du gouvernement visent également à limiter le crédit, l'émission de monnaie, et à encourager l'épargne.

L'agriculture recevra un « énergique coup de pouce », avec 17,4 milliards de yuans (sa augmentation de

12 % sur l'an dernier) destinés principalement à promouvoir la production de céréales. L'anarchie financière dans les campagnes en 1988 avait vidé en bien des endroits les coffres de l'Etat avant même qu'il ait pu payer leur grain aux paysans, provoquant un désintérêt de ceux-ci pour ce secteur vital de la production. Un renforcement général du flic et l'introduction de nouvelles compensations, avec une augmentation du marché agricole privé.

Les citadins, qui n'ont vu leur revenu augmenter que de 1,2 % l'an dernier (contre 6,3 % dans les campagnes), sont cependant les bénéficiaires d'une mesure budgétaire compensatoire, avec une augmentation de près de 30 % des fonds spéciaux destinés à amortir les effets de la hausse des prix de détail. En outre, les fonctionnaires recevront une augmentation de salaire dont la note représentait 2,5 milliards de yuans, soit exactement la moitié de ce que la Chine dépensera pour le service de sa dette extérieure.

Freiner la croissance industrielle

Les autorités ont voulu montrer qu'elles avaient entendu les cris d'alarme des éducateurs et des scientifiques, et ont présenté sous un jour favorable une augmentation de 7,24 % du budget sur ce chapitre. Mais les investisseurs étrangers ne se comparent ce chiffre, inférieur à la croissance des dépenses totales de l'Etat, au budget de la défense, qui progresse de 12,6 %. Les militaires, eux aussi, pleuraient pour obtenir plus d'argent.

En présentant son budget pour l'année 1989, le vice-premier ministre Yao Yilin, grand patron de l'économie chinoise, a souligné l'urgence

qu'il y avait à freiner la croissance industrielle (20 % l'an dernier) et a lancé un appel vigoureux aux échelons administratifs inférieurs pour qu'ils cessent de sacrifier l'intérêt général aux intérêts particuliers, faute de quoi « le réajustement de l'économie échouera ». Les seuls projets concernant les secteurs cruciaux de l'énergie, des transports et des matières premières, où règne un chaos sans précédent depuis la révolution culturelle. L'objectif est de réduire de près d'un tiers les investissements de l'Etat en matière de construction.

M. Yao a affirmé que les réformes en cours se poursuivraient sur le plan de la gestion contractuelle des entreprises, mais, en même temps, a laissé entendre que des réformes plus coës, comme l'introduction de la concurrence, resteraient à l'état d'expériences pilotes pour le moment.

Comme le premier ministre Li Peng dans son rapport d'ensemble sur l'action du gouvernement depuis un an, M. Yao a assuré que les obligations contractées par la Chine en matière d'investissements étrangers seraient respectées, à l'exception de « quelques » contrats auxquels les signataires étrangers auraient accepté de renoncer. Pour l'avenir, cependant, Pékin examinera en priorité les projets dans lesquels des firmes étrangères souhaitent fournir la totalité des investissements. Toutes les mises en garde aux autorités locales le prouvent : l'année 1988 aura été, pour le gouvernement central de la République populaire, l'année du plan grand travail devant l'effluence de son autorité.

FRANCIS DERON.

(1) 1 yuans-rembours = 1,7 FF.

Lapidus père et fils

Les enfants de personnages célèbres ont généralement des difficultés à se faire un prénom. A l'inverse, M. Olivier Lapidus, le fils du couturier Ted, a dû, lui, batailler pendant des années pour utiliser son patronyme. Grâce à un bel acharnement et à l'aide financière de M. Frantz Braba, il vient de prendre sa revanche.

L'histoire avait bien mal commencé. Avec son allure de jeune premier et sa tête bien pleine (préparation à l'Ecole normale supérieure et Sciences-Po, M. Olivier Lapidus découvre très tôt qu'il rêve lui aussi de manier les ciseaux et les épingles. En 1983, à l'âge de vingt-quatre ans, il sort premier de sa promotion en stylisme de la Chambre syndicale de la couture. Un joli début qui se heurte à l'opposition de son père lorsqu'il songe à créer sa propre maison. Pas question pour Ted que deux Lapidus se concurrencent dans le petit monde de la mode. Au point qu'il traîne son fils devant les tribunaux pour l'empêcher d'utiliser professionnellement son patronyme.

Dans un premier temps, Olivier cède et tente sa chance ailleurs. Après un passage chez Balmain, il décide de créer sa propre société sous le pseudonyme d'Olivier Montaut et part à la conquête du marché japonais. Entre 1985 et 1988, le chiffre d'affaires de cette société qui fabrique vêtements et accessoires passe de 7 millions à 30 millions de dollars.

En fait, M. Olivier Lapidus fera son chemin dans le sens contraire des autres couturiers : il utilisera sa réussite en Asie pour s'imposer en France. Quand il revient à Paris, il est bien décidé

à imposer sa griffe sous son véritable nom. Installé sur 400 m² dans les anciens locaux de Balenciaga, il présente, le 14 mars dernier, sa première collection.

Car M. Olivier Lapidus a aussi trouvé un financier en la personne de M. Frantz Braba, PDG de Paris Eco, qui accepte d'investir 60 millions de francs dans les trois prochaines années sur ce jeune créateur. Fondée en 1949, Paris Eco, une affaire familiale spécialisée dans la maroquinerie et les accessoires de mode sous licence de couturiers (Courrèges, Smalto, Ted Lapidus), a l'intention de rassembler sous sa houlette la totalité des activités signées Lapidus. Elle vient de racheter pour un montant de 25 millions de francs (plus le passif de 15 millions environ) la SA Ted Lapidus au canadien Erich Feyer, qui avait pris le contrôle de cette maison de haute couture en 1986. Par ailleurs, M. Braba poursuit sa négociation avec les responsables de la Belle Jardinière, filiale de la Financière Agache de M. Bernard Arnaud, qui détient la propriété de la marque. Le chiffre d'affaires total réalisé sous la marque Ted Lapidus a atteint 1 milliard de francs en 1988, notamment grâce au système des licences. Un secteur que M. Braba compte bien développer, en particulier en direction des États-Unis, de l'Australie et de quelques pays d'Europe.

En attendant, il a réconcilié son père et son fils. Désormais, Olivier et Ted sont condamnés à travailler ensemble et à partager l'utilisation de leur patronyme. Dans la haute couture, l'histoire d'Edipe se termine en douceur.

FRANÇOISE CHIROT.

En l'honneur de M. Maurice Allais

M. Rocard salue le « renouveau » de la science économique

Le premier ministre, M. Michel Rocard, s'est associé à l'hommage rendu jeudi par l'Ecole des mines, l'Ecole polytechnique, le CNRS, l'Association française de sciences économiques, à M. Maurice Allais, premier Français à avoir reçu le prix Nobel de sciences économiques, en prononçant le discours de clôture de la cérémonie donnée pour le lauréat dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. A cette occasion, M. Michel Rocard a notamment déclaré : « L'économie mondiale

est manifestement sur une ligne de crête, des décisions hâsses nous déséquilibreraient inévitablement... » et M. Rocard d'ajouter : « Pour la France, cela signifie la poursuite de la modération salariale. »

Le premier ministre a précisé qu'il n'avait pour sa part jamais douté de la fécondité de l'analyse économique et que nous sommes en train de bénéficier du renouveau de cette science à laquelle M. Maurice Allais a beaucoup participé.

mique sud-coréenne est donc supérieure à 10 %.

● Forte inflation en Pologne. — Selon les statistiques officielles, la hausse des prix de détail s'est élevée en Pologne, au mois de février, à 69 %, en glissement par rapport à février 1988. Au cours de cette période, ce sont les prix des produits industriels qui auraient connu la plus forte augmentation (98 %), les prix alimentaires progressant pour leur part de 45,9 %. En décembre dernier, la Ditta polonaise tablait sur une hausse des prix de détail limitée à 20 % pour l'ensemble de 1988, alors que le

rythme de l'inflation en 1988 a été estimé à 70 % environ.

● Grèves : chute des conflits généralisés en 1988. — Selon les statistiques du ministère du travail, les conflits localisés et généralisés du travail ont provoqué la perte de 11 887 844 journées de travail en 1988 contre 9 899 063 en 1987. Les conflits localisés ont enregistré une forte remontée en 1988 : 1 132 193 journées non travaillées contre 511 545 en 1987 (le Monde daté 12-13 mars). En revanche, les conflits généralisés ont fortement chuté : 66 591 journées non travaillées contre 457 518 en 1987.

SOCIAL

Un sursis d'un mois pour les 1 300 salariés de Dassault à Toulouse

Le groupe Dassault-Breguet a décidé, la semaine dernière, de retarder d'un mois sa décision de fermer ou non son usine de Colomiers (Haute-Garonne), dans le cadre d'une politique, entreprise il y a un an, de restructuration de ses activités sur un nombre plus réduit de sites industriels.

Au cours d'un comité central d'entreprise, la direction du groupe aéronautique a expliqué qu'il lui manquait 50 000 heures de production pour équilibrer son plan de charge annuel.

Pour maintenir le plein emploi à Colomiers, la solution passe par la conclusion de nouvelles commandes ou par le rapatriement des sous-traitances que, depuis un accord de 1965, Dassault a consenties à la société Aérospatiale.

Comme les nouvelles commandes en question, en particulier des ventes de Mirage-2000 à l'Irak ou à l'Emirat d'Abou-Dhabi, pourraient ne pas se matérialiser avant un mois, le groupe Dassault souhaite le retour dans ses usines de tout ou partie des 106 000 heures de sous-traitance (Mirage-2000 et Falcon) qu'il confie, chaque année, à l'Aérospatiale. A elle seule, la sous-traitance sur le Mirage-2000 représente en moyenne de l'ordre de

70 000 heures de production annuelle.

En l'absence de commandes ou de rapatriement de sous-traitances, Dassault envisage la fermeture de son usine de Colomiers, près de Toulouse, où l'Aérospatiale s'est lancée dans d'importants investissements pour agrandir ses installations actuelles devant le succès commercial de l'Airbus.

« Ni hasardeux ni inhumain »

Dans l'hypothèse où le site de Dassault serait fermé, huit cent cinquante salariés se verraient proposer un autre emploi dans des usines du groupe, à Bordeaux ou dans la région parisienne notamment, pendant que les quatre cent cinquante autres salariés seraient placés en pré-retraite ou repris par de nouveaux employeurs, comme l'Aérospatiale.

La réaction des syndicats ayant conduit récemment les ouvriers de Dassault à manifester violemment lors du passage à Toulouse du premier ministre, M. Serge Dassault les a assurés que son plan de restructuration de l'entreprise se devait d'être un plan « ni hasardeux, ni inhumain » pour l'emploi.

Fonction publique

La négociation sur la formation pourrait s'engager fin avril

M. Michel Dumoulin, le ministre de la fonction publique, a mené à son terme, la semaine dernière, une concertation avec les sept fédérations de fonctionnaires à partir du plan de « renouveau du service public » de M. Michel Rocard (le Monde daté 19-20 mars). A l'issue de ces entretiens, une négociation devrait s'engager fin avril ou début mai en vue de la conclusion d'un « accord-cadre » sur la formation continue qui, après avoir été négocié pour l'ensemble de la fonction publique d'Etat, serait discuté avec le ministère par le ministre. Avant l'engagement de ces discussions — qui devraient être suivies d'autres sur la mobilité professionnelle et géographique, — M. Dumoulin adressera aux syndicats une note d'orientation sur la formation.

La CFTD et la FEN — qui ont été les plus positives — mais aussi la CFTC, la CGC et les autonomes de la FOAF ont d'accord pour rendre la formation plus efficace à condition que des moyens soient dégagés en conséquence. FO est réservée sur le principe même d'un accord-cadre, craignant une réorganisation des thèses néo-libérales et ne voulant pas « co-gérer » le personnel de l'Etat. Plus hostile encore, la CGT redoute que les orientations du gouvernement n'aboutissent à « jeter par-dessus bord les garanties statutaires » dans la perspective de l'Europe de 1993.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La situation au Liban. 4 «Etat de grâce» pour le président mexicain. 5 Les élections en URSS. 6 Yougoslavie : affrontements au Kosovo. 7 Corée du Sud : grogne chez les militaires contre le président Roh Tae-woo.	6 La situation en Corse après l'échec des négociations. - Des Votrs deviennent maires adjoints. - «Livres politiques», par André Laurens.	7 Le message pascal du pape. - Des chercheurs français et britanniques vont tester l'efficacité de l'AZT dans le traitement du sida. 8 Sports : la victoire de Ferrari au Grand Prix automobile du Brésil.	9 Lorenzaccio, d'Alfred de Musset, au Théâtre Renaud-Barbault. - La Passion, selon Schütz et Bach aux Pâques musicales d'Ab-les-Bains. - Une exposition Paladino à la galerie Daniel Templon.	15 La relance des négociations de l'«Uruguay round». - Indosuez renoue avec les bénéfices. - En Chine, seule l'agriculture échappe à l'austérité budgétaire.	Abonnements 2 Carnet 8 Légion d'honneur 12 Loto, Loto sportif 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Radio-télévision 11 Spectacles 10	• Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR • Elections municipales : les résultats complets, les réactions, les commentaires de la rédaction du Monde ELEC • Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 tapes LHM

TURQUIE : les élections municipales

Menace de crise politique à Ankara après la sévère défaite du premier ministre

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, est son parti, le Parti de la mère patrie (ANAP) ont subi un revers chagrinant aux élections municipales qui se sont déroulées dimanche 26 mars. Selon des résultats encore partiels du scrutin, l'ANAP n'arrive qu'en troisième position, derrière le Parti populiste social-démocrate, grand vainqueur du

scrutin, et le Parti de la juste voie. Ces élections ont été émaillées d'incidents. Dans la région de Kars, au nord-ouest du pays, une rixe a opposé des familles de candidats rivaux. Plusieurs coups de feu ont été tirés et deux personnes ont été tuées. La police a procédé à vingt-quatre arrestations.

ANKARA

de notre correspondant

Un raz de marée anti-gouvernemental : si la défaite du premier ministre, Turgut Ozal et du Parti de la mère patrie (ANAP) était attendue, elle a surpris par son ampleur, qui, d'ores et déjà, conduit dirigeants de l'opposition et commentateurs politiques à demander des élections générales anticipées.

Avec environ 22 % des suffrages (sur près de 50 % des résultats connus lundi matin 27 mars), loin derrière le Parti populiste social-démocrate (PPSD) d'Erdoğan İnönü (29 %) et le Parti de la juste voie (PJV) de Süleyman Demirel (26 %), l'ANAP se situe non seulement bien en deçà des 36 % qui lui avaient permis de remporter les deux tiers des sièges au Parlement lors des élections de novembre 1987, mais elle pulvérise à la baisse les sondages les plus pessimistes qui plaçaient la barre de la crise politique à 28 %.

Devenu troisième parti du pays, le parti gouvernemental perd au profit du PSD, comme prévu, les villes d'Ankara et d'Izmir, mais également Istanbul, dont le maire, M. Bedrettin Dalan, comptait sur la popularité personnelle que lui assure sa politique de rénovation pour surmonter le handicap de son appartenance à l'ANAP. Résultats annoncés comme «seuls à être vraiment significatifs», par M. Ozal lui-même au vu des premières estimations, sur vingt-sept préfectures dont les résultats sont connus, l'ANAP les perd toutes sauf une (Kayseri), alors que le PSD en gagne seize et le PJV neuf ! Traditionnellement en Turquie, une défaite à des élections

partielles ou municipales a régulièrement entraîné la chute du premier ministre perdant et l'organisation de législatives anticipées.

Devant le siège du Parti populiste social-démocrate, les voitures obéissent à la victoire dans les bruits de klaxon et les appels à la démission du premier ministre. Rappel des thèmes de la campagne, les affiches électorales placardées dans l'escalier donnent les raisons de la chute : les femmes, dont le rôle dans ces élections a été décisif selon la presse, sont appelées à «étendre l'incendie dans la cuisine», allusion à une inflation qui a atteint 80 %, et que M. Ozal se propose sans succès de freiner depuis son arrivée au pouvoir en 1983.

Le PSD premier parti du pays

Sur une autre affiche, des électeurs armés d'un balai sont invités à «donner un bon coup», dans la «démocratie», celle de M. Ozal, dont le style de gouvernement de plus en plus familial, faisant de sa femme et de son fils aîné ses principaux conseillers, a provoqué un mécontentement généralisé, y compris dans son propre parti. On dénonce aussi les prévarications au profit d'entrepreneurs liés à l'ANAP engagées au moment de l'acquisition par les municipalités, en 1984, d'une autonomie financière qu'elles n'avaient pas auparavant.

Pour le président du PSD, M. İnönü, c'est «l'incroyable manque de respect du premier ministre à l'égard de la nation» qui est cause de son échec : «On ne peut pas impunément dire aux gens que tout va bien alors qu'ils s'appauvrissent de jour en jour». Le chantage au départ utilisé lors de toutes les élections sur le thème «après moi le

retour au chaos d'avant le coup d'Etat de 1980» semble avoir cette fois exaspéré les électeurs. Les déclarations de M. Ozal quelques jours avant la consultation, refusant en cas d'échec le rôle de leader de l'opposition, sont apparues à l'homme de la rue comme «un manque de courage politique» érodant encore le capital de confiance du premier ministre.

L'ANAP avait pu canaliser à son profit, lors de son arrivée au pouvoir en 1983, et en l'absence d'une concurrence alors bloquée par les militaires, les différentes composantes de l'électorat de droite : la droite libérale, la droite islamique, enfin la droite ultranationaliste.

Cette fois, à des degrés divers, ces électeurs sont revenus à leur préférence première : non seulement le Parti de la juste voie (droite libérale) de Süleyman Demirel augmente de plus de 30 % les suffrages qu'il avait obtenus lors des élections législatives de 1987, mais, en augmentant sensiblement leur nombre de voix et en gagnant des municipalités, le Parti de l'action nationaliste de l'ex-colonel Türkeş (qui passe de 2 % à 4 %) et surtout le Parti de la prospérité (islamiste) de M. Neomatin Erbakan (qui passe de 7 % à près de 10 %) s'affirment à nouveau comme des pôles d'attraction pour les déçus de l'ANAP.

C'est dire que si le PSD de M. İnönü est sans conteste le premier parti du pays, la succession qu'il se propose d'assurer à lui seul comme «parti de gouvernement», parce que les électeurs auraient «clairement indiqué le parti qu'ils veulent voir à la direction du pays», n'est pas sans se heurter à l'incontournable majorité de l'électorat de droite. En dépit de la division des partis qui le représentent.

MICHEL FARRÈRE.

Après l'échouage de l'«Exxon-Valdez»

Les experts redoutent que la marée noire ne contamine les côtes de l'Alaska

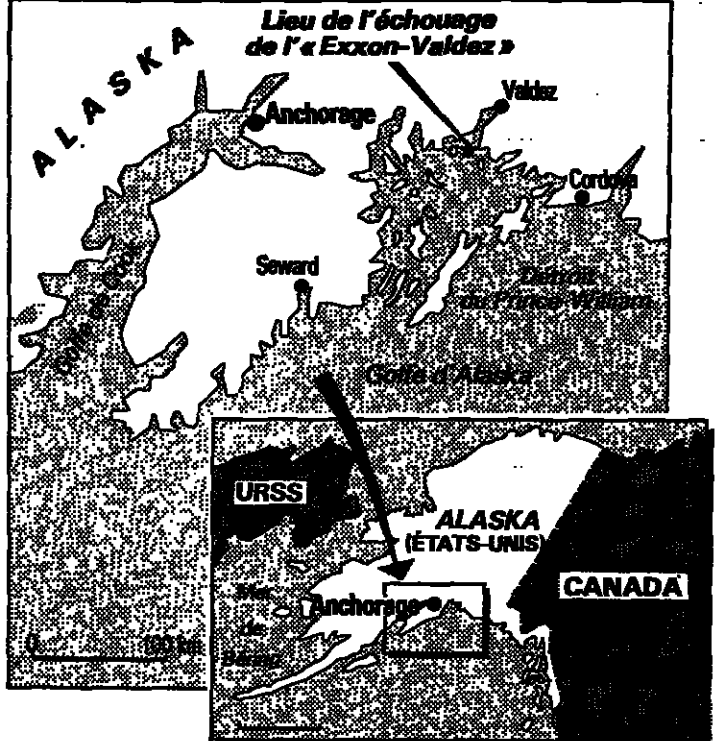
12 kilomètres carrés, 80 et postérieur même 130... Des millions de litres de pétrole flottent dans le sud de l'Alaska à la surface des eaux froides du détroit du Prince-William. Moins de quarante-huit heures après l'échouage sur un haut-fond du super-pétrolier Exxon-Valdez, bâtiment ultra-moderne de plus de 300 mètres de long qui venait de se ravitailler en brut à

demandant encore comment le pétrolier géant a pu s'empaler sur ce récif de Bligh Island, bien répertorié par les cartes et signalé par une balise lumineuse. Un échouage qui gêne d'autant plus la compagnie Exxon que les premiers éléments de l'enquête font apparaître que le commandant de bord était dans sa cabine et non sur la passerelle au moment du choc, alors que le super-

autre navire, le *Baton Rouge*, beaucoup craignent le pire, même si, dans les premières heures de la catastrophe, la nappe polluante, poussée par de faibles vents, dérivait vers le large.

Deux scénarios sont envisageables comme le déclarait au *Figaro* M. Lucien Laubier, de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et spécialiste des marées noires. Si la côte est touchée, «la pollution sera beaucoup plus grave et plus durable. Le pétrole trouvera à se fixer sur les algues, sur les animaux se concentrera, entraînant de nombreuses victimes. Et là, ce seront de longs mois d'atteintes aux écosystèmes, la dépollution étant alors assez lente». Si, en revanche, «les vents continuent de pousser au large assez longtemps cette nappe, il ne faudra que quelques semaines pour que la situation redevienne à peu près normale».

Reste que la zone en danger est «une région maritime fermée, la seule voie pour la nappe de pétrole d'en sortir est de traverser l'ensemble du détroit du Prince-William avec toutes ses îles, ses fjords, ses baies et ses canaux. Or, durant ce transit, il ne fait aucun doute qu'une large partie des côtes sera contaminée». En fait, estime Dennis Kelso, «cette situation était le cauchemar secret de tout le monde sur ce qui risquait d'arriver avec le trafic pétrolier existant dans le détroit». Une opinion que le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, partage. «Les moyens sont toujours insuffisants, constate-t-il, quand on a des pétroliers géants qui ont un



Port-Valdez, le terminal du pipe-line de l'Alaska, les premières victimes de cette pollution catastrophique sont apparues. Poissons morts, oiseaux morts. Les côtes ne sont pas encore touchées, mais chacun redoute que la nappe ne dérive vers elles et ne porte une atteinte irréparable à l'environnement.

Mais, à l'heure où s'organisent les premiers secours, beaucoup se

pétrolier naviguait dans une zone encore difficile et encombrée de glaces dérivantes. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le service des garde-côtes américains ait envoyé une assignation à comparaître au capitaine du Exxon-Valdez et demandé à deux membres d'équipage de rester à disposition pour répondre aux enquêteurs fédéraux. Et il ne faut pas s'étonner non plus que des alcoolisés aient été pratiqués sur trois membres de l'équipage.

Cette fermeture administrative ne doit pas cependant masquer la gravité du sinistre et l'apparente lenteur des secours, très critiquée par les populations environnantes, qui craignent pour la faune et la flore particulièrement riches de cette région.

«La première réaction à la marée noire a été inadéquante et inacceptable», a affirmé, samedi 25 mars, le responsable du département de la protection de l'environnement de l'Alaska, Dennis Kelso. «L'Alaska, a-t-il précisé, s'est dotée d'un plan d'action qui, en cas de marée noire, prévoit une intervention dans un délai de cinq heures après la catastrophe. Or il a fallu aux équipes de secours quelques heures de plus, et deux seulement des sept appareils de pompage disponibles ont été utilisés».

Une colère partagée par les 12 000 membres de l'association des pêcheurs de l'Alaska qui ont «le sentiment que cette marée noire aurait dû être la plus facile du monde à nettoyer». Mais le calme des eaux et les bonnes conditions météorologiques ont apparemment empêché les produits utilisés pour disperser et couler le pétrole flottant en surface de produire leur effet. Ils ont en effet besoin pour être efficaces que les eaux soient agitées. Aussi, malgré les barrages flottants, l'épandage de matières anti-pollution, et le pompage des produits pétroliers restants dans les soutes de l'Exxon-Valdez par un

Les grandes pollutions maritimes depuis le «Torrey-Canyon»

— 18 mars 1967 : l'échouage du pétrolier libérien *Torrey-Canyon* (123 000 tonnes) pollue 180 km de plages, anglaises et françaises.

— 21 août 1972 : la collision de deux pétroliers libériens — le *Taxanite* et l'*Oswego-Guardian* — libère 100 000 tonnes de pétrole au large de l'Afrique du Sud.

— 19 décembre 1972 : le pétrolier *Sea Star* coule dans le golfe d'Oman et répand 115 000 tonnes de pétrole.

— 7 juin 1976 : le pétrolier japonais *Shouei-Maru* (287 000 tonnes) s'échoue dans le détroit de Malacca (océan Indien).

— 24 janvier 1978 : l'*Olympic-Bravery*, pétrolier neuf de 250 000 tonnes, s'échoue sur la côte nord d'Ouessant (nord-ouest de la France), et se brise en deux sur les rochers. Il a fallu trois mois pour nettoyer la côte.

— 12 mai 1978 : le pétrolier uruguayais *Uruguay* explose en baie de Corogne (Espagne) et libère 100 000 tonnes de pétrole dans la mer.

— 18 mars 1978 : échouage du pétrolier libérien *Amoco-Cadiz* sur les côtes de la Bretagne, 230 000 tonnes de pétrole se répandent en mer et sur les côtes françaises.

— 5-6 août 1983 : incendie du pétrolier espagnol *Castillo de Bellver* au large des côtes du Cap. La partie arrière du navire coule avec près de 100 000 tonnes de brut dans ses soutes.

• Manche : les recherches du conteneur de lindane continuent. — Les opérations de recherche du conteneur de lindane (pesticide très toxique) perdu dans la Manche au large de Cherbourg, étaient toujours infructueuses, lundi matin 27 mars. Elles se poursuivent dans de bonnes conditions climatiques favorables. Trois bâtiments de la marine nationale et deux remorqueurs de haute mer explorent les fonds. Selon un responsable du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), «une forte probabilité de récupération du conteneur existe pour les trois prochains jours».

GUATEMALA

Six cents personnes prises en otage dans une prison

Guatemala. — Six cents personnes, des détenus et des visiteurs, ont été prises en otage, dimanche 26 mars, par quelque trois cents prisonniers mutins de la prison de Pavón, à 20 kilomètres à l'est de la capitale guatémaltèque. Les mutins exigent des réductions de peine et de meilleures conditions de détention. Deux mille hommes de la police nationale sont mobilisés autour du pénitencier, le plus important du pays, et six personnes — deux gardes, trois détenus et une visitante — auraient été tués lors du déclenchement de la rébellion. Une quinzaine d'autres blessés ont été évacués par les pompiers. — (AFP.)

• «L'Humanité» s'installe à Saint-Denis. — Depuis dimanche 26 mars, le quotidien communiste *l'Humanité* s'emménage dans ses nouveaux locaux de Saint-Denis, construits par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, à proximité de la basilique royale. Les cent vingt journalistes auront désormais à leur disposition un système rédactionnel informatisé, et le bâtiment, dont le coût est estimé à 60 millions de francs, abritera aussi les deux cents autres salariés du quotidien, l'impression continuant d'être effectuée à La Plaine Saint-Denis. En quittant l'immeuble du faubourg Poissonnière, où le journal était installé depuis 1956, *l'Humanité* participe au mouvement général de la presse s'éloignant du centre de Paris : le *Parisien* est à Saint-Ouen, *l'Équipe* à Issy-les-Moulineaux, *France-Soir* à Bercy, le groupe Expansion sur les terrains Citroën du quinzième arrondissement.

Le numéro du «Monde» daté 26-27 mars 1989 a été tiré à 489 840 exemplaires

A B C D F G H

La pièce de 100 francs devance le préservatif

Les dépenses publicitaires du gouvernement ont augmenté de 3 %

Référendum pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ; campagne pour le recrutement des professeurs ; prévention de l'alcool au volant ; lutte contre le sida... En 1988, le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour sensibiliser le grand public à sa politique ou aux «grandes causes nationales».

Le Service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre, chargé d'orchestrer la politique médiatique du gouvernement, indique dans un bilan récent que trente-quatre campagnes de publicité, de relations publiques ou d'édition — fabrication et diffusion de brochures, de livres, etc. — ont été menées par vingt et un ministères ou administrations durant l'année 1988 (contre trente-sept en 1987). Parmi ces trente-quatre campagnes, vingt-huit sont nouvelles, les autres — comme la lutte contre les accidents de la route — font partie d'une politique de communication à long terme instituée depuis plusieurs années et régulièrement programmée.

L'ensemble des investissements nécessaires par ces trente-quatre campagnes représente 244,1 millions de francs. Il s'élevait à 236,7 millions de francs en 1987, soit une augmentation de 3 %. Mais en francs constants, cette augmentation est minime. En 1980, les investissements du gouvernement en matière de publicité s'élevaient à 111 millions de francs ; en 1982, à 133 millions ; en 1987, à 144 millions, et, en 1988, à 145 millions. Les vingt-huit nouvelles campagnes mises en place en 1988 ont été moins coûteuses que leurs devancières : leur budget moyen s'élève en effet à 5,3 millions de francs, tandis qu'il était de 7,1 millions de francs en 1987, soit une baisse de 26 %.

Une campagne du gouvernement ou celle qui sert une «grande cause

nationale» est traditionnellement un «plus» pour les agences publicitaires. Celles-ci lui concèdent d'ailleurs une réduction de leurs tarifs. Vingt-quatre agences ont bénéficié, en 1988, des vingt-huit nouvelles campagnes lancées. La palme revient aux agences indépendantes des groupes et des réseaux, comme Dyade, Dassez et associés, Opus Hintzy, Quadrillage, etc., qui ont remporté dix-sept budgets sur vingt-huit. Les grandes enseignes, comme Eurocom, Rous-Séguela, Cayrol-Goudard (RSCG), Publicis ou FCA, ont aussi tiré leur épingle du jeu : RSCG a ainsi gagné quatre budgets (bilan de l'action gouvernementale, recrutement des professeurs, accidents domestiques, référendum Nouvelle-Calédonie) représentant le volume budgétaire le plus important, soit 37,1 millions de francs.

Du côté des médias, l'investissement a augmenté de 14 % — l'achat d'espaces pour les trente-quatre campagnes de 1988 représente 162,2 millions de francs, le reste des investissements se répartissant entre les frais techniques, l'édition et les relations avec la presse. Télévisions et affichage en sont les grands bénéficiaires avec une hausse respective

de 14 % et de 19 %. En revanche, la presse quotidienne, le cinéma et le radio ont moins été sollicités en 1988 qu'en 1987 : ils perdent chacun entre 1 % et 2 %. Seule la presse magazine a été à la fête : les campagnes du ministère de la poste et des télécommunications (téléphone, poste avec «Bougez avec la poste») lui ont largement échoué. Ainsi, sur plus de 39 millions consacrés par France-Télécom à l'achat d'espaces, plus de 14 millions sont allés aux magazines.

An total d'ailleurs, selon le récent bilan du SID, c'est la campagne publicitaire pour France-Télécom qui a englouti la plus grande part des dépenses publicitaires gouvernementales avec 58,6 millions de francs. Le bilan de l'action gouvernementale et le référendum sur la Nouvelle-Calédonie la talonnent avec 22,9 millions et 20,3 millions de francs. Les campagnes pour le recrutement des professeurs ou sur l'usage du préservatif font figure de parents pauvres avec 5,2 et 5,5 millions de francs investis. Soit un peu moins que la promotion déguisée pour la pièce de 100 francs qui bénéficiait d'un budget de 6 millions de francs.

YVES-MARIE LABÉ.

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

LE TITRE DU JOUR

Suivez les événements heure par heure

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

هكذا من الأصل